

VOLUME

2

COMPTES PUBLICS 2018-2019

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

SUR LE FONDS CONSOLIDÉ

DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2019

COMPTES PUBLICS 2018-2019

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2019

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2018-2019 – Volume 2

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2019**

ISSN 0706-2869 (Imprimé)

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2019

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
DÉFINITIONS	11
 SECTION A : FONDS GÉNÉRAL	
 1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS	
RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS.....	19
ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	21
 2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES	
SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES	29
REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	30
DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS	32
DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	40
DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES	42
DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	44
IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	45
 3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES	
ASSEMBLÉE NATIONALE	49
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	61
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	73
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION.....	89
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE.....	101
CONSEIL EXÉCUTIF	117

CULTURE ET COMMUNICATIONS.....	137
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	151
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION.....	163
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	177
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES.....	199
FAMILLE	209
FINANCES	223
FORÊTS, FAUNE ET PARCS.....	241
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	253
JUSTICE.....	263
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE.....	279
REVENU	291
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	293
SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	309
TOURISME.....	321
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	329
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE.....	341

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	356
DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	362
DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE.....	368

SECTION B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	379
--	-----

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
Fonds de développement des territoires	384
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
Fonds Avenir Mécénat Culture	386
Fonds du patrimoine culturel québécois	387
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	390
Fonds vert.....	391
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION	
Capital Mines Hydrocarbures	394
Fonds du développement économique	395
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	398
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	399
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires.....	400
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
Fonds de transition énergétique	402
Fonds des ressources naturelles	403
Fonds d'information sur le territoire	404
FAMILLE	
Fonds de soutien aux proches aidants	406
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	407
Fonds pour le développement des jeunes enfants	408
FINANCES	
Fonds de financement	410
Fonds des générations	411

Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	412
Fonds du centre financier de Montréal.....	413
Fonds du Plan Nord.....	414
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	415
Fonds relatif à l'administration fiscale.....	416
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	418
JUSTICE	
Fonds Accès Justice	420
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	421
Fonds des registres du ministère de la Justice.....	422
Fonds du Tribunal administratif du Québec	423
Fonds relatif aux contrats publics	424
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	426
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	427
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	428
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Fonds des services de police	430
TOURISME	
Fonds de partenariat touristique.....	432
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
Fonds aérien	434
Fonds de gestion de l'équipement roulant	435
Fonds de la sécurité routière	436
Fonds des réseaux de transport terrestre	437
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	440
Fonds de développement du marché du travail.....	441
Fonds des biens et des services	442
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	443
Fonds du Tribunal administratif du travail.....	444
Fonds québécois d'initiatives sociales	445
3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX.....	448

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2019 ont été préparés par le contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2018-2019.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux sections. La première section expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième section présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Section A : Fonds général

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette section rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu »).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume :

- Les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);
- Les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer;
- Les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés à la dette nette, l'année suivant celle où l'opération a eu lieu. En effet, lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2 puisque la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur lors de l'approbation parlementaire des crédits.

Certaines données de 2017-2018 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2018-2019*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 8, 9 et 10 du *Budget de dépenses 2018-2019 – Crédits des ministères et organismes*.

La section A se divise en quatre parties :

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses de l'ensemble des portefeuilles.
- La troisième partie présente le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts de chacun des portefeuilles. On y retrouve plus particulièrement :
 - les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
 - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
 - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
 - l'évolution des crédits initiaux par programmes;
 - les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
 - les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

AVANT-PROPOS (suite)

- La quatrième partie présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, et dont l'affectation est conditionnelle à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

Section B : Fonds spéciaux

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les informations financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

La section B se divise en trois parties :

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.
- La troisième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section A du volume 1 des *Comptes publics 2018-2019*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Structure des portefeuilles

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le *Budget de dépenses 2018-2019*. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et les modifications de noms de portefeuilles ayant pu être effectués au cours de l'année ne sont pas reflétés dans ce volume.

AVANT-PROPOS (suite)

Les portefeuilles dont le nom a été modifié entre la publication du *Budget de dépenses 2018-2019* et celui de 2019-2020 sont les suivants :

- *Affaires municipales et Occupation du territoire* a été modifié pour *Affaires municipales et Habitation*;
- *Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques* a été modifié pour *Environnement et Lutte contre les changements climatiques*;
- *Économie, Science et Innovation* a été modifié pour *Économie et Innovation*;
- *Transports, Mobilité durable et Électrification des transports* a été modifié pour *Transports*.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Internet du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

- Crédits autorisés

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

- Crédits permanents

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

- Crédits votés

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES ¹

- Rémunération

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- **Fonctionnement**

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

- **Créances douteuses et autres provisions**

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

- **Transfert**

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

- **Affectation à un fonds spécial**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

- **Service de la dette**

Cette supercatégorie comprend les intérêts sur les dettes, l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes ainsi que les gains et les pertes de change, incluant l'amortissement de ceux-ci. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- **Immobilisations en ressources informationnelles**

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

- Immobilisations tangibles

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Prêts, placements, avances et autres

Cette supercatégorie comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette catégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux, celles accordées aux employés du gouvernement, l'inscription de stock et des frais payés d'avance ainsi que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services. Elle comprend également s'il y a lieu, les engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES ¹

Les catégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations en ressources informationnelles », « Immobilisations tangibles » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- Transfert – Rémunération qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- Transfert – Fonctionnement qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- Transfert – Capital qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- Transfert – Intérêt qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.
- Transfert – Support qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt ».
- Affectation à un fonds spécial – Rémunération qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial – Capital qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial – Intérêt qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial – Support qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

- Immobilisations qui comprennent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.
- Prêts et placements qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et mise de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets.

SECTION

A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2019

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2019 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation des dépenses et des autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

Québec, le 10 octobre 2019

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1) -	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2) -	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			=	EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés		
Assemblée nationale	145 704	140 378			5 326		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	189 290	182 630			6 660		
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 996 494	1 991 033			5 461		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	937 690	937 031			659		
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 347 702	870 798			476 904		
Conseil exécutif	461 414	454 899	2 200		4 315		
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	760 464	759 496			968		
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	199 778	199 110			668		
Économie, Science et Innovation	1 380 225	1 265 043			115 182		
Éducation et Enseignement supérieur	19 755 002	19 590 488	1 498		163 015		
Énergie et Ressources naturelles	196 738	196 738					
Famille	2 669 642	2 597 083	2 542		70 017		
Finances (excluant le service de la dette)	286 608	273 157			13 451		
Forêts, Faune et Parcs	592 223	592 223					
Immigration, Diversité et Inclusion	227 108	211 448			15 661		
Justice	1 055 127	989 501	464		65 163		
Relations internationales et Francophonie	119 538	119 227			311		
Santé et Services sociaux	38 855 333	38 185 925	109		669 299		
Sécurité publique	1 651 351	1 648 680			2 671		
Tourisme	193 757	193 757					
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	864 522	854 421			10 101		
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 473 534	4 443 632			29 902		
	78 359 244	76 696 698	6 813	-	1 655 734		-
Culture et Communications (service de la dette)	3 359	3 359					
Finances (service de la dette)	7 216 000	6 719 361			496 639		
Total	85 578 604	83 419 418	6 813	-	2 152 373		-
Votés	60 173 535	59 064 192	6 813		1 102 531		
Permanents	25 405 069	24 355 226			1 049 842		
Total	85 578 604	83 419 418	6 813	-	2 152 373		-
Dépenses	85 167 976	83 142 124	6 813		2 019 039		
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres	180 681	94 092			86 589		
Immobilisations tangibles	126 534	108 788			17 746		
Immobilisations en ressources informationnelles	103 413	74 414			28 999		
Total	85 578 604	83 419 418	6 813	-	2 152 373		-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	140 350		5 355						145 704
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	188 599		360		20		311		189 290
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 886 822		5 656		104 015				1 996 494
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	900 572		10 842		26 265		11		937 690
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 421 420				(1 089 503)		15 785		1 347 702
Conseil exécutif	463 523				(2 641)		532		461 414
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	722 984				37 481				760 464
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	192 026				7 750		2		199 778
Économie, Science et Innovation	1 018 680				361 545				1 380 225
Éducation et Enseignement supérieur	19 521 498				163 184		70 320		19 755 002
Énergie et Ressources naturelles	84 191		1 476		111 044		27		196 738
Famille	2 652 223		18 545		(1 126)				2 669 642
Finances (excluant le service de la dette)	202 438		22 339		61 830				286 608
Forêts, Faune et Parcs	507 041		9 792		48 948		26 441		592 223
Immigration, Diversité et Inclusion	347 555		44 303		(164 750)				227 108
Justice	1 036 409				2 892		15 827		1 055 127
Relations internationales et Francophonie	113 782				5 444		312		119 538
Santé et Services sociaux	38 543 490				80 967		230 876		38 855 333
Sécurité publique	1 603 617		5 134		36 669		5 931		1 651 351
Tourisme	185 441				8 317				193 757
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	744 427				120 095				864 522
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 361 061		7 250		81 554		23 668		4 473 534
	77 838 149		131 053		-		390 042		78 359 244
Culture et Communications (service de la dette)	3 359								3 359
Finances (service de la dette)	7 216 000								7 216 000
Total	85 057 508		131 053		-		390 042		85 578 604
Votés	60 092 761		80 774						60 173 535
Permanents	24 964 747		50 279				390 042		25 405 069
Total	85 057 508		131 053		-		390 042		85 578 604
Dépenses	83 920 594		128 870		728 469		390 042		85 167 976
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres	843 767				(663 086)				180 681
Immobilisations tangibles	161 077		1 536		(36 078)				126 534
Immobilisations en ressources informationnelles	132 071		647		(29 305)				103 413
Total	85 057 508		131 053		-		390 042		85 578 604

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	(1)	(1)	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES		
	VOTÉS	PERMANENTS	ANTÉRIEURES		TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	(1)
Assemblée nationale		140 350			140 350
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	53 453	135 146			188 599
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 886 813	10			1 886 822
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	900 562	10			900 572
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 060 282	361 138			2 421 420
Conseil exécutif	461 600	1 923			463 523
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	722 974	10			722 984
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	191 991	35			192 026
Économie, Science et Innovation	1 018 651	29			1 018 680
Éducation et Enseignement supérieur	18 331 429	1 190 068			19 521 498
Énergie et Ressources naturelles	84 181	10			84 191
Famille	2 439 004	219		213 000	2 652 223
Finances (excluant le service de la dette)	192 936	9 502			202 438
Forêts, Faune et Parcs	481 937	25 105			507 041
Immigration, Diversité et Inclusion	347 546	10			347 555
Justice	780 050	256 358			1 036 409
Relations internationales et Francophonie	113 673	110			113 782
Santé et Services sociaux	22 984 829	15 558 662 (2)			38 543 490
Sécurité publique	1 538 136	65 481			1 603 617
Tourisme	185 431	10			185 441
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	744 383	44			744 427
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 355 541	5 520			4 361 061
	59 875 402	17 749 747	-	213 000	77 838 149
Culture et Communications (service de la dette)	3 359				3 359
Finances (service de la dette)	1 000	7 215 000			7 216 000
Total	59 879 761 (3)	24 964 747	-	213 000	85 057 508
Dépenses	58 752 461	24 955 133		213 000	83 920 594
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	843 667	100			843 767
Immobilisations tangibles	158 215	2 862			161 077
Immobilisations en ressources informationnelles	125 419	6 652			132 071
Total	59 879 761	24 964 747	-	213 000	85 057 508

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2018-2019.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 382 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2018-2019 (L.Q. 2018, chapitre 6)

16 404 038 k\$

Loi n°2 sur les crédits, 2018-2019 (L.Q. 2018, chapitre 9)

43 475 723 k\$

59 879 761 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale					5 355		5 355
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					360		360
Affaires municipales et Occupation du territoire	5 656						5 656
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10 842						10 842
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Économie, Science et Innovation							
Éducation et Enseignement supérieur							
Énergie et Ressources naturelles	1 476						1 476
Famille					18 545		18 545
Finances (excluant le service de la dette)					22 339		22 339
Forêts, Faune et Parcs	9 792						9 792
Immigration, Diversité et Inclusion	44 303						44 303
Justice							
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	1 455				3 680		5 134
Tourisme							
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports							
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Total	80 774		-		50 279		131 053
 Votés	 80 774						 80 774
Permanents					50 279		50 279
Total	80 774		-		50 279		131 053
 Dépenses	 80 774				 48 096		 128 870
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres							
Immobilisations tangibles					1 536		1 536
Immobilisations en ressources informationnelles					647		647
Total	80 774		-		50 279		131 053

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	=	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles				
Assemblée nationale	368	2 361	4 043		133 606		140 378
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		876	1 753		180 000		182 630
Affaires municipales et Occupation du territoire		76	1 499		1 989 458		1 991 033
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		3 421	4 328		929 282		937 031
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2	8	2 589		868 200		870 798
Conseil exécutif	3	120	1 005		453 772		454 899
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		107	1 707		757 682		759 496
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	7	29 777	2 644		166 681		199 110
Économie, Science et Innovation	9	343	1 675		1 263 015		1 265 043
Éducation et Enseignement supérieur	77 527	10	5 732		19 507 219		19 590 488
Énergie et Ressources naturelles	1	426	1 593		194 719		196 738
Famille	1	34	6 670		2 590 378		2 597 083
Finances (excluant le service de la dette)		3	741		272 413		273 157
Forêts, Faune et Parcs	6	18 953	766		572 499		592 223
Immigration, Diversité et Inclusion	7	3	8 225		203 212		211 448
Justice	3 563	822	12 757		972 359		989 501
Relations internationales et Francophonie	1 841	879	281		116 226		119 227
Santé et Services sociaux	8 055	43	967		38 176 859		38 185 925
Sécurité publique	57	13 667	10 421		1 624 535		1 648 680
Tourisme					193 757		193 757
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	2 515	36 763	5 018		810 124		854 421
Travail, Emploi et Solidarité sociale	130	95			4 443 407		4 443 632
	94 092	108 788	74 414		76 419 404		76 696 698
Culture et Communications (service de la dette)					3 359		3 359
Finances (service de la dette)					6 719 361		6 719 361
Total	94 092	108 788	74 414		83 142 124		83 419 418
Votés	93 724	106 427	68 904		58 795 136		59 064 192
Permanents	368	2 361	5 510		24 346 987		24 355 226
Total	94 092	108 788	74 414		83 142 124		83 419 418

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET LES DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	90	137 629
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	597	182 673
Affaires municipales et Occupation du territoire	27 123	1 993 743
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	24 435	941 580
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	229	784 909
Conseil exécutif	978	454 219
Culture et Communications	5 448	765 585
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	1 414	183 289
Économie, Science et Innovation	12 071	1 263 135
Éducation et Enseignement supérieur	210 837	19 433 587
Énergie et Ressources naturelles	28 178	197 491
Famille	20 463	2 601 209
Finances	32 539 862	6 931 057
Forêts, Faune et Parcs	42 705	583 258
Immigration, Diversité et Inclusion	610 608	207 986
Justice	243 972	987 867
Relations internationales et Francophonie	775	119 180
Revenu	52 314 089	
Santé et Services sociaux	175 652	38 165 525
Sécurité publique	47 019	1 646 300
Tourisme		193 757
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	48 915	831 603
Travail, Emploi et Solidarité sociale	914 931	4 443 736
Total	87 270 390	83 049 318
Crédits votés utilisés		58 795 136
Crédits permanents utilisés		24 346 987
Total des dépenses nécessitant des crédits		83 142 124
Amortissement des immobilisations		147 481
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		4 091
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(58 409)
Variation à la baisse de provisions		(185 995)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		(92 806)
Total		83 049 318

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS	+	TAXES À LA CONSOMMATION	+	DROITS ET PERMIS	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire					8 658	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					17 186	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	137	Culture et Communications					1 363	
8	151	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques						
9	163	Économie, Science et Innovation					2 605	
10	177	Éducation et Enseignement supérieur					1	
11	199	Énergie et Ressources naturelles					1 619	
12	209	Famille					19 461	
13	223	Finances	7 727 684					
14	241	Forêts, Faune et Parcs					40 007	
15	253	Immigration, Diversité et Inclusion					48 851	
16	263	Justice						
17	279	Relations internationales et Francophonie						
18	291	Revenu	31 673 833		19 853 253		45 397	
19	293	Santé et Services sociaux					1 920	
20	309	Sécurité publique					33 393	
21	329	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports					43 214	
22	341	Travail, Emploi et Solidarité sociale					28 201	
	Total		39 401 517		19 853 253		291 877	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans les comptes à fin déterminée (voir la partie 4 de la section A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 473 000 k\$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 450 123 k\$ ont été versés au fonds général.

⁽¹⁾										
REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2019	TOTAL DES REVENUS 2018	
90				90				90	95	1
597				597				597	986	2
18 465				27 123				27 123	17 681	3
7 249				24 435				24 435	22 339	4
229				229				229	287	5
978				978				978	1 004	6
4 084				5 448				5 448	5 802	7
1 414				1 414				1 414	310	8
9 465				12 071				12 071	4 844	9
49 959				49 961		160 877		210 837	188 430	10
26 558				28 178				28 178	27 025	11
1 002				20 463				20 463	18 246	12
252 201		5 075 206		13 055 092		19 484 771		32 539 862	31 011 389	13
2 699				42 705				42 705	43 554	14
2 308				51 159		559 449		610 608	545 327	15
211 399				211 399		32 573		243 972	230 452	16
775				775				775	225	17
741 606				52 314 089				52 314 089	48 877 411	18
144 047				145 967		29 685		175 652	44 227	19
13 625				47 019				47 019	47 603	20
5 545				48 759		156		48 915	46 664	21
120 686				148 886		766 044		914 931	943 823	22
1 614 982		5 075 206		66 236 835		21 033 555		87 270 390	82 077 724	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

Détail		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
page				
ASSEMBLÉE NATIONALE				
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires		
2	52	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale		
3	54	Services statutaires aux parlementaires		
		Total du portefeuille	-	-
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE				
4	64	Le Protecteur du citoyen		
5	64	Le Vérificateur général		
6	64	Administration du système électoral		
7	66	Le Commissaire au lobbyisme		
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie		
		Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
9	76	Soutien aux activités ministérielles		
10	76	Modernisation des infrastructures municipales		406 981
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités		
12	78	Développement des régions et des territoires		164 073
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine		211 290
14	78	Commission municipale du Québec		
15	80	Habitation		450 542
16	80	Protection des consommateurs		
		Total du portefeuille	-	1 232 886
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments		502 093
18	92	Organismes d'État		439 487
		Total du portefeuille	-	941 580
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
19	104	Soutien au Conseil du trésor		
20	106	Soutien aux fonctions gouvernementales		
21	106	Commission de la fonction publique		
22	108	Régimes de retraite et d'assurances		
23	110	Fonds de suppléance		
		Total du portefeuille	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
	9 146		9 146	10 606	1
	50 153		50 153	52 768	2
	78 329		78 329	71 953	3
-	137 629	-	137 629	135 327	
	17 605		17 605	16 935	4
	31 033		31 033	29 675	5
	129 471		129 471	47 657	6
	3 296		3 296	3 257	7
	1 269		1 269	1 061	8
-	182 673	-	182 673	98 586	
	50 955		50 955	50 074	9
			406 981	404 555	10
	693 389		693 389	687 128	11
			164 073	149 675	12
			211 290	175 523	13
	4 569		4 569	3 220	14
			450 542	461 069	15
	11 944		11 944	10 946	16
-	760 857	-	1 993 743	1 942 190	
			502 093	440 609	17
			439 487	444 355	18
-	-	-	941 580	884 964	
	68 452		68 452	63 462	19
	349 290		349 290	214 009	20
	4 188		4 188	3 825	21
	362 979		362 979	379 467	22
					23
-	784 909	-	784 909	660 763	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

Détail			SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
page					
CONSEIL EXÉCUTIF					
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Relations canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
30	124	Affaires maritimes			
31	126	Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
		Total du portefeuille	-	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS					
32	140	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		56 247	
33	140	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		677 678	
34	142	Charte de la langue française		28 300	
		Total du portefeuille	-	762 225	-
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES					
35	154	Protection de l'environnement			178 747
36	154	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			4 542
		Total du portefeuille	-	-	183 289
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION					
37	166	Direction et administration			32 587
38	166	Développement de l'économie			621 139
39	166	Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			275 592
40	168	Interventions relatives au Fonds du développement économique			101 302
41	168	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			232 515
		Total du portefeuille	-	-	1 263 135
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
42	180	Administration		227 646	
43	182	Soutien aux organismes		121 927	
44	182	Aide financière aux études		732 707	
45	184	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		11 053 903	
46	184	Enseignement supérieur		5 909 505	
47	186	Développement du loisir et du sport		88 105	
48	186	Régimes de retraite		1 214 886	
49	186	Condition féminine			
50	188	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			69 794
		Total du portefeuille	-	19 348 678	69 794

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
	758		758	707	24
	92 968		92 968	86 983	25
	13 888		13 888	11 997	26
	279 072		279 072	261 592	27
	46 678		46 678	38 412	28
	9 597		9 597	8 777	29
	8 408		8 408	1 156	30
	2 851		2 851		31
-	454 219	-	454 219	409 623	
		3 359	59 606	57 486	32
			677 678	709 542	33
			28 300	25 457	34
-	-	3 359	765 585	792 485	
			178 747	277 866	35
			4 542	4 814	36
-	-	-	183 289	282 680	
			32 587	32 288	37
			621 139	340 524	38
			275 592	245 681	39
			101 302	62 540	40
			232 515	208 958	41
-	-	-	1 263 135	889 991	
			227 646	183 918	42
			121 927	137 722	43
			732 707	756 931	44
			11 053 903	9 901 564	45
			5 909 505	5 530 181	46
			88 105	84 742	47
			1 214 886	1 377 265	48
15 115			15 115	18 805	49
			69 794	77 360	50
15 115	-	-	19 433 587	18 068 487	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES				
51	202	Gestion des ressources naturelles		197 491
		Total du portefeuille	-	197 491
FAMILLE				
52	212	Planification, recherche et administration		
53	212	Mesures d'aide à la famille		
54	214	Services de garde		
55	214	Condition des aînés		
56	216	Curateur public		
		Total du portefeuille	-	-
FINANCES				
57	228	Direction et administration		
58	228	Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière		
59	230	Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits		
60	232	Service de la dette		
		Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS				
61	244	Forêts		437 478
62	244	Faune et Parcs		145 780
		Total du portefeuille	-	583 258
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION				
63	256	Immigration, Diversité et Inclusion	207 986	
		Total du portefeuille	207 986	-
JUSTICE				
64	266	Activité judiciaire		
65	266	Administration de la justice		
66	268	Justice administrative		
67	268	Accessibilité à la justice		
68	268	Autre organisme relevant du ministre		
69	270	Poursuites criminelles et pénales		
70	270	Indemnisation et reconnaissance		
		Total du portefeuille	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
71	282	Direction et administration		18 937
72	282	Affaires internationales		100 243
		Total du portefeuille	-	119 180

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
			197 491	99 818	51
-	-	-	197 491	99 818	
55 297			55 297	51 479	52
80 727			80 727	68 592	53
2 371 238			2 371 238	2 333 892	54
21 813			21 813	19 936	55
72 135			72 135	67 489	56
2 601 209	-	-	2 601 209	2 541 387	
	24 497		24 497	85 850	57
	220 782		220 782	124 746	58
	24 826		24 826	20 535	59
		6 660 952	6 660 952	7 156 423	60
-	270 105	6 660 952	6 931 057	7 387 555	
			437 478	447 003	61
			145 780	161 838	62
-	-	-	583 258	608 841	
			207 986	220 481	63
-	-	-	207 986	220 481	
	129 074		129 074	129 907	64
	354 167		354 167	311 669	65
	15 132		15 132	14 303	66
180 087			180 087	177 096	67
	15 492		15 492	14 611	68
	152 063		152 063	142 228	69
141 852			141 852	124 045	70
321 939	665 928	-	987 867	913 859	
			18 937	20 065	71
			100 243	103 566	72
-	-	-	119 180	123 630	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
73	296	Fonctions de coordination	133 431	
74	296	Services dispensés à la population	27 730 452	
75	300	Office des personnes handicapées du Québec	12 389	
76	300	Régie de l'assurance maladie du Québec	10 289 252	
		Total du portefeuille	38 165 525	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
77	312	Sécurité, prévention et gestion interne		
78	312	Sûreté du Québec		
79	314	Organismes relevant du ministre		
		Total du portefeuille	-	-
TOURISME				
80	322	Promotion et développement du tourisme		193 757
		Total du portefeuille	-	193 757
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS				
81	332	Infrastructures et systèmes de transport		768 810
82	332	Administration et services corporatifs		62 794
		Total du portefeuille	-	831 603
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
83	344	Mesures d'aide à l'emploi		880 076
84	344	Mesures d'aide financière		
85	346	Administration		
86	346	Travail		
		Total du portefeuille	-	880 076
		TOTAL AU 31 MARS 2019	38 165 525	20 318 889
		TOTAL AU 31 MARS 2018	36 708 207	18 981 832

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
			133 431	125 970	73
			27 730 452	26 162 780	74
			12 389	12 128	75
			10 289 252	10 407 328	76
-	-	-	38 165 525	36 708 207	
	859 480		859 480	833 496	77
	737 262		737 262	698 266	78
	49 558		49 558	45 860	79
-	1 646 300	-	1 646 300	1 577 621	
			193 757	212 899	80
-	-	-	193 757	212 899	
			768 810	621 315	81
			62 794	63 681	82
-	-	-	831 603	684 997	
			880 076	842 183	83
3 012 042			3 012 042	2 949 953	84
530 485			530 485	515 975	85
	21 133		21 133	23 450	86
3 542 527	21 133	-	4 443 736	4 331 561	
6 480 790	4 923 752	6 664 311	83 049 318		
6 327 261	4 500 589	7 159 879		79 575 952	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	52	Assemblée nationale	108 840	28 776	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	113 564	40 582	
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	66 995	26 934	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 373	66 539	(543)
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	584 680	231 933	
6	120	Conseil exécutif	104 273	17 421	(13)
7	140	Culture et Communications	46 086	31 563	
8	154	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	96 959	49 738	
9	166	Économie, Science et Innovation	61 778	32 868	11 208
10	180	Éducation et Enseignement supérieur	112 356	122 148	12 506
11	202	Énergie et Ressources naturelles	41 732	18 859	27
12	212	Famille	88 826	75 746	3
13	228	Finances	48 378	31 770	(2 811)
14	244	Forêts, Faune et Parcs	133 762	134 061	48
15	256	Immigration, Diversité et Inclusion	87 714	54 527	
16	266	Justice	421 911	216 898	19 693
17	282	Relations internationales et Francophonie	56 182	24 818	
18	296	Santé et Services sociaux	77 298	49 639	3
19	312	Sécurité publique	737 943	405 664	20
20	322	Tourisme			
21	332	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	105 420	407 481	14
22	344	Travail, Emploi et Solidarité sociale	180 535	90 555	29 143
		Total	3 399 604	2 158 520	69 298
		Crédits votés	2 776 279	1 864 102	12 163
		Crédits permanents	646 049	146 672	72 612
		Total des dépenses nécessitant des crédits	3 422 328	2 010 774	84 775
		Amortissement des immobilisations		147 481	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks		239	
		Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions	(22 724)		(15 477)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	(22 724)	147 745	(15 477)
		Total	3 399 604	2 158 520	69 298

(1) Ce montant correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable à certains fonds spéciaux.

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
12						137 629	135 327	1
28 527						182 673	98 586	2
1 792 475		107 339				1 993 743	1 942 190	3
751 211						941 580	884 964	4
4 727		(36 432) ⁽¹⁾				784 909	660 763	5
332 537						454 219	409 623	6
684 576				3 359		765 585	792 485	7
36 592						183 289	282 680	8
1 067 187		90 094				1 263 135	889 991	9
19 144 578		42 000				19 433 587	18 068 487	10
128 002		8 871				197 491	99 818	11
65 139		2 371 496				2 601 209	2 541 387	12
167 929		24 839		6 660 952		6 931 057	7 387 555	13
56 994		258 394				583 258	608 841	14
65 745						207 986	220 481	15
311 156		18 209				987 867	913 859	16
35 078		3 102				119 180	123 630	17
37 833 019		205 566				38 165 525	36 708 207	18
167 092		335 582				1 646 300	1 577 621	19
94 847		98 911				193 757	212 899	20
318 689						831 603	684 997	21
2 957 995		1 185 508				4 443 736	4 331 561	22
66 044 107		4 713 478		6 664 311		83 049 318	79 575 952	
49 410 760		4 727 561		4 271		58 795 136	54 685 041	
16 740 856		22 349		6 718 450		24 346 987	25 075 363	
66 151 616		4 749 910		6 722 720		83 142 124	79 760 404	
						147 481	143 913	
						25	25	
3 853						4 091	3 595	
				(58 409)		(58 409)	(49 423)	
(111 362)		(36 432)				(185 995)	(282 562)	
(107 509)		(36 432)		(58 409)		(92 806)	(184 452)	
66 044 107		4 713 478		6 664 311		83 049 318	79 575 952	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	16 196 664		7 780 286	
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	14 711 024		1 821 780	
Municipalités et organismes municipaux				
Organismes à but non lucratif				
Personnes :				
Sécurité du revenu				
Assurance maladie				
Autres				
Organismes et entreprises du gouvernement	8 742 458		637 279	
Total	39 650 145		10 239 344	

RÉPARTITION :

1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Occupation du territoire	19 091	5 655
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	34 346	7 078
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	22 221	(25 895) ⁽³⁾
6 Conseil exécutif		2 379
7 Culture et Communications	88 809	105 406
8 Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9 Économie, Science et Innovation	15 941	12 332
10 Éducation et Enseignement supérieur	14 711 851	1 852 311
11 Énergie et Ressources naturelles		
12 Famille		
13 Finances	12 632	3 353
14 Forêts, Faune et Parcs		
15 Immigration, Diversité et Inclusion		
16 Justice	91 944	19 606
17 Relations internationales et Francophonie		
18 Santé et Services sociaux	24 584 838	8 167 027
19 Sécurité publique		5 405
20 Tourisme	18 109	22 341
21 Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	43 855	61 397
22 Travail, Emploi et Solidarité sociale	6 509	950
Total	39 650 145	10 239 344

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire et que le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable, c'est l'intermédiaire qui est identifié comme bénéficiaire.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(3) Ce montant correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

CAPITAL (2)		+	INTÉRÊTS	+	SUPPORT	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018
Principal	Autres							
7 356	37 817		693		1 456 808		1 502 675	1 320 992
886 956	4 948		373 285		347 780		25 589 919	24 258 424
1 141 640	65 251		427 351		110 187		18 277 232	16 907 962
340 980	108 731		108 172		1 751 476		2 309 359	1 943 826
71 024	124 241		41 586		1 930 027		2 166 878	2 170 297
					2 917 194		2 917 194	2 877 107
					2 062 739		2 062 739	2 069 763
	302		2 256		1 166 060		1 168 618	1 162 667
206 095	41 504		54 426		367 731		10 049 493	9 956 472
2 654 052	382 794		1 007 768		12 110 003		66 044 107	62 667 510

			12	12	30	1
			28 527	28 527	11 145	2
305 083	222 940	120 151	1 119 554	1 792 475	1 751 344	3
188	26 330	55	683 214	751 211	700 722	4
			8 401	4 727	(20 665)	5
9 969	10 185	1 641	308 364	332 537	299 485	6
151 024		42 196	297 141	684 576	713 605	7
4 105		1 105	31 381	36 592	155 394	8
33 706	27 869	4 140	973 199	1 067 187	709 614	9
1 120 818	51 498	427 603	980 497	19 144 578	17 803 321	10
67 781		710	59 512	128 002	25 234	11
			65 139	65 139	56 305	12
			151 944	167 929	99 110	13
20 590		7 787	28 617	56 994	86 314	14
			65 745	65 745	91 450	15
	3 932		195 674	311 156	287 624	16
			35 078	35 078	41 249	17
886 909	20 821	373 279	3 800 145	37 833 019	36 439 091	18
1 398			160 288	167 092	184 145	19
38 832		15 565		94 847	88 172	20
13 649	19 216	13 536	167 036	318 689	236 143	21
	4		2 950 532	2 957 995	2 908 677	22
2 654 052	382 794	1 007 768	12 110 003	66 044 107	62 667 510	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	FONCTION- NEMENT	CAPITAL	INTÉRÊT	SUPPORT	TOTAL 2019	TOTAL 2018
Affaires municipales et Occupation du territoire					107 339	107 339	102 339
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		(36 432) ⁽¹⁾				(36 432)	23 514
Économie, Science et Innovation					90 094	90 094	68 434
Éducation et Enseignement supérieur					42 000	42 000	40 000
Énergie et Ressources naturelles	5 824	3 047				8 871	6 097
Famille			33 726	12 637	2 325 133	2 371 496	2 333 889
Finances	298	22 539	2		2 000	24 839	
Forêts, Faune et Parcs	58 329	88 133		2 317	109 615	258 394	292 658
Justice	11 081	3 316	176		3 635	18 209	14 860
Relations internationales et Francophonie	109	20			2 973	3 102	3 102
Santé et Services sociaux					205 566	205 566	151 134
Sécurité publique	265 630	63 440	6 511			335 582	323 424
Tourisme	9 763	7 137	6 346	1 366	74 300	98 911	124 727
Travail, Emploi et Solidarité sociale	166 516	96 009	10 343	712	911 928	1 185 508	1 132 448
Total	517 550	247 210	57 104	17 032	3 874 582	4 713 478	4 616 624

(1) Ce montant correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable à certains fonds spéciaux.

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	108 840				4	501		109 346
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	113 564					557		114 121
Affaires municipales et Occupation du territoire	66 995	19 091				726		86 812
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 373	34 346				919		159 638
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	584 680	22 221				1 334		608 235
Conseil exécutif	104 273					198		104 471
Culture et Communications	46 086	88 809				284		135 178
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	96 959				2 553	207		99 720
Économie, Science et Innovation	61 778	15 941				481		78 200
Éducation et Enseignement supérieur	112 356	14 711 851				1 001		14 825 208
Énergie et Ressources naturelles	41 732		5 824			426		47 982
Famille	88 826					1 699		90 524
Finances	48 378	12 632	298			47		61 355
Forêts, Faune et Parcs	133 762		58 329		19	332		192 442
Immigration, Diversité et Inclusion	87 714					644		88 358
Justice	421 911	91 944	11 081			1 009		525 945
Relations internationales et Francophonie	56 182		109					56 291
Santé et Services sociaux	77 298	24 584 838						24 662 135
Sécurité publique	737 943		265 630		1	2 477		1 006 052
Tourisme		18 109	9 763					27 872
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	105 420	43 855				761		150 036
Travail, Emploi et Solidarité sociale	180 535	6 509	166 516					353 561
Total	3 399 604	39 650 145	517 550		2 578	13 604		43 583 481

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>7</u>	<u>-</u>
	<u>7</u>	<u>-</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>83</u>	<u>95</u>
	<u>83</u>	<u>95</u>
Total des revenus divers	<u>90</u>	<u>95</u>
Total des revenus autonomes	<u>90</u>	<u>95</u>
Total des revenus	<u>90</u>	<u>95</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	9 148	9 146	1	1	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 148</u>	<u>9 146</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	55 759	46 131	6 410	3 219	
Ne nécessitant pas de crédits		4 022			
	<u>55 759</u>	<u>50 153</u>	<u>6 410</u>	<u>3 219</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	80 798	78 329	362	2 107	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>80 798</u>	<u>78 329</u>	<u>362</u>	<u>2 107</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>145 704</u>	<u>137 629</u>	<u>6 772</u>	<u>5 326</u>	<u>-</u>
Votés					
Permanents	145 704	133 606	6 772	5 326	
Ne nécessitant pas de crédits		4 022			
Total	<u>145 704</u>	<u>137 629</u>	<u>6 772</u>	<u>5 326</u>	<u>-</u>
Dépenses	135 716	137 629		2 110	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	368		368		
Immobilisations tangibles	4 021		2 361	1 660	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>5 599</u>		<u>4 043</u>	<u>1 556</u>	
Total	<u>145 704</u>	<u>137 629</u>	<u>6 772</u>	<u>5 326</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat général et affaires juridiques						
Permanents(1)	2 240				2 175	65
2. Affaires parlementaires						
Permanents(1)	6 908	1			5 754	1 153
Total	9 148	1	-	-	7 928	1 218

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale Permanents(1)	8 570	6	37		7 151	1 368
2. Affaires administratives et sécurité Permanents(1)	47 189		2 325	4 043	29 389	8 223
Amortissement des immobilisations						
Total	55 759	6	2 361	4 043	36 540	9 591

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

						1	
-	-	-	-	-	-	1	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

						9	
						3 210	4 022
-	-	-	-	-	-	3 219	4 022

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Services statutaires aux parlementaires						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)	12 584	362			730	11 492
Permanents(2)	23 323				23 323	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)	33 198				31 050	2 136
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)	2 504				2 186	317
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)	9 189				7 083	
Total	80 798	362	-	-	64 372	13 945

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés						
Permanents	145 704	368	2 361	4 043	108 840	24 754
Amortissement des immobilisations						
Total	145 704	368	2 361	4 043	108 840	24 754

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	108 840		108 840
Fonctionnement	24 754	4 022	28 776
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	12		12
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	133 606	4 022	137 629

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

12

1

						2 106	
-	12	-	-	-	-	2 107	-

	12					5 326	4 022
-	12	-	-	-	-	5 326	4 022

ASSEMBLÉE NATIONALE
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	<u>11 316</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>11 316</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	<u>57 180</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>57 180</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	<u>71 853</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>71 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	<u>140 350</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>140 350</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 169)				9 148
-	-	-		(2 169)		-		9 148
		2 183		(3 604)				55 759
-	-	2 183		(3 604)		-		55 759
		3 172		5 773				80 798
-	-	3 172		5 773		-		80 798
		5 355						145 704
-	-	5 355		-		-		145 704

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	13		
	13	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	13	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
		12			12	30
-	-	12	-	-	12	30
-	-	12	-	-	12	30

ASSEMBLÉE NATIONALE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>13</u>	<u>12</u>	<u>30</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>13</u>	<u>12</u>	<u>30</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	80	72
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	320	313
Divers	<u>41</u>	<u>26</u>
	440	411
Amendes et confiscations		
Contributions non conformes	2	327
Divers	<u>11</u>	<u>9</u>
	13	336
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>143</u>	<u>239</u>
	143	239
Total des revenus divers	<u>597</u>	<u>986</u>
Total des revenus autonomes	<u>597</u>	<u>986</u>
Total des revenus	<u>597</u>	<u>986</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	17 118	16 630	380	108	
Permanents	446	410		36	
Ne nécessitant pas de crédits		565			
	<u>17 564</u>	<u>17 605</u>	<u>380</u>	<u>144</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	32 818	30 524	752	1 541	
Permanents		508			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>32 818</u>	<u>31 033</u>	<u>752</u>	<u>1 541</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	133 777	127 954	1 467	4 357	
Ne nécessitant pas de crédits		1 517			
	<u>133 777</u>	<u>129 471</u>	<u>1 467</u>	<u>4 357</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 536	3 240	30	267	
Permanents		56			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 536</u>	<u>3 296</u>	<u>30</u>	<u>267</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 594	1 242		352	
Ne nécessitant pas de crédits		27			
	<u>1 594</u>	<u>1 269</u>	<u>-</u>	<u>352</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>189 290</u>	<u>182 673</u>	<u>2 629</u>	<u>6 660</u>	<u>-</u>
Votés	53 473	50 394	1 163	1 916	
Permanents	135 817	129 606	1 467	4 744	
Ne nécessitant pas de crédits		2 673			
Total	<u>189 290</u>	<u>182 673</u>	<u>2 629</u>	<u>6 660</u>	<u>-</u>
Dépenses	185 893	182 673		5 893	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	1 342		876	466	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 056		1 753	302	
Total	<u>189 290</u>	<u>182 673</u>	<u>2 629</u>	<u>6 660</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
1. Le Protecteur du citoyen	17 118		311	69	14 160	2 470
Permanents(1)	446				410	
Amortissement des immobilisations						
Total	17 564	-	311	69	14 570	2 470

(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Le Vérificateur général						
1. Le Vérificateur général	32 818		557	196	24 521	6 003
Amortissement des immobilisations						
Total	32 818	-	557	196	24 521	6 003

PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Administration du système électoral						
1. Gestion interne et soutien						
Permanents(1)	30 122			242	20 354	5 915
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents(1)	6				1	
3. Activités électorales						
Permanents(1)	103 649			1 225	50 625	22 531
Amortissement des immobilisations						
Total	133 777	-	-	1 467	70 979	28 447

(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

							108	
							36	
								565
-	-	-	-	-	-	144		565

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							1 541	
								508
-	-	-	-	-	-	1 541		508

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

							3 611	
								797
							5	
	28 527						741	
								720
-	28 527	-	-	-	-	4 357		1 517

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire au lobbyisme						
1. Le Commissaire au lobbyisme	3 536		8	22	2 552	688
Amortissement des immobilisations						
Total	3 536	-	8	22	2 552	688

PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents(1)	1 594				941	301
Amortissement des immobilisations						
Total	1 594	-	-	-	941	301

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	53 473		876	287	41 233	9 161
Permanents	135 817			1 467	72 330	28 748
Amortissement des immobilisations						
Total	189 290	-	876	1 753	113 564	37 909

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	113 564		113 564
Fonctionnement	37 909	2 673	40 582
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	28 527		28 527
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	180 000	2 673	182 673

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						267	
							56
-	-	-	-	-	-	267	56

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, ainsi que les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

						352	
							27
-	-	-	-	-	-	352	27

	28 527					1 916 4 744	2 673
-	28 527	-	-	-	-	6 660	2 673

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen				
Votés	17 118			
Permanents	446			
	17 564	-	-	
Programme 2 - Le Vérificateur général				
Votés	32 818			
Permanents				
	32 818	-	-	
Programme 3 - Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	133 466			
	133 466	-	-	
Programme 4 - Le Commissaire au lobbying				
Votés	3 516			
Permanents				
	3 516	-	-	
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	1 234			
	1 234	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	53 453			
Permanents	135 146			
Total	188 599	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								17 118
								446
-	-	-		-		-		17 564
								32 818
-	-	-		-		-		32 818
						311		133 777
-	-	-		-		311		133 777
				20				3 536
-	-	-		20		-		3 536
		360						1 594
-	-	360		-		-		1 594
				20				53 473
		360				311		135 817
-	-	360		20		311		189 290

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	17 621		
Remboursement des dépenses électorales	10 907		
	<u>28 527</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>28 527</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
		17 621			17 621	11 043
		10 907			10 907	103
-	-	28 527	-	-	28 527	11 145
-	-	28 527	-	-	28 527	11 145

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>28 527</u>	<u>28 527</u>	<u>11 145</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>28 527</u>	<u>28 527</u>	<u>11 145</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	513	394
Prêteurs d'argent	64	40
Studio de santé	204	152
Commerçants – Véhicules routiers	1 854	1 920
Agences de voyages	654	632
Conseillers en voyage	455	416
Certificat d'exemption	107	96
Frais exigibles par la Régie du logement	4 783	4 692
Divers	24	19
	<u>8 658</u>	<u>8 361</u>
Total des droits et permis	<u>8 658</u>	<u>8 361</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement des contributions reportées liées aux immobilisations	963	963
Divers	<u>50</u>	<u>81</u>
	<u>1 013</u>	<u>1 044</u>
Intérêts		
Assainissement des eaux	338	555
Divers	<u>37</u>	<u>33</u>
	<u>375</u>	<u>588</u>
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	5	8
Infractions à diverses lois	<u>18</u>	<u>41</u>
	<u>23</u>	<u>50</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	58	146
Subventions d'années antérieures	<u>16 997</u>	<u>7 492</u>
	<u>17 054</u>	<u>7 638</u>
Total des revenus divers	<u>18 465</u>	<u>9 319</u>
Total des revenus autonomes	<u>27 123</u>	<u>17 681</u>
Total des revenus	<u>27 123</u>	<u>17 681</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien aux activités ministérielles					
Votés	52 069	47 135	1 111	3 823	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 810			
	<u>52 079</u>	<u>50 955</u>	<u>1 111</u>	<u>3 823</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	406 981	406 981			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>406 981</u>	<u>406 981</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Votés	693 389	693 389			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>693 389</u>	<u>693 389</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Développement des régions et des territoires					
Votés	164 073	164 073			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>164 073</u>	<u>164 073</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	211 290	211 290			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>211 290</u>	<u>211 290</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	4 831	4 565	265		
Permanents		4			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>4 831</u>	<u>4 569</u>	<u>265</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	451 899	450 234	123	1 542	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		308			
	<u>451 899</u>	<u>450 542</u>	<u>123</u>	<u>1 542</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Protection des consommateurs					
Votés	11 953	11 781	76	95	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		162			
	<u>11 953</u>	<u>11 944</u>	<u>76</u>	<u>95</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 996 494</u>	<u>1 993 743</u>	<u>1 575</u>	<u>5 461</u>	<u>-</u>
Votés	1 996 484	1 989 448	1 575	5 461	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 284			
Total	<u>1 996 494</u>	<u>1 993 743</u>	<u>1 575</u>	<u>5 461</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 993 934	1 993 743		4 476	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1			1	
Immobilisations tangibles	290		76	214	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 269		1 499	770	
Total	<u>1 996 494</u>	<u>1 993 743</u>	<u>1 575</u>	<u>5 461</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Soutien aux activités ministérielles					
1. Direction et administration	25 889		35	1 076	11 120 11 187
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
2. Politiques et programmes	26 180				23 246 1 143
Total	52 079	-	35	1 076	34 365 12 340
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2					
Mission : Économie et environnement					
Modernisation des infrastructures municipales					
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	312 499				3 575 908
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	94 482				37
Total	406 981	-	-	-	3 575 945
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
1. Compensations tenant lieu de taxes	514 182				
2. Aide financière aux municipalités	73 416				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	105 790				
Total	693 389	-	-	-	- -

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	440						2 031	
								3 810
							1 792	
-	440	-	-	-	-	-	3 823	3 810

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.

	308 016							
	94 446							
-	402 462	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme englobe des mesures de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux ainsi que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal et soutient les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.

	514 182							
	73 416							
	105 790							
-	693 389	-	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Développement des régions et des territoires				
Mission : Économie et environnement						
1. Soutien au développement des régions		44 978				
2. Soutien au développement des territoires		107 339				
3. Autres programmes d'aide financière aux territoires		11 755				
Total		164 073	-	-	-	-
PROGRAMME 5		Promotion et développement de la région métropolitaine				
Mission : Économie et environnement						
1. Soutien à la région métropolitaine		211 290				
Total		211 290	-	-	-	-
PROGRAMME 6		Commission municipale du Québec				
Mission : Gouverne et justice						
1. Commission municipale du Québec		4 831		265	3 718	847
Amortissement des immobilisations						
Total		4 831	-	265	3 718	847

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme offre un soutien financier aux municipalités régionales de comté dans l'exercice de leur compétence pour favoriser le développement local et régional. Il permet également de soutenir des organismes dans la réalisation de projets de développements alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

	44 978							
		107 339						
	11 755							
-	56 734	107 339	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	211 290							
-	211 290	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.

								4
-	-	-	-	-	-	-	-	4

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7		Habitation				
Mission : Économie et environnement						
1. Société d'habitation du Québec	425 837					
2. Régie du logement	24 312		41	82	16 771	5 876
Amortissement des immobilisations						
3. Régie du bâtiment du Québec	1 750					
Total	451 899	-	41	82	16 771	5 876
PROGRAMME 8		Protection des consommateurs				
Mission : Gouverne et justice						
1. Office de la protection du consommateur	11 953			76	8 565	2 642
Amortissement des immobilisations						
Total	11 953	-	-	76	8 565	2 642
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 996 484		76	1 499	66 995	22 639
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	1 996 494	-	76	1 499	66 995	22 649
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
		DÉPENSES				
		Nécessitant des crédits +		Ne nécessitant pas de crédits =		Total
Rémunération				66 995		66 995
Fonctionnement				22 649		26 934
Créances douteuses et autres provisions				4 284		
Transfert				1 792 475		1 792 475
Affectation à un fonds spécial				107 339		107 339
Service de la dette						
Total				1 989 458		1 993 743
				4 284		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il soutient le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordable, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois, les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités de la Régie du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celle-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont elle est saisie, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations découlant d'un bail de logement. La Régie veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

	425 837						1 542	308
	1 750							
-	427 587	-	-	-	-	1 542	308	

Ce programme vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

	574					95	162
-	574	-	-	-	-	95	162

	1 792 475	107 339				5 461	4 284
-	1 792 475	107 339	-	-	-	5 461	4 284

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Soutien aux activités ministérielles				
Votés	57 854			
Permanents	10			
	57 864	-	-	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	447 774			
Permanents				
	447 774	-	-	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités				
Votés	639 125			
Permanents				
	639 125	-	-	
Programme 4 - Développement des régions et des territoires				
Votés	163 462			
Permanents				
	163 462	-	-	
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine				
Votés	127 144			
Permanents				
	127 144	-	-	
Programme 6 - Commission municipale du Québec				
Votés	3 607			
Permanents				
	3 607	-	-	
Programme 7 - Habitation				
Votés	439 837			
Permanents				
	439 837	-	-	
Programme 8 - Protection des consommateurs				
Votés	8 009			
Permanents				
	8 009	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 886 813			
Permanents	10			
Total	1 886 822	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(5 785)				52 069
								10
-	-	-		(5 785)		-		52 079
				(40 793)				406 981
-	-	-		(40 793)		-		406 981
				54 264				693 389
-	-	-		54 264		-		693 389
				611				164 073
-	-	-		611		-		164 073
				84 146				211 290
-	-	-		84 146		-		211 290
				1 224				4 831
-	-	-		1 224		-		4 831
2 183				9 879				451 899
2 183	-	-		9 879		-		451 899
3 473				470				11 953
3 473	-	-		470		-		11 953
5 656				104 015				1 996 484
								10
5 656	-	-		104 015		-		1 996 494

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Soutien aux activités ministérielles			
Autres	440	18	1
	<u>440</u>	<u>18</u>	<u>1</u>
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	774		
Infrastructures municipales en milieu nordique	9 980		
Infrastructures Québec-Municipalités	128 819	2 420	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	94 446		
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	62 367		
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec	56 210		
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599	46	
Autres	267		
	<u>402 462</u>	<u>2 466</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	372		
Compensation financière pour les équipements antipollution			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	479 939		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	34 243		
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	621		
Mesures financières du partenariat fiscal	105 790		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	420		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 633		
Autres	70 371		26
	<u>693 389</u>	<u>-</u>	<u>26</u>
Programme 4 - Développement des régions et des territoires			
Communautés rurales branchées	2 079	592	
Fonds conjoncturel de développement	459	12	
Fonds d'appui au rayonnement des régions	44 978	3 038	
Villages branchés du Québec	3 627		
Autres	5 590		
	<u>56 734</u>	<u>3 641</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
3	42	377			440	720
3	42	377	-	-	440	720
	774				774	206
	9 980				9 980	9 034
1 277	113 663	11 460			128 819	127 365
	94 027	419			94 446	107 897
	62 367				62 367	50 051
2 630	49 988	3 592			56 210	53 701
277	48 275	1 001			49 599	49 599
		267			267	2 710
4 183	379 074	16 739	-	-	402 462	400 563
	372				372	405
						44
	479 939				479 939	447 233
	34 243				34 243	34 401
	621				621	1 221
	105 790				105 790	105 785
	420				420	420
	1 633				1 633	1 598
	65 430	4 915			70 371	96 020
-	688 448	4 915	-	-	693 389	687 128
	510	977			2 079	3 267
17	200	231			459	3 973
1 984	13 852	26 105			44 978	29 895
	3 627				3 627	4 311
	5 541	49			5 590	5 890
2 000	23 730	27 362	-	-	56 734	47 336

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole	86 474		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	16 876	456	
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	9 873		
Soutien à la réalisation de projets pilotes relatifs à l'utilisation de véhicules autonomes électriques	1 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	23 438		
Autres	73 629		
	<u>211 290</u>	<u>456</u>	<u>-</u>
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	51 161		
Aide au logement social, communautaire et abordable	351 372	165	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	307	219	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	22 997		
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction	1 750		
	<u>427 587</u>	<u>385</u>	<u>-</u>
Programme 8 - Protection des consommateurs			
Bourse d'études	4		
Projets et partenariats stratégiques	211		
Soutien aux activités d'éducation financière	400		
	<u>615</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u><u>1 792 516</u></u>	<u><u>6 966</u></u>	<u><u>27</u></u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
	86 474				86 474	82 000
	2 373	14 047			16 876	17 743
	9 873				9 873	
	1 000				1 000	
	23 438				23 438	22 986
	73 055	574			73 629	52 794
-	196 213	14 621	-	-	211 290	175 523
	5 431	128	45 601		51 161	52 652
	91 939	142 374	116 894		351 372	361 615
		88			307	316
				22 997	22 997	23 667
				1 750	1 750	1 718
-	97 370	142 590	162 496	24 747	427 587	439 968
4					4	4
		170			170	101
		400			400	
4	-	570	-	-	574	105
6 190	1 384 877	207 173	162 496	24 747	1 792 475	1 751 344

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	19 091	19 091	19 709
Fonctionnement	5 655	5 655	5 676
Capital	528 023	528 023	443 758
Intérêt	120 151	120 151	119 944
Support	<u>1 119 596</u>	<u>1 119 554</u>	<u>1 162 257</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 792 516</u>	<u>1 792 475</u>	<u>1 751 344</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>107 339</u>	<u>107 339</u>	<u>102 339</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>107 339</u>	<u>107 339</u>	<u>102 339</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	86	86
	86	86
Autres		
Études de dossiers	1 038	577
Demande d'autorisation – Zone agricole	521	432
Commercialisation des grains	267	250
Mise en marché	127	119
Abattoir et atelier	277	286
Acte déclaratoire – CPTAQ	122	130
Pêche commerciale	89	73
Préparation ou mise en conserve du poisson	63	83
Restauration et ventes au détail d'aliments	14 401	14 354
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	112	133
Divers	83	82
	17 100	16 519
Total des droits et permis	17 186	16 605
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	90	5
Cours	66	53
Location de terrains et bâtisses	212	225
Location de services de personnel	61	107
Location d'espaces de stationnement	47	50
Eau	96	94
Cale de halage	70	69
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	536	524
Autres aides à l'agriculteur	103	86
Analyse en laboratoire	1 205	1 138
Divers	95	119
	2 582	2 469
Intérêts		
Divers	24	35
	24	35
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	293	121
Subventions d'années antérieures	4 339	3 103
Divers	10	5
	4 643	3 229
Total des revenus divers	7 249	5 734
Total des revenus autonomes	24 435	22 339
Total des revenus	24 435	22 339

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	497 598	490 052	7 546		
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		12 021			
	<u>497 618</u>	<u>502 093</u>	<u>7 546</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	440 072	439 210	203	659	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		278			
	<u>440 072</u>	<u>439 487</u>	<u>203</u>	<u>659</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>937 690</u>	<u>941 580</u>	<u>7 749</u>	<u>659</u>	<u>-</u>
Votés	937 670	929 262	7 749	659	
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		12 298			
Total	<u>937 690</u>	<u>941 580</u>	<u>7 749</u>	<u>659</u>	<u>-</u>
Dépenses	929 733	941 580		451	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	3 572		3 421	151	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 384		4 328	57	
Total	<u>937 690</u>	<u>941 580</u>	<u>7 749</u>	<u>659</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et administration	60 094		1 814	4 124	25 680	28 475
Permanents(1)	20					20
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
2. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	171 810		204		37 328	3 992
3. Pêches et aquaculture commerciale	17 206		177		4 495	575
Variation à la baisse de provisions						
4. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	162 269				860	204
5. Formation bioalimentaire	23 729		459		18 229	2 241
6. Santé animale et inspection des aliments	62 490		768		26 830	15 410
Total	497 618	-	3 421	4 124	113 422	50 917
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2		Organismes d'État				
Mission : Économie et environnement						
1. La Financière agricole du Québec	425 478					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 344			170	7 378	1 737
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	5 250			34	3 574	1 044
Amortissement des immobilisations						
Total	440 072	-	-	203	10 951	2 781

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement des potentiels et l'amélioration de la compétitivité des entreprises dans les domaines de la production agricole, de la capture, de la transformation et de la commercialisation des produits bioalimentaires dans une perspective de développement durable, dont le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agroalimentaire et à assurer la sécurité des aliments.

								12 563
								(184)
	130 286							
	11 959							(358)
	161 205							
	2 801							
	19 482							
-	325 733	-	-	-	-	-	-	12 021

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

	425 478							
						60		
							232	
						598		
							45	
-	425 478	-	-	-	-	659	278	

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	937 670		3 421	4 328	124 373 53 678
Permanents	20				20
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	937 690	-	3 421	4 328	124 373 53 698

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	124 373		124 373
Fonctionnement	53 698	12 841	66 539
Créances douteuses et autres provisions		(542)	(543)
Transfert	751 211		751 211
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	929 282	12 298	941 580

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	751 211						659	
								12 841 (542)
-	751 211	-	-		-	-	659	12 298

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	461 373			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>461 383</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Organismes d'État				
Votés	439 189			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>439 189</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	900 562			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>900 572</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
9 959				26 265				497 598
						11		20
9 959	-	-		26 265		11		497 618
883								440 072
883	-	-		-		-		440 072
10 842				26 265				937 670
						11		20
10 842	-	-		26 265		11		937 690

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	21 284	2 895	
Amélioration de la santé animale	15 099	14 293	
Appui à la formation	6 241	11	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 959	5 643	
Appui au développement en région	78 342	51 878	
Appui au secteur de la transformation	16 017	8 561	33
Prime-Vert	14 386	6 283	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	161 205	161 145	
Autres	1 200	273	
	<u>325 733</u>	<u>250 982</u>	<u>33</u>
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	425 478	384 054	
	<u>425 478</u>	<u>384 054</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>751 211</u>	<u>635 036</u>	<u>33</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
2 723		15 666			21 284	15 574
806					15 099	16 190
5 117		1 114			6 241	5 973
392	10	5 914			11 959	10 993
571	1 448	24 444		1	78 342	47 611
246		7 178			16 017	7 569
743		7 360			14 386	12 550
		55		5	161 205	152 813
32	4	891			1 200	833
10 629	1 462	62 621	-	5	325 733	270 105
				41 424	425 478	430 617
-	-	-	-	41 424	425 478	430 617
10 629	1 462	62 621	-	41 429	751 211	700 722

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	34 346	34 346	36 568
Fonctionnement	7 078	7 078	9 074
Capital	26 518	26 518	1 457
Intérêt	55	55	61
Support	<u>683 214</u>	<u>683 214</u>	<u>653 563</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>751 211</u>	<u>751 211</u>	<u>700 722</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>18</u>	<u>42</u>
	<u>18</u>	<u>42</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>210</u>	<u>244</u>
	<u>210</u>	<u>244</u>
Total des revenus divers	<u>229</u>	<u>287</u>
Total des revenus autonomes	<u>229</u>	<u>287</u>
Total des revenus	<u>229</u>	<u>287</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	72 704	66 692	2 558	3 454	
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		1 740			
	<u>72 723</u>	<u>68 452</u>	<u>2 558</u>	<u>3 454</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	429 332	427 792		1 540	
Permanents	8 400	6 548		1 852	
Ne nécessitant pas de crédits		(85 050)			
	<u>437 732</u>	<u>349 290</u>	<u>-</u>	<u>3 392</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 650	4 169	41	441	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		20			
	<u>4 650</u>	<u>4 188</u>	<u>41</u>	<u>441</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 099		1 901	
Permanents	368 504	360 880		7 623	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>372 504</u>	<u>362 979</u>	<u>-</u>	<u>9 525</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	460 092			460 092	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>460 092</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>460 092</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 347 702</u>	<u>784 909</u>	<u>2 598</u>	<u>476 904</u>	<u>-</u>
Votés	970 778	500 752	2 598	467 429	
Permanents	376 923	367 448		9 475	
Ne nécessitant pas de crédits		(83 291)			
Total	<u>1 347 702</u>	<u>784 909</u>	<u>2 598</u>	<u>476 904</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 320 980	784 909		452 780	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	23 716		2	23 714	
Immobilisations tangibles	400		8	392	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 606		2 589	17	
Total	<u>1 347 702</u>	<u>784 909</u>	<u>2 598</u>	<u>476 904</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice						
Soutien au Conseil du trésor						
1.	Direction et administration	34 758	2	2 556	17 352	11 193
	Permanents(1)	20				20
	Amortissement des immobilisations					
2.	Gouvernance en gestion des ressources humaines	16 761			12 938	3 823
3.	Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	10 479			10 113	365
4.	Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	5 738			5 324	414
5.	Gouvernance en gestion des marchés publics	4 968			4 318	650
Total		72 723	2	-	50 045	16 466

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles.

201				3 454			1 740
-	201	-	-	-	-	3 454	1 740

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Soutien aux fonctions gouvernementales						
1. Financement des services gouvernementaux	105 733			285	104 248	
2. Financement de l'Autorité des marchés publics	7 000					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	4 958				4 948	
Permanents(1)	8 400			3 376	3 172	
4. Financement des conditions de travail	209 489			209 489		
Variation à la baisse de provisions						
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la stratégie pour une administration publique numérique	1 430					
7. Passif au titre des sites contaminés	100 622				100 622	
Variation à la baisse de provisions						
Total	437 732	-	-	-	213 150	212 991

(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).

PROGRAMME 3
Mission : Gouverne et justice

Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique	4 650		8	33	3 451	717
Amortissement des immobilisations						
Total	4 650	-	8	33	3 451	717

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

							(62 326)
-	8 200	-	-	-	-	3 392	(85 050)
						1 430	
						100	
							(22 724)
						1 852	
						10	
	7 000						
	1 200						

						441	20
-	-	-	-	-	-	441	20

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		Régimes de retraite et d'assurances				
1.	Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	19 968			19 911	
2.	Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	20 665				
3.	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	139 745			139 745 ⁽⁹⁾	
4.	Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents(4)	4 000 12			544 12	
5.	Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	21 156			21 156	
6.	Régime de retraite des juges Permanents(6)	25 919			25 919	
7.	Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	54 059			46 492	
8.	Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	86 979			86 979	
Total		372 504	-	-	340 758	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(9) Cette somme inclut des dépenses de 11 060 k\$ relatives au Régime de retraites des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

							57	
	20 665							
	1 555						1 901	
							7 566	
-	22 221	-	-	-	-	9 525	-	

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5		Fonds de suppléance				
Mission : Gouverne et justice						
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes	436 388					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	13 544					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements	10 160					
Total	460 092	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	970 778	2	8	2 589	263 813	226 982
Permanents	376 923				343 591	3 192
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 347 702	2	8	2 589	607 404	230 174

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	607 404	(22 724)	584 680
Fonctionnement	230 174	1 760	231 933
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	30 622	(25 895)	4 727
Affectation à un fonds spécial		(36 432)	(36 432)
Service de la dette			
Total	868 200	(83 291)	784 909

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							436 388	
							13 544	
							10 160	
-	-	-	-	-	-	-	460 092	-
	9 956						467 429	
	20 665						9 475	
								1 760
								(85 050)
-	30 622	-	-	-	-	-	476 904	(83 291)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor				
Votés	81 120			
Permanents	<u>19</u>			
	<u>81 140</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales				
Votés	191 729			
Permanents	<u>8 400</u>			
	<u>200 129</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Commission de la fonction publique				
Votés	4 650			
Permanents				
	<u>4 650</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 445			
Permanents	<u>352 719</u>			
	<u>357 164</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 - Fonds de suppléance				
Votés	1 778 339			
Permanents				
	<u>1 778 339</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 060 282			
Permanents	<u>361 138</u>			
Total	<u>2 421 420</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(8 417)				72 704
						1		20
-	-	-		(8 417)		1		72 723
				237 604				429 332
								8 400
-	-	-		237 604		-		437 732
								4 650
-	-	-		-		-		4 650
				(444)		15 784		4 000
-	-	-		(444)		15 784		368 504
								372 504
				(1 318 246)				460 092
-	-	-		(1 318 246)		-		460 092
				(1 089 503)		15 785		970 778
-	-	-		(1 089 503)		15 785		376 923
								1 347 702

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor			
Autres	203	3	
	<u>203</u>	<u>3</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés			(9 590)
Autres	8 200	1 200	
	<u>8 200</u>	<u>1 200</u>	<u>(9 590)</u>
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 931		1 178
Régime de retraite de certains enseignants	20 665		
	<u>23 597</u>	<u>-</u>	<u>1 178</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>32 000</u>	<u>1 203</u>	<u>(8 413)</u>

(1) Ce montant inclut une somme de 25 895 k\$ pour des dépenses liées à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
3	10	185			201	203
3	10	185	-	-	201	203
(16 295)				(9) 7 000	(25 895) ⁽¹⁾ 8 200	(46 356)
(16 295)	-	-	-	6 991	(17 695) ⁽¹⁾	(46 356)
378					1 555	1 571
20 665					20 665	23 917
21 043	-	-	-	-	22 221	25 488
4 751	10	185	-	6 991	4 727 ⁽¹⁾	(20 665)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2019	2018
Rémunération	23 597	22 221	25 488
Fonctionnement		(25 895) ⁽¹⁾	(46 356)
Support	8 403	8 401	203
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32 000	4 727⁽¹⁾	(20 665)

(1) Ce montant inclut une somme de 25 895 k\$ pour des dépenses liées à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2019	2018
Fonctionnement		(36 432) ⁽¹⁾	19 181
Capital			3 308
Intérêt			1 025
TOTAL DU PORTEFEUILLE	-	(36 432)⁽¹⁾	23 514

(1) Ce montant correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable à certains fonds spéciaux, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>6</u>	<u>1</u>
	<u>6</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	215	60
Subventions d'années antérieures	<u>757</u>	<u>943</u>
	<u>971</u>	<u>1 003</u>
Total des revenus divers	<u>978</u>	<u>1 004</u>
Total des revenus autonomes	<u>978</u>	<u>1 004</u>
Total des revenus	<u>978</u>	<u>1 004</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	758	758			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>758</u>	<u>758</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	94 366	90 252	1 048	3 066	
Permanents	2 237	2 237			
Ne nécessitant pas de crédits		479			
	<u>96 603</u>	<u>92 968</u>	<u>1 048</u>	<u>3 066</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Relations canadiennes					
Votés	14 963	13 870	2	1 091	
Permanents	15	15			
Ne nécessitant pas de crédits		2			
	<u>14 978</u>	<u>13 888</u>	<u>2</u>	<u>1 091</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	279 908	279 046		862	
Permanents	193	193			
Ne nécessitant pas de crédits		(167)			
	<u>280 101</u>	<u>279 072</u>	<u>-</u>	<u>862</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	46 888	46 678		210	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>46 888</u>	<u>46 678</u>	<u>-</u>	<u>210</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	10 659	9 455	78	1 126	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		133			
	<u>10 669</u>	<u>9 597</u>	<u>78</u>	<u>1 127</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Affaires maritimes					
Votés	8 408	8 408			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 408</u>	<u>8 408</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Votés	3 010	2 851		159	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 010</u>	<u>2 851</u>	<u>-</u>	<u>159</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>461 414</u>	<u>454 219</u>	<u>1 128</u>	<u>6 515</u>	<u>-</u>
Votés	458 959	451 317	1 128	6 514	
Permanents	2 455	2 454		1	
Ne nécessitant pas de crédits		447			
Total	<u>461 414</u>	<u>454 219</u>	<u>1 128</u>	<u>6 515</u>	<u>-</u>
Dépenses	459 999	454 219		6 228	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	107		3	103	
Immobilisations tangibles	136		120	17	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 172		1 005	168	
Total	<u>461 414</u>	<u>454 219</u>	<u>1 128</u>	<u>6 515</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice						
Cabinet du lieutenant-gouverneur						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	758				748	10
Total	758	-	-	-	748	10
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif						
1. Cabinet du premier ministre Permanents(1)	8 050 155				6 937	526 155
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	10 890				9 957	618
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration Amortissement des immobilisations	25 770	1	71	976	17 186	7 210
4. Indemnités de l'exécutif Permanents(1)	2 082				2 082	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	47 619				46 330	1 015
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	2 037					
Total	96 603	1	71	976	82 492	9 523

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

-	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	473					115	
						315	
						326	
							479
						274	
				2 000		37	
-	473	-	-	2 000	-	1 066	479

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
1. Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	888			662	111	
Permanents(1)	15				15	
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	6 773			3 550	1 567	
Amortissement des immobilisations						
3. Représentation du Québec au Canada	1 593	2		1 082	474	
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 709			766	99	
Total	14 978	2	-	6 060	2 266	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Affaires autochtones					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	1 096				788 192
Permanents(1)	39				39
2. Secrétariat aux affaires autochtones	278 811				3 717 1 712
Permanents(2)	154				
Variation à la baisse de provisions					
Total	280 101	-	-	-	4 505 1 943

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	28						87	
	773						883	2
							35	
	4 759						85	
-	5 560	-	-	-	-	1 091	2	

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	54						63	
	272 583						799	
154								(167)
154	272 637	-	-	-	-	862	(167)	

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5		Jeunesse				
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat à la jeunesse	46 888				1 627	334
Total	46 888	-	-	-	1 627	334
PROGRAMME 6		Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques				
Mission : Gouverne et justice						
1. Cabinet de la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques et ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise	851				543	123
Permanents(1)	10					9
2. Commission d'accès à l'information	7 544		48	29	5 358	1 184
Amortissement des immobilisations						
3. Réforme des institutions démocratiques	1 441				883	305
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	824				656	114
Total	10 669	-	48	29	7 440	1 736
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 7		Affaires maritimes				
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat aux affaires maritimes	8 408				789	757
Total	8 408	-	-	-	789	757

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	44 718			200		10	
-	44 718	-	-	200	-	10	-

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.

	63					122	
						1	
						924	133
	225					27	
						53	
-	288	-	-	-	-	1 127	133

Ce programme vise à assurer la coordination des actions gouvernementales en matière d'affaires maritimes. Il facilite la concertation entre les partenaires du domaine maritime et s'assure de la mise en oeuvre et du suivi de la Stratégie maritime du Québec.

	6 862						
-	6 862	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 8						
Mission : Gouverne et justice						
Relations avec les Québécois d'expression anglaise						
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	3 010				612	239
Total	3 010	-	-	-	612	239

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	458 959	3	120	1 005	102 190	16 589
Permanents	2 455				2 082	218
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	461 414	3	120	1 005	104 273	16 807

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	104 273		104 273
Fonctionnement	16 807	614	17 421
Créances douteuses et autres provisions	154	(167)	(13)
Transfert	332 537		332 537
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	453 772	447	454 219

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés québécoises d'expression anglaise et pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, ententes, programmes ou politiques pouvant avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

	2 000					159	
-	2 000	-	-	-	-	159	-
154	332 537			2 200		4 314 1	614 (167)
154	332 537	-	-	2 200	-	4 315	447

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	758			
Permanents				
	758	-	-	
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	95 351			
Permanents	1 895			
	97 246	-	-	
Programme 3 - Relations canadiennes				
Votés	15 050			
Permanents	10			
	15 059	-	-	
Programme 4 - Affaires autochtones				
Votés	283 331			
Permanents	10			
	283 341	-	-	
Programme 5 - Jeunesse				
Votés	45 888			
Permanents				
	45 888	-	-	
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques				
Votés	10 572			
Permanents	10			
	10 582	-	-	
Programme 7 - Affaires maritimes				
Votés	7 639			
Permanents				
	7 639	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								758
-	-	-		-		-		758
				(986)		342		94 366
-	-	-		(986)		342		2 237
				(87)		6		14 963
-	-	-		(87)		6		15
				(3 423)		184		14 978
-	-	-		(3 423)		184		279 908
				1 000		-		193
-	-	-		1 000		-		280 101
				87		-		46 888
-	-	-		87		-		46 888
				768		-		10 659
-	-	-		768		-		10
								10 669
								8 408
-	-	-						8 408

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 8 - Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Votés	3 010			
Permanents				
	<u>3 010</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	461 600			
Permanents	<u>1 923</u>			
Total	<u>463 523</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								3 010
-	-	-		-		-		3 010
				(2 641)		532		458 959
-	-	-		(2 641)		532		2 455
								461 414

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
	AUTORISÉS	Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres	545	5	2
	545	5	2
Programme 3 - Relations canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 362	6	
Centre de la francophonie des Amériques	2 379		
Coopération intergouvernementale	1 051		
Soutien à la recherche	1 050		
Autres	55		
	5 896	6	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 261		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	23 015		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	5 000		
Ententes avec la nation crie	126 639	6 707	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	68 722		
Financement global des villages nordiques	17 136		
Fonds de développement pour les autochtones	927	77	
Fonds d'initiatives autochtones	24 583	3 296	36
Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	367		
Projets ponctuels autochtones	2 473	47	
Autres	1 530	1	
	272 653	10 129	36
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	44 928		
	44 928	-	-
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Autres	334		
	334	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
7	6	454			473	2 355
7	6	454	-	-	473	2 355
21		1 330		2 379	1 357	1 204
54		965	5		2 379	2 093
397		361	15		1 024	921
		28			773	309
					28	54
471	-	2 683	20	2 379	5 560	4 581
	1 131	1 131			2 261	2 140
	7 651	15 364			23 015	21 943
	5 000				5 000	5 000
	119 804	127			126 639	122 496
	68 722				68 722	66 431
	17 136				17 136	16 642
	531	319			927	955
	11 601	9 630	9		24 572	18 609
		367			367	
80	1 833	508			2 468	1 784
1	1 477	50	1		1 529	55
81	234 886	27 496	10	-	272 637	256 056
1 675	1 435	41 570	19	19	44 718	36 354
1 675	1 435	41 570	19	19	44 718	36 354
4	4	281			288	54
4	4	281	-	-	288	54

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 7 - Affaires maritimes			
Fonds bleu	6 724		
Initiatives de recherche et de concertation dans le cadre de la Stratégie maritime	138		
	<u>6 862</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 8 - Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise	2 000		
	<u>2 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>333 217</u>	<u>10 140</u>	<u>38</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
		6 724			6 724	
25		113			138	86
25	-	6 837	-	-	6 862	86
62		1 938			2 000	
62	-	1 938	-	-	2 000	-
2 325	236 330	81 259	49	2 398	332 537	299 485

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Fonctionnement	2 379	2 379	2 093
Capital	20 154	20 154	17 866
Intérêt	1 641	1 641	1 710
Support	<u>309 044</u>	<u>308 364</u>	<u>277 817</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>333 217</u>	<u>332 537</u>	<u>299 485</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Droits et permis		
Autres		
Examens de films et de demandes de permis	726	820
Présentation de films en public	<u>637</u>	<u>606</u>
	1 363	1 426
Total des droits et permis	<u>1 363</u>	<u>1 426</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel vidéo	2 378	2 874
Location de locaux	1 361	1 243
Divers	<u>2</u>	<u>2</u>
	3 740	4 120
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	206	118
Subventions d'années antérieures	<u>138</u>	<u>138</u>
	344	256
Total des revenus divers	<u>4 084</u>	<u>4 376</u>
Total des revenus autonomes	<u>5 448</u>	<u>5 802</u>
Total des revenus	<u>5 448</u>	<u>5 802</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	56 827	55 194	1 634		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 403			
	<u>56 837</u>	<u>59 606</u>	<u>1 634</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	677 678	677 678			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>677 678</u>	<u>677 678</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	29 308	28 160	181	968	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		141			
	<u>29 308</u>	<u>28 300</u>	<u>181</u>	<u>968</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>763 824</u>	<u>765 585</u>	<u>1 815</u>	<u>968</u>	<u>-</u>
 Votés	763 814	761 031	1 815	968	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 543			
Total	<u>763 824</u>	<u>765 585</u>	<u>1 815</u>	<u>968</u>	<u>-</u>
 Dépenses	761 999	765 585		958	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	108		107	1	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 717		1 707	10	
Total	<u>763 824</u>	<u>765 585</u>	<u>1 815</u>	<u>968</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Missions : Éducation et culture Service de la dette					
1. Gestion interne et soutien	53 584			1 531	27 190
Permanent(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
2. Centre de conservation du Québec	2 600		103		1 507
Amortissement des immobilisations					990
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	644				510
					134
Total	56 837	-	103	1 531	29 206

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Éducation et culture

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

1. Action culturelle et communications	207 770
2. Musées nationaux	76 319
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	26 841
4. Société de développement des entreprises culturelles	72 548
5. Société de télédiffusion du Québec	62 718
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	127 743
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	73 816

Le programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion et au classement des films présentés au Québec par des distributeurs qui en détiennent les droits et à faire connaître ce classement au public. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

Le programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

141

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement

PROGRAMME 2 (suite)
Mission : Éducation et culture

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 923					
Total	677 678	-	-	-	-	-

PROGRAMME 3
Mission : Éducation et culture

Charte de la langue française

1. Coordination de la politique linguistique	3 855					
2. Office québécois de la langue française Amortissement des immobilisations	24 238		4	176	16 338	3 976
3. Conseil supérieur de la langue française	1 191				541	406
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	24					
Total	29 308	-	4	176	16 879	4 383

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	29 923						
-	677 678	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	3 855						
	3 039					703	141
	4					240	
						24	
-	6 898	-	-	-	-	968	141

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	763 814		107	1 707	46 086 27 010
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
Total	763 824	-	107	1 707	46 086 27 020

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		Total
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	
Rémunération	46 086		46 086
Fonctionnement	27 020	4 543	31 563
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	684 576		684 576
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 359		3 359
Total	761 041	4 543	765 585

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	684 576		3 359			968	
							4 518 25
-	684 576	-	3 359	-	-	968	4 543

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Votés	58 832			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>58 842</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	637 715			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>637 715</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Votés	29 787			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>29 787</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	726 333			
Permanents	<u>10</u>			
Total	<u>726 343</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 005)				56 827
								10
-	-	-		(2 005)		-		56 837
				39 964				677 678
-	-	-		39 964		-		677 678
				(478)				29 308
-	-	-		(478)		-		29 308
				37 481				763 814
								10
-	-	-		37 481		-		763 824

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	45 252		
Aide aux immobilisations	117 759		54
Aide aux initiatives de partenariat	14 060		
Aide aux projets	18 547	1 403	
Autres interventions particulières en culture et en communications	12 152	100	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	72 812		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	7 444		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	120 299		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	29 923		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 742		
Musée de la Civilisation	27 082		
Musée des beaux-arts de Montréal	14 658		
Musée national des beaux-arts du Québec	23 837		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	8 215		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	64 333	50 930	
Société de la Place des Arts de Montréal	19 826		
Société de télédiffusion du Québec	62 718		
Société du Grand Théâtre de Québec	7 015		
	677 678	52 433	54
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	4 133		
Réussir ensemble en français	2 800	139	
Autres	17		
	6 950	139	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	684 628	52 572	54

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
2 069	90	43 093			45 252	42 424
1 517	50 648	62 554		2 986	117 759	111 665
	12 912	1 148			14 060	21 711
354	794	15 441	555		18 547	5 776
929	235	10 632	257		12 152	53 785
				72 812	72 812	73 107
2	6	996			1 004	1 424
				7 444	7 444	7 040
		107 836	12 463		120 299	116 896
				29 923	29 923	30 675
				10 742	10 742	12 263
				27 082	27 082	27 162
		14 658			14 658	23 872
				23 837	23 837	25 365
				8 215	8 215	7 965
		12 194	1 209		64 333	59 981
				19 826	19 826	16 960
				62 718	62 718	64 216
				7 015	7 015	7 255
4 871	64 685	268 551	14 484	272 600	677 678	709 542
126		3 972	30		4 128	2 547
1 253		1 374			2 766	1 516
			4		4	
1 379	-	5 346	34	-	6 898	4 063
6 249	64 685	273 897	14 518	272 600	684 576	713 605

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	88 809	88 809	89 344
Fonctionnement	105 406	105 406	108 959
Capital	151 024	151 024	146 119
Intérêt	42 196	42 196	39 666
Support	<u>297 193</u>	<u>297 141</u>	<u>329 516</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>684 628</u>	<u>684 576</u>	<u>713 605</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	27	63
	27	63
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 350	158
Subventions d'années antérieures	37	89
	1 387	247
Total des revenus divers	1 414	310
Total des revenus autonomes	1 414	310
Total des revenus	1 414	310

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	194 581	162 165	32 416		
Permanents	36	11		25	
Ne nécessitant pas de crédits		16 570			
	<u>194 617</u>	<u>178 747</u>	<u>32 416</u>	<u>25</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 161	4 505	13	643	
Permanents		37			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 161</u>	<u>4 542</u>	<u>13</u>	<u>643</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>199 778</u>	<u>183 289</u>	<u>32 429</u>	<u>668</u>	<u>-</u>
Votés	199 741	166 670	32 429	643	
Permanents	36	11		25	
Ne nécessitant pas de crédits		16 608			
Total	<u>199 778</u>	<u>183 289</u>	<u>32 429</u>	<u>668</u>	<u>-</u>
Dépenses	167 302	183 289		621	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	7		7		
Immobilisations tangibles	29 797		29 777	20	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>2 671</u>		<u>2 644</u>	<u>27</u>	
Total	<u>199 778</u>	<u>183 289</u>	<u>32 429</u>	<u>668</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Protection de l'environnement					
Mission : Économie et environnement						
1. Politiques environnementales	18 663		5	9 237	3 297	
2. Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	30 065		258	9 298	1 370	
3. Analyse et expertise régionales	25 729			19 810	625	
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	20 108			18 528	1 580	
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 640		921	5 334	385	
6. Gestion des barrages et du domaine hydrique	39 226	7	27 558	7 009	3 618	
7. Direction Permanents(1)	13 265 11			4 692	3 579 11	
8. Services à la gestion Permanents(2) Amortissement des immobilisations	40 884 25		1 035	2 631	19 499 17 712	
Total	194 617	7	29 777	2 631	93 409 32 176	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 161			13	3 551 954
Amortissement des immobilisations					
Total	5 161	-	-	13	3 551 954

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	6 124							
	19 139							
	5 294							
	1 035							
	4 994							
	6							
							25	
								16 570
-	36 592	-	-	-	-	-	25	16 570

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

							643	
								37
-	-	-	-	-	-	643		37

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	199 741	7	29 777	2 644	96 959	33 119
Permanents	36					11
Amortissement des immobilisations						
Total	199 778	7	29 777	2 644	96 959	33 130
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =			Total	
Rémunération	96 959				96 959	
Fonctionnement	33 130	16 608			49 738	
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert	36 592				36 592	
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
Total	166 681	16 608			183 289	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	36 592					643 25	16 608
-	36 592	-	-	-	-	668	16 608

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Protection de l'environnement				
Votés	186 831			
Permanents	<u>35</u>			
	<u>186 865</u>	-	-	
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	5 161			
Permanents	<u></u>			
	<u>5 161</u>	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	191 991			
Permanents	<u>35</u>			
Total	<u>192 026</u>	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 750				194 581
						2		36
-	-	-		7 750		2		194 617
								5 161
-	-	-		-		-		5 161
				7 750		2		199 741
-	-	-		7 750		2		36
								199 778

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Aide à la conservation du lac Saint-Pierre	2 615		
Aide financière pour la mise aux normes des barrages municipaux	1 035		
Amélioration de la protection des sources d'eau potable	2 489		
Assainissement de l'air	3 300		
Programme ClimatSol	1 617		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	3 677		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	284		
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes	1 250		
Soutien à la mission des organismes environnementaux	1 000		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	3 550		
Soutien aux municipalités régionales de comté à la protection des milieux humides et hydriques	666		
Soutien aux organismes de bassin versant			
Autres	15 109	26	
	<u>36 592</u>	<u>26</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>36 592</u>	<u>26</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
665				1 950	2 615	
	1 035				1 035	
	1 588	901			2 489	43
	3 300				3 300	3 300
	1 617				1 617	1 590
	3 677				3 677	3 798
		284			284	136
				1 250	1 250	
		1 000			1 000	
		3 550			3 550	1 697
	666				666	
						34 668
11	5 632	3 640		5 800	15 109	110 162
676	17 515	9 375	-	9 000	36 592	155 394
676	17 515	9 375	-	9 000	36 592	155 394

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Capital	4 105	4 105	4 109
Intérêt	1 105	1 105	1 221
Support	<u>31 381</u>	<u>31 381</u>	<u>150 063</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>36 592</u>	<u>36 592</u>	<u>155 394</u>

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	2 422	2 071
Visa – Crédit d'impôt pour le design	147	136
Divers	36	29
	2 605	2 236
Total des droits et permis	2 605	2 236
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		1
	-	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	228	161
Subventions d'années antérieures	9 232	2 444
Divers	5	3
	9 465	2 608
Total des revenus divers	9 465	2 608
Total des revenus autonomes	12 071	4 844
Total des revenus	12 071	4 844

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	33 513	31 487	2 023	4	
Permanents	29	26		3	
Ne nécessitant pas de crédits		1 075			
	<u>33 542</u>	<u>32 587</u>	<u>2 023</u>	<u>7</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement de l'économie					
Votés	621 140	621 139	1		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>621 140</u>	<u>621 139</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Votés	275 595	275 592	3		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>275 595</u>	<u>275 592</u>	<u>3</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	217 432	102 257		115 175	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(955)			
	<u>217 432</u>	<u>101 302</u>	<u>-</u>	<u>115 175</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	232 515	232 515			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>232 515</u>	<u>232 515</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 380 225</u>	<u>1 263 135</u>	<u>2 027</u>	<u>115 182</u>	<u>-</u>
Votés	1 380 196	1 262 990	2 027	115 179	
Permanents	29	26		3	
Ne nécessitant pas de crédits		120			
Total	<u>1 380 225</u>	<u>1 263 135</u>	<u>2 027</u>	<u>115 182</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 378 197	1 263 135		115 182	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	9		9		
Immobilisations tangibles	343		343		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 675		1 675		
Total	<u>1 380 225</u>	<u>1 263 135</u>	<u>2 027</u>	<u>115 182</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	33 513	4	343	1 675	17 204	13 741
Permanents(1)	29					26
Amortissement des immobilisations						
Total	33 542	4	343	1 675	17 204	13 767
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Développement de l'économie						
1. Politiques économiques	46 159				6 080	6 924
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	144 283				7 996	3 811
3. Commerce extérieur et Export Québec	36 808	1			4 935	4 149
4. Services aux entreprises, affaires territoriales et entrepreneuriat	393 890				17 553	2 559
Total	621 140	1	-	-	36 563	17 443
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation						
1. Soutien administratif	7 975	3			7 435	536
2. Appui au développement de la recherche	177 000					
3. Appui au développement de la valorisation, du transfert et de l'innovation	84 786					
4. Appui au développement de la culture scientifique	5 834					
Total	275 595	3	-	-	7 435	536

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	541						4 3	
								1 075
-	541	-	-	-	-	-	7	1 075

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développements technologique, régional, social et durable. Plus précisément, il favorise le développement et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs la diversification et la consolidation des régions, l'essor de l'économie sociale, de même que l'ouverture des marchés et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

	33 155							
	132 477							
	27 722							
	373 779							
-	567 133	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique et de développement durable. Plus spécifiquement, ce programme vise à intensifier le développement de la recherche et de l'innovation ainsi que le transfert de la valorisation des résultats de recherche tout en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

	177 000							
	84 786							
	5 834							
-	267 620	-	-	-	-	-	-	-

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
Éléments						
PROGRAMME 4		Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Mission : Économie et environnement						
1.	Mandats gouvernementaux et autres programmes	113 232				
	Variation à la baisse de provisions					
2.	Programme ESSOR	99 200				
3.	Programme Créativité Québec	5 000				
	Variation à la baisse de provisions					
Total		217 432	-	-	-	-
PROGRAMME 5		Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Mission : Économie et environnement						
1.	Fonds de recherche du Québec - Santé	90 980				
2.	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	60 807				
3.	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62 734				
4.	Centre de recherche industrielle du Québec	17 371				
5.	Commission de l'éthique en science et en technologie	622			575	47
Total		232 515	-	-	575	47

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

2 529		52 142					58 561	
								(27)
9 634		36 336					53 230	
		1 616					3 384	
								(928)
12 163	-	90 094	-	-	-	115 175	(955)	

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	90 980							
	60 807							
	62 734							
	17 371							
-	231 893	-	-	-	-	-	-	

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 380 196	9	343	1 675	61 778	31 768
Permanents	29					26
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 380 225	9	343	1 675	61 778	31 793

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	61 778		61 778
Fonctionnement	31 793	1 075	32 868
Créances douteuses et autres provisions	12 163	(955)	11 208
Transfert	1 067 187		1 067 187
Affectation à un fonds spécial	90 094		90 094
Service de la dette			
Total	1 263 015	120	1 263 135

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
12 163	1 067 187	90 094				115 179 3	1 075 (955)
12 163	1 067 187	90 094	-	-	-	115 182	120

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction et administration				
Votés	34 798			
Permanents	29			
	34 827	-	-	
Programme 2 - Développement de l'économie				
Votés	306 208			
Permanents				
	306 208	-	-	
Programme 3 - Développement de la science, de la recherche et de l'innovation				
Votés	206 969			
Permanents				
	206 969	-	-	
Programme 4 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	241 591			
Permanents				
	241 591	-	-	
Programme 5 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	229 085			
Permanents				
	229 085	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 018 651			
Permanents	29			
Total	1 018 680	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 285)				33 513
								29
-	-	-		(1 285)		-		33 542
				314 932				621 140
-	-	-		314 932		-		621 140
				68 626				275 595
-	-	-		68 626		-		275 595
				(24 159)				217 432
-	-	-		(24 159)		-		217 432
				3 430				232 515
-	-	-		3 430		-		232 515
				361 545				1 380 196
								29
-	-	-		361 545		-		1 380 225

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	541	31	2
	<u>541</u>	<u>31</u>	<u>2</u>
Programme 2 - Développement de l'économie			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	13 628	527	25
Économie sociale	8 229	1 150	
Exportation	27 532	23 367	
Fonds d'accélération des collaborations en santé	13 500		
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	2 629		655
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	990		
PME en action	7 497	7 417	
Projet ENCQOR	13 030		
Projets mobilisateurs : Avion écologique et Autobus électrique	11 200		
Québec branché	14 434	4 625	
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	31 818	2 639	
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal	90 000		
Autres	332 645	2 039	
	<u>567 133</u>	<u>41 764</u>	<u>680</u>
Programme 3 - Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			
Infrastructures de recherche et d'innovation	64 000		4 948
Soutien à la culture scientifique	5 834	193	
Soutien à la recherche	112 197	160	4 499
Soutien à la valorisation, au transfert et à l'innovation	85 589	17 614	1 514
	<u>267 620</u>	<u>17 967</u>	<u>10 961</u>
Programme 5 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	17 371		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62 734		
Fonds de recherche du Québec - Santé	90 980		
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	60 807		
	<u>231 893</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 067 187</u>	<u>59 762</u>	<u>11 643</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
24	36	449			541	575
24	36	449	-	-	541	575
212	179	12 685			13 628	13 778
25	305	6 749			8 229	9 903
303	120	3 741			27 532	23 010
		13 500			13 500	6 000
24		1 950			2 629	10 000
		990			990	960
		80			7 497	5 107
		13 030			13 030	11 200
		11 200			11 200	8 200
	930	8 879			14 434	14 728
46	853	28 281			31 818	30 879
	90 000				90 000	10 000
161	220 056	96 057		14 332	332 645	118 794
771	312 443	197 142	-	14 332	567 133	262 557
42 774	1 500	11 498		3 280	64 000	64 000
937	13	4 471	220		5 834	5 934
17 831		89 521		186	112 197	102 164
13 770		50 690		2 000	85 589	65 991
75 313	1 513	156 181	220	5 465	267 620	238 089
				17 371	17 371	13 871
				62 734	62 734	56 001
				90 980	90 980	84 572
				60 807	60 807	53 949
-	-	-	-	231 893	231 893	208 393
76 108	313 992	353 771	220	251 691	1 067 187	709 614

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	15 941	15 941	16 733
Fonctionnement	12 332	12 332	8 040
Capital	61 574	61 574	81 365
Intérêt	4 140	4 140	4 799
Support	<u>973 199</u>	<u>973 199</u>	<u>598 676</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 067 187</u>	<u>1 067 187</u>	<u>709 614</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>94 251</u>	<u>90 094</u>	<u>68 434</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>94 251</u>	<u>90 094</u>	<u>68 434</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	2
	1	2
Total des droits et permis	1	2
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 699	5 746
Divers	5	14
	6 704	5 759
Intérêts		
Prêts aux étudiants	18 588	14 949
	18 588	14 949
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	9 103	1 914
Subventions d'années antérieures	462	1 409
Dépenses sous forme d'indemnités	363	
Bourses d'études	14 741	11 599
	24 668	14 922
Total des revenus divers	49 959	35 630
Total des revenus autonomes	49 961	35 632
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	160 877	152 798
	160 877	152 798
Total des transferts du gouvernement fédéral	160 877	152 798
Total des revenus	210 837	188 430

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	230 305	221 257	5 734	3 314	
Permanents	27	27			
Ne nécessitant pas de crédits		6 362			
	<u>230 332</u>	<u>227 646</u>	<u>5 734</u>	<u>3 314</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	123 882	121 913	11	1 959	
Permanents		15			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>123 882</u>	<u>121 927</u>	<u>11</u>	<u>1 959</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	898 681	720 201	77 521	100 959	
Permanents	23 380	23 380			
Ne nécessitant pas de crédits		(10 874)			
	<u>922 061</u>	<u>732 707</u>	<u>77 521</u>	<u>100 959</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	11 141 966	11 123 038		18 928	
Permanents		(69 136)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 141 966</u>	<u>11 053 903</u>	<u>-</u>	<u>18 928</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 924 108	5 909 505		14 604	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 924 108</u>	<u>5 909 505</u>	<u>-</u>	<u>14 604</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	88 426	88 105		321	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>88 426</u>	<u>88 105</u>	<u>-</u>	<u>321</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 236 982	1 214 886		22 096	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 236 982</u>	<u>1 214 886</u>	<u>-</u>	<u>22 096</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Condition féminine					
Votés	17 142	15 113	4	2 024	
Permanents		2			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>17 142</u>	<u>15 115</u>	<u>4</u>	<u>2 024</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 9					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	70 103	69 794		309	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>70 103</u>	<u>69 794</u>	<u>-</u>	<u>309</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>19 755 002</u>	<u>19 433 587</u>	<u>83 270</u>	<u>164 513</u>	<u>-</u>
Votés	18 494 613	18 268 926	83 270	142 417	
Permanents	1 260 388	1 238 293		22 096	
Ne nécessitant pas de crédits		(73 631)			
Total	<u>19 755 002</u>	<u>19 433 587</u>	<u>83 270</u>	<u>164 513</u>	<u>-</u>
Dépenses	19 607 299	19 433 587		100 080	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	138 601		77 527	61 074	
Immobilisations tangibles	68		10	58	
Immobilisations en ressources informationnelles	9 034		5 732	3 301	
Total	<u>19 755 002</u>	<u>19 433 587</u>	<u>83 270</u>	<u>164 513</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		Administration			
1. Direction Permanents(1)	8 860 27			4 236	4 169 27
2. Gouvernance des technologies, des infrastructures et des ressources Amortissement des immobilisations	87 952		10	5 717	33 056 45 854
3. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	57 768			18 175	39 593
4. Politiques et relations du travail dans les réseaux	8 648			7 511	1 138
5. Services aux anglophones, aux autochtones et à la diversité culturelle	4 986			3 625	1 360
6. Loisir et sport	7 642	6		3 384	4 105
7. Enseignement supérieur	19 816			13 024	6 792
8. Aide financière aux études	13 615			12 737	878
9. Territoires, statistiques et enquêtes	21 018			7 588	8 540
Total	230 332	6	10	5 717	103 336 112 456

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et du loisir et du sport.

456

3 314

6 362

147

	4 889						
-	5 492	-	-	-	-	3 314	6 362

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Soutien aux organismes						
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	29 640					
2. Institut national des mines	970					
3. Soutien à des partenaires en éducation	59 051					
4. Action communautaire	28 015					
5. Conseil supérieur de l'éducation Amortissement des immobilisations	3 452			4	1 972	480
6. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	166				74	2
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 454			7	1 670	395
8. Commission consultative de l'enseignement privé	133				103	16
Total	123 882	-	-	11	3 820	892

PROGRAMME 3
Mission : Éducation et culture

Aide financière aux études

1. Bourses consécutives aux prêts	671 444					
2. Intérêts et remboursements aux banques	199 916	77 521				
Permanents(1)	23 380					
Variation à la baisse de provisions						
3. Autres bourses	27 321					
Total	922 061	77 521	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.

	29 640							
	970							
	58 605						446	
	27 985						30	
							997	
								10
							90	
							382	
								5
							13	
-	117 200	-	-	-	-	1 959		15

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	634 890			1 498		35 056	
	61 321					61 074	
23 380							(10 874)
	23 990					3 331	
23 380	720 201	-	-	1 498	-	99 461	(10 874)

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Mission : Éducation et culture						
1. Commissions scolaires		8 964 016				
2. Commissions scolaires à statut particulier		325 006				
3. Service de la dette des commissions scolaires		967 153				
Variation à la baisse de provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
4. Enseignement privé		511 851				
5. Aide au transport scolaire		355 012				
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour la mise en oeuvre de la réforme du système de taxation scolaire		18 927				
Total		11 141 966	-	-	-	-
PROGRAMME 5		Enseignement supérieur				
Mission : Éducation et culture						
1. Cégeps		1 916 635				
2. Universités		3 233 850				
3. Enseignement privé au collégial		118 235				
4. Service de la dette des cégeps		245 798				
5. Service de la dette des universités		394 986				
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations		14 604				
Total		5 924 108	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	8 964 016							
	325 006							
	967 153							(69 136)
	511 851							
	355 012							
						18 927		
-	11 123 038	-	-	-	-	18 928	(69 136)	

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 916 635							
	3 208 850	25 000						
	118 235							
	245 798							
	394 986							
						14 604		
-	5 884 505	25 000	-	-	-	14 604	-	

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Éducation et culture						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	88 426					
Total	88 426	-	-	-	-	-
PROGRAMME 7						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	118 450					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	980 117					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	138 415					
Total	1 236 982	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).						
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
PROGRAMME 8						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Condition féminine						
1. Conseil du statut de la femme Amortissement des immobilisations	3 329			4	2 062	714
2. Secrétariat à la condition féminine	13 813				1 911	1 444
Total	17 142	-	-	4	3 973	2 158

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	88 105					321	
-	88 105	-	-	-	-	321	-

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	118 450						
	980 117						
	116 319					22 096	
-	1 214 886	-	-	-	-	22 096	-

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

						549	2
	8 982					1 476	
-	8 982	-	-	-	-	2 024	2

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 9						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	49 389			1 227	263	
2. Commission de la capitale nationale du Québec	20 714					
Total	70 103	-	-	1 227	263	

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	18 494 613	77 527	10	5 732	112 356	115 742
Permanents	1 260 388					27
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	19 755 002	77 527	10	5 732	112 356	115 769

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	112 356		112 356
Fonctionnement	115 769	6 379	122 148
Créances douteuses et autres provisions	23 380	(10 874)	12 506
Transfert	19 213 714	(69 136)	19 144 578
Affectation à un fonds spécial	42 000		42 000
Service de la dette			
Total	19 507 219	(73 631)	19 433 587

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

	30 591	17 000				309	
	20 714						
-	51 304	17 000	-	-	-	309	-
23 380	17 998 828 1 214 886	42 000		1 498		140 920 22 096	6 379 (80 010)
23 380	19 213 714	42 000	-	1 498	-	163 015	(73 631)

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration				
Votés	209 574			
Permanents	19			
	209 593	-	-	
Programme 2 - Soutien aux organismes				
Votés	108 275			
Permanents				
	108 275	-	-	
Programme 3 - Aide financière aux études				
Votés	983 063			
Permanents	6 000			
	989 063	-	-	
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	11 028 411			
Permanents				
	11 028 411	-	-	
Programme 5 - Enseignement supérieur				
Votés	5 839 148			
Permanents				
	5 839 148	-	-	
Programme 6 - Développement du loisir et du sport				
Votés	85 714			
Permanents				
	85 714	-	-	
Programme 7 - Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 184 049			
	1 184 049	-	-	
Programme 8 - Condition féminine				
Votés	17 142			
Permanents				
	17 142	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				20 731				230 305
						8		27
-	-	-		20 731		8		230 332
				15 607				123 882
-	-	-		15 607		-		123 882
				(84 381)		17 380		898 681
-	-	-		(84 381)		17 380		23 380
				113 555				11 141 966
-	-	-		113 555		-		11 141 966
				84 960				5 924 108
-	-	-		84 960		-		5 924 108
				2 712				88 426
-	-	-		2 712		-		88 426
						52 933		1 236 982
-	-	-		-		52 933		1 236 982
								17 142
-	-	-		-		-		17 142

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 9 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	60 103			
Permanents				
	<u>60 103</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	18 331 429			
Permanents	<u>1 190 068</u>			
Total	<u>19 521 498</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				10 000				70 103
-	-	-		10 000		-		70 103
				163 184		70 320		18 494 613
-	-	-		163 184		70 320		1 260 388
								19 755 002

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	5 492	60	
	<u>5 492</u>	<u>60</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	29 640		
Institut national des mines	970		
Programme d'action communautaire	28 015		
Autres	59 051	115	
	<u>117 676</u>	<u>115</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	671 444		
Intérêts et remboursements aux banques	61 321		
Autres	27 321		
	<u>760 086</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	6 044		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	9 282 978		
Enseignement privé	511 851		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Réforme du système de taxation scolaire	18 927		
Service de la dette des commissions scolaires	967 153		
Transport scolaire	355 012		
	<u>11 141 966</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Cégeps	1 916 635		
Enseignement privé au collégial	118 235		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	14 604		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	5 598		
Service de la dette des cégeps	240 200		
Service de la dette des universités	394 986		
Universités	3 208 850		
	<u>5 899 108</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
2 023		583	165	2 661	5 492	6 854
2 023	-	583	165	2 661	5 492	6 854
				29 640	29 640	28 008
				970	970	970
		27 985			27 985	27 351
3 111	1 365	52 494		1 520	58 605	77 209
3 111	1 365	80 479	-	32 130	117 200	133 538
			634 890		634 890	657 235
			61 321		61 321	50 618
			23 990		23 990	11 565
-	-	-	720 201	-	720 201	719 419
		6 044			6 044	6 044
9 282 978					9 282 978	8 291 250
511 851					511 851	492 120
(69 136)					(69 136)	(111 367)
967 153					967 153	891 052
355 012					355 012	332 464
11 047 858	-	6 044	-	-	11 053 903 ⁽¹⁾	9 901 564
1 913 285		3 350			1 916 635	1 850 231
118 235					118 235	117 428
5 598					5 598	(996)
240 200					240 200	225 817
394 986					394 986	377 060
3 208 850					3 208 850	2 935 641
5 881 155	-	3 350	-	-	5 884 505	5 505 181

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	5 000		
Kino-Québec	1 257		
Promotion du loisir	16 752		3
Promotion du sport	29 992		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	35 030		
Autres	395		
	<u>88 426</u>	<u>-</u>	<u>3</u>
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	980 117		
Régime de retraite des enseignants	118 450		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	138 415		
	<u>1 236 982</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 8 - Condition féminine			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles	1 571		
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	4 849		
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones	3 534		
Tables de concertation en matière de condition féminine			
Autres	120		
	<u>10 074</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 9 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	14 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	20 714		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	15 791	6	
	<u>51 304</u>	<u>6</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>19 311 114</u>	<u>181</u>	<u>3</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 69 136 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
			4 730		4 730	4 551
		1 206			1 206	2 314
391	322	16 037			16 752	15 757
428		29 564			29 992	29 845
		35 030			35 030	31 665
		395			395	610
819	322	82 232	4 730	-	88 105	84 742
980 117					980 117	913 014
118 450					118 450	120 026
116 319					116 319	344 226
1 214 886	-	-	-	-	1 214 886	1 377 265
74		1 497			1 571	1 012
108	17	3 631			3 757	4 025
	366	3 168			3 534	282
		120			120	360
182	383	8 417	-	-	8 982	8 236
	14 800				14 800	13 915
				20 714	20 714	36 800
8	352	15 425			15 791	18 355
8	15 152	15 425	-	20 714	51 304	5 690
18 150 042	17 221	196 530	725 096	55 505	19 144 578 ⁽¹⁾	60 844
						17 803 321

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	14 711 851	14 711 851	13 928 993
Fonctionnement	1 852 311	1 852 311	1 437 531
Capital	1 172 316	1 172 316	1 040 665
Intérêt	427 603	427 603	393 745
Support	<u>1 147 034</u>	<u>980 497</u>	<u>1 002 385</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>19 311 114</u>	<u>19 144 578</u> ⁽¹⁾	<u>17 803 321</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 69 136 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>42 000</u>	<u>42 000</u>	<u>40 000</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>42 000</u>	<u>42 000</u>	<u>40 000</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Régimes des eaux	1 591	1 691
	1 591	1 691
Autres		
Divers	29	36
	29	36
Total des droits et permis	1 619	1 727
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	22	101
Terres de l'État	737	748
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	282	257
Frais de vente et de location de terrains	1 047	836
Location et concessions	23 528	22 642
Frais d'inscription aux tirages au sort	136	126
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	27	55
Divers	31	22
	25 810	24 787
Intérêts		
Autres revenus	53	55
Paieement de redevances hydrauliques	360	332
	413	387
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois		1
Divers	1	1
	1	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	335	122
	335	122
Total des revenus divers	26 558	25 298
Total des revenus autonomes	28 178	27 025
Total des revenus	28 178	27 025

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	196 701	194 682	2 019		
Permanents	37	37			
Ne nécessitant pas de crédits		2 772			
	<u>196 738</u>	<u>197 491</u>	<u>2 019</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>196 738</u>	<u>197 491</u>	<u>2 019</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	196 701	194 682	2 019		
Permanents	37	37			
Ne nécessitant pas de crédits		2 772			
Total	<u>196 738</u>	<u>197 491</u>	<u>2 019</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	194 719	197 491			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1		1		
Immobilisations tangibles	426		426		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 593		1 593		
Total	<u>196 738</u>	<u>197 491</u>	<u>2 019</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement	Gestion des ressources naturelles					
1. Ressources énergétiques Permanents(1)	135 635 12				3 116	604
2. Ressources minérales Amortissement des immobilisations	9 649			132	2 911	1 955
3. Direction du Ministère et services partagés Permanents(2) Amortissement des immobilisations	37 374 10	1	45	1 461	26 761	8 900 10
4. Territoire Permanents(1) Amortissement des immobilisations	14 043 15		381		8 943	4 618
Total	196 738	1	426	1 593	41 732	16 087

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	196 701	1	426	1 593	41 732	16 077
Permanents	37					10
Amortissement des immobilisations						
Total	196 738	1	426	1 593	41 732	16 087

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	41 732		41 732
Fonctionnement	16 087	2 772	18 859
Créances douteuses et autres provisions	27		27
Transfert	128 002		128 002
Affectation à un fonds spécial	8 871		8 871
Service de la dette			
Total	194 719	2 772	197 491

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.

12	127 680	4 236						
	16	4 635						102
	207							
								2 524
15	100							
								146
27	128 002	8 871	-	-	-	-	-	2 772

27	128 002	8 871						
								2 772
27	128 002	8 871	-	-	-	-	-	2 772

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	84 181			
Permanents	<u>10</u>			
	<u>84 191</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	84 181			
Permanents	<u>10</u>			
Total	<u>84 191</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
1 476				111 044				196 701
						27		37
<u>1 476</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>111 044</u>		<u>27</u>		<u>196 738</u>

1 476				111 044				196 701
						27		37
<u>1 476</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>111 044</u>		<u>27</u>		<u>196 738</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
		+	+
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques	2 197		
Prolongement du réseau de distribution de gaz naturel	5 536	5 536	
Rétablissement du réseau d'électricité suite au verglas de 1998 - service de dette	67 577		
Autres	52 693	8 072	
	128 002	13 607	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	128 002	13 607	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
	2 197				2 197	2 188
					5 536	
				67 577	67 577	794
45	114	161		44 302	52 693	22 252
45	2 310	161	-	111 879	128 002	25 234
45	2 310	161	-	111 879	128 002	25 234

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Capital	67 781	67 781	1 843
Intérêt	710	710	345
Support	<u>59 512</u>	<u>59 512</u>	<u>23 046</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>128 002</u>	<u>128 002</u>	<u>25 234</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	5 824	5 824	4 990
Fonctionnement	<u>3 047</u>	<u>3 047</u>	<u>1 107</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>8 871</u>	<u>8 871</u>	<u>6 097</u>

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Émission de permis pour les services de garde	463	260
Renouvellement de permis pour les services de garde	442	237
Droits d'auteurs	52	
Honoraires – Dossiers publics	18 432	16 523
Honoraires – Dossiers privés	72	57
	19 461	17 076
Total des droits et permis	19 461	17 076
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	6	30
	6	30
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	57	50
Divers	3	8
	60	58
Amendes et confiscations		
Pénalités	241	299
	241	299
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	413	294
Subventions d'années antérieures	281	489
	695	783
Total des revenus divers	1 002	1 170
Total des revenus autonomes	20 463	18 246
Total des revenus	20 463	18 246

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	61 039	53 293	2 713	5 033	
Permanents	75	71		4	
Ne nécessitant pas de crédits		1 933			
	<u>61 114</u>	<u>55 297</u>	<u>2 713</u>	<u>5 037</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	88 449	80 798		7 651	
Permanents		(71)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>88 449</u>	<u>80 727</u>	<u>-</u>	<u>7 651</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services de garde					
Votés	2 422 861	2 371 246		51 615	
Permanents	44			44	
Ne nécessitant pas de crédits		(9)			
	<u>2 422 905</u>	<u>2 371 238</u>	<u>-</u>	<u>51 659</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Condition des aînés					
Votés	29 301	21 813		7 488	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>29 301</u>	<u>21 813</u>	<u>-</u>	<u>7 488</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Curateur public					
Votés	49 228	44 586	3 991	651	
Permanents	18 645	18 571		74	
Ne nécessitant pas de crédits		8 978			
	<u>67 873</u>	<u>72 135</u>	<u>3 991</u>	<u>725</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 669 642</u>	<u>2 601 209</u>	<u>6 704</u>	<u>72 559</u>	<u>-</u>
Votés	2 650 878	2 571 736	6 704	72 438	
Permanents	18 764	18 643		122	
Ne nécessitant pas de crédits		10 831			
Total	<u>2 669 642</u>	<u>2 601 209</u>	<u>6 704</u>	<u>72 559</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 662 740	2 601 209		72 362	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	3		1	2	
Immobilisations tangibles	199		34	165	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 700		6 670	30	
Total	<u>2 669 642</u>	<u>2 601 209</u>	<u>6 704</u>	<u>72 559</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1		Planification, recherche et administration			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
1. Direction et administration	26 582		29	2 684	9 194
Permanents(1)	19				15
Permanents(2)	56				
Amortissement des immobilisations					
2. Planification, politique et recherche	34 457				28 476
Total	61 114	-	29	2 684	37 670
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

PROGRAMME 2
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Mesures d'aide à la famille

1. Soutien financier lié aux services à la famille	34 420				2 804
Variation à la baisse de provisions					
2. Administration du Soutien aux enfants	33 878				33 733
3. Soutien financier aux organismes communautaires	20 151				
Total	88 449	-	-	-	36 537

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	310						1 692 4	
56								1 933
						3 341		
56	310	-	-	-	-	5 037		1 933

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des activités de haltes-garderies communautaires. Il assure le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il permet également la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation. Enfin, le programme finance l'administration du programme Soutien aux enfants, le programme Soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de pédiatrie sociale en communauté.

	24 274			150		7 193		(71)
						145		
	19 987					164		
-	44 261	-	-	150	-	7 501		(71)

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Services de garde						
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	18 382					
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	42 719					
3. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	99 482					
4. Régimes d'assurance collective et de congés de maternité	38 560					
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 173 825					
Permanents(1)	44					
Variation à la baisse de provisions						
6. Soutien financier aux garderies	481 300					
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	568 593					
Total	2 422 905	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 4
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Condition des aînés

1. Vieillessement actif	19 702					264
2. Soutien aux personnes âgées en situation de vulnérabilité	9 598					731
Total	29 301	-	-	-	-	994

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'entente de délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et autres sujets connexes.

		18 382						
		39 958					2 761	
		96 764					2 718	
		38 559					1	
		1 160 255					13 571	
							44	(9)
		478 403					2 897	
		538 926					29 667	
-	-	2 371 246	-	-	-	51 659	(9)	

Ce programme poursuit deux objectifs. Il vise d'abord à favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Ensuite, il assure la mise en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées plus vulnérables. Ce programme permet de planifier, conseiller, concorder et soutenir des politiques ou mesures propices pour combattre les préjugés et favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	15 268	250		2 150		1 771	
	5 301			242		3 325	
-	20 568	250	-	2 392	-	5 096	-

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Curateur public						
1. Direction et administration du Curateur public	21 531		5	3 985	7 904	8 985
Permanents(1)	100					
Permanents(2)	4 762				3 570	1 193
Amortissement des immobilisations						
2. Mesures de protection	27 697	1			26 252	1 444
Permanents(2)	13 783				13 429	353
Total	67 873	1	5	3 985	51 156	11 975

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 650 878	1	34	6 670	71 826	63 274
Permanents	18 764				16 999	1 561
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	2 669 642	1	34	6 670	88 826	64 835

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	88 826		88 826
Fonctionnement	64 835	10 911	75 746
Créances douteuses et autres provisions	82	(80)	3
Transfert	65 139		65 139
Affectation à un fonds spécial	2 371 496		2 371 496
Service de la dette			
Total	2 590 378	10 831	2 601 209

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

217

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Votés	60 737			
Permanents	19			
	60 756	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Votés	88 628			
Permanents				
	88 628	-	-	
Programme 3 - Services de garde				
Votés	2 210 181		213 000	
Permanents	100			
	2 210 281	-	213 000	
Programme 4 - Condition des aînés				
Votés	30 230			
Permanents				
	30 230	-	-	
Programme 5 - Curateur public				
Votés	49 228			
Permanents	100			
	49 328	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 439 004		213 000	
Permanents	219			
Total	2 439 223	-	213 000	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				302				61 039
				56				75
-	-	-		358		-		61 114
				(179)				88 449
-	-	-		(179)		-		88 449
				(320)				2 422 861
				(56)				44
-	-	-		(376)		-		2 422 905
				(929)				29 301
-	-	-		(929)		-		29 301
		18 545						49 228
-	-	18 545		-		-		18 645
								67 873
				(1 126)				2 650 878
		18 545						18 764
-	-	18 545		(1 126)		-		2 669 642

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	310	17	1
	<u>310</u>	<u>17</u>	<u>1</u>
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Haltes-garderies	4 197		
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	1 516		
Mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	5 024		
Organismes communautaires - famille	20 151		
Pédiatrie sociale	5 000		
Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes	1 192	6	
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans	2 216	61	
Autres	6 761		
	<u>46 056</u>	<u>67</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	8 065		2 742
Politique Vieillir et vivre ensemble	18 902	26	35
	<u>26 968</u>	<u>26</u>	<u>2 777</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u><u>73 334</u></u>	<u><u>111</u></u>	<u><u>2 778</u></u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
8	6	277	1		310	310
8	6	277	1	-	310	310
		4 197			4 197	4 114
		1 418			1 418	
		1 392	3 631		5 023	3 234
		19 987			19 987	19 690
		5 000			5 000	5 000
	337	608			951	558
468		1 495	20		2 045	1 398
151	1 069	4 416	4		5 640	3 685
619	1 407	38 513	3 655	-	44 261	37 679
200	100	2 258			5 301	3 522
333	327	14 546			15 268	14 795
533	427	16 805	-	-	20 568	18 317
1 160	1 840	55 595	3 655	-	65 139	56 305

FAMILLE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	73 334	65 139	56 305
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>73 334</u>	<u>65 139</u>	<u>56 305</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Capital	33 727	33 726	27 564
Intérêt	12 993	12 637	11 387
Support	2 376 392	2 325 133	2 294 937
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 423 111</u>	<u>2 371 496</u>	<u>2 333 889</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	7 442 429	7 233 402
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	285 256	273 016
	7 727 684	7 506 418
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	7 727 684	7 506 418
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	215 998	214 712
Honoraires sur garantie gouvernementale		(1 992)
	215 998	212 720
Intérêts		
Comptes de banque	1 524	344
Gains (pertes) de change sur prêts et avances en devises étrangères	1 197	(3 319)
Dividendes	6 677	10 593
	9 399	7 618
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	(6 127)	8 626
Produits de la criminalité	5 165	4 292
Quote-part sanctions administratives et amendes – Loi sur encadrement secteur financier	848	
	(114)	12 918
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	26 918	32 454
Subventions d'années antérieures		1 728
	26 918	34 183
Total des revenus divers	252 201	267 438

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	1 921 000	1 702 000
Loto-Québec	1 383 206	1 310 467
Société des alcools du Québec	1 145 917	1 113 664
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 450 123⁽¹⁾	4 126 131
Total des revenus autonomes	12 430 008	11 899 987
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	11 732 046	11 080 593
Transferts pour la santé	6 306 207 ^(A)	6 096 267
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 596 200 ^(B)	1 647 780
Autres programmes	(149 682) ^(C)	(246 448)
Total des transferts du gouvernement fédéral	19 484 771	18 578 191
Total des revenus	31 914 779	30 478 178

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 548 206 k\$ en 2018-2019 (5 092 342 k\$ en 2017-2018). Le détail est présenté à la note 9, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2018-2019. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 473 000 k\$ en 2018-2019 (433 000 k\$ en 2017-2018) affectée au Fonds des générations.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	8 737 909	8 426 798
Révisions des années antérieures	9 903	975
	<u>8 747 812</u>	<u>8 427 773</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 630 800)	(2 476 587)
Révisions des années antérieures	(3 254)	76 244
	<u>(2 634 054)</u>	<u>(2 400 343)</u>
	6 113 758	6 027 430
Fonds ciblés hors TCS	<u>192 449</u>	<u>68 836</u>
	<u>6 306 207</u>	<u>6 096 267</u>
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	3 206 955	3 118 597
Révisions des années antérieures	3 665	361
	<u>3 210 620</u>	<u>3 118 958</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 612 426)	(1 517 908)
Révisions des années antérieures	(1 995)	46 730
	<u>(1 614 420)</u>	<u>(1 471 178)</u>
	<u>1 596 200</u>	<u>1 647 780</u>
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(936 483)	(852 658)
Programme canadien de prêts aux étudiants	511 317	372 949
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	49 742	68 466
Droit de retrait des Infrastructures sociales (Petite enfance)	86 530	87 447
Autres	<u>139 212</u>	<u>77 349</u>
	<u>(149 682)</u>	<u>(246 448)</u>

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	28 484	26 861	539	1 084	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(2 374)			
	<u>28 494</u>	<u>24 497</u>	<u>539</u>	<u>1 084</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Votés	198 582	198 377	204	1	
Permanents	22 339	22 339			
Ne nécessitant pas de crédits		66			
	<u>220 921</u>	<u>220 782</u>	<u>204</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Votés	27 700	15 985		11 716	
Permanents	9 493	8 841		651	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>37 193</u>	<u>24 826</u>	<u>-</u>	<u>12 367</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Service de la dette					
Votés	1 000	911		89	
Permanents	7 215 000	6 718 450		496 550	
Ne nécessitant pas de crédits		(58 409)			
	<u>7 216 000</u>	<u>6 660 952</u>	<u>-</u>	<u>496 639</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>7 502 608</u>	<u>6 931 057</u>	<u>744</u>	<u>510 090</u>	<u>-</u>
Votés	255 766	242 133	744	12 889	
Permanents	7 246 842	6 749 640		497 202	
Ne nécessitant pas de crédits		(60 717)			
Total	<u>7 502 608</u>	<u>6 931 057</u>	<u>744</u>	<u>510 090</u>	<u>-</u>
Dépenses	7 501 607	6 931 057		509 833	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	10			10	
Immobilisations tangibles	20		3	17	
Immobilisations en ressources informationnelles	971		741	231	
Total	<u>7 502 608</u>	<u>6 931 057</u>	<u>744</u>	<u>510 090</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Direction et administration						
1. Direction et administration	28 484		3	536	13 588	12 973
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	28 494	-	3	536	13 588	12 983

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière						
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	16 310				15 771	539
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 172			106	6 016	50
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	162 754					8 609
Permanents(1)	22 339					
4. Contrôleur des finances	13 347			99	13 004	244
Amortissement des immobilisations						
Total	220 921	-	-	204	34 791	9 442

(1) Loi encadrant le cannabis (RLRQ, chapitre C-5.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	300						1 084	
								438
								(2 811)
-	300	-	-	-	-	1 084		(2 374)

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

	151 644	2 500						
		22 339						
								66
-	151 644	24 839	-	-	-	1		66

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	15 985					
2. Frais de services bancaires Permanents(1)	9 493					8 841
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	11 716					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé						
Total	37 193	-	-	-	-	8 841

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							651	
							11 716	
-	15 985	-	-	-	-	12 367	-	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Service de la dette				
Mission : Service de la dette						
1. Service de la dette directe						
Permanents(1)	5 821 000					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents(2)	1 394 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	1 000					
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	7 216 000	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 6 319 884 k\$, réduite de revenus de 958 191 k\$, dont 665 129 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 362 958 k\$, réduite de revenus de 5 006 202 k\$, dont 4 926 965 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 490 k\$, réduite de revenus de 25 578 k\$, provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 27 032 k\$, réduite de revenus de 85 441 k\$, provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)	=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>		DÉPENSES NE NÉCESSITANT <u>PAS DE CRÉDITS</u>
	Suspension du droit d'engager	Reports Périmés (Excédents)
Créances douteuses et autres provisions	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette
Transfert		
	5 361 694 ⁽³⁾	459 306
	1 356 756 ⁽⁴⁾	37 244
	911 ⁽⁵⁾	89
		(58 409) ⁽⁶⁾
-	-	-
6 719 361	-	-
	496 639	(58 409)

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	255 766			3	741	48 378 22 415
Permanents	7 246 842					8 851
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Variation à la baisse de provisions						
Total	7 502 608	-	3	741	48 378	31 266

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	48 378		48 378
Fonctionnement	31 266	503	31 770
Créances douteuses et autres provisions		(2 811)	(2 811)
Transfert	167 929		167 929
Affectation à un fonds spécial	24 839		24 839
Service de la dette	6 719 361	(58 409)	6 660 952
Total	6 991 774	(60 717)	6 931 057

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	167 929	2 500	911				12 889	
		22 339	6 718 450				497 202	
								503
								(58 409)
								(2 811)
-	167 929	24 839	6 719 361		-	-	510 090	(60 717)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction et administration				
Votés	29 746			
Permanents	10			
	29 756	-	-	
Programme 2 - Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Votés	58 380			
Permanents				
	58 380	-	-	
Programme 3 - Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Votés	104 811			
Permanents	9 493			
	114 303	-	-	
Programme 4 - Service de la dette				
Votés	1 000			
Permanents	7 215 000			
	7 216 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	193 936			
Permanents	7 224 502			
Total	7 418 438	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 262)				28 484
								10
-	-	-		(1 262)		-		28 494
		22 339		140 202				198 582
								22 339
-	-	22 339		140 202		-		220 921
				(77 110)				27 700
								9 493
-	-	-		(77 110)		-		37 193
								1 000
								7 215 000
-	-	-		-		-		7 216 000
		22 339		61 830				255 766
-	-							7 246 842
		22 339		61 830		-		7 502 608

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	300	1	
	<u>300</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
Autres	151 645	143 019	
	<u>151 645</u>	<u>143 019</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
Institut de la statistique du Québec	15 985		
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	3 848		
	<u>19 833</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u><u>171 777</u></u>	<u><u>143 020</u></u>	<u><u>-</u></u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
		299			300	2 593
-	-	299	-	-	300	2 593
3 800		4 825			151 644	83 929
3 800	-	4 825	-	-	151 644	83 929
				15 985	15 985	12 588
-	-	-	-	15 985	15 985	12 588
3 800	-	5 124	-	15 985	167 929	99 110

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	12 632	12 632	10 061
Fonctionnement	3 353	3 353	2 527
Support	<u>155 793</u>	<u>151 944</u>	<u>86 522</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>171 777</u>	<u>167 929</u>	<u>99 110</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	298	298	
Fonctionnement	22 539	22 539	
Capital	2	2	
Support	<u>2 000</u>	<u>2 000</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>24 839</u>	<u>24 839</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	569	450
Permis de chasse, pêche et piégeage	38 020	38 590
Permis commerciaux et particuliers	264	255
Droits pour activités commerciales	1 154	1 139
	40 007	40 435
Total des droits et permis	40 007	40 435
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	294	270
Protection des forêts	613	2 025
Location et concessions	51	50
Divers	43	18
	1 001	2 363
Intérêts		
Autres revenus	315	351
Divers	44	38
	359	389
Amendes et confiscations		
Pénalités	402	287
Divers	1	1
	403	288
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	432	79
Subventions d'années antérieures	504	
	936	79
Total des revenus divers	2 699	3 119
Total des revenus autonomes	42 705	43 554
Total des revenus	42 705	43 554

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	390 293	380 668	9 625		
Permanents	51 450	51 450			
Ne nécessitant pas de crédits		5 360			
	<u>441 743</u>	<u>437 478</u>	<u>9 625</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	150 384	140 285	10 099		
Permanents	96	96			
Ne nécessitant pas de crédits		5 399			
	<u>150 480</u>	<u>145 780</u>	<u>10 099</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>592 223</u>	<u>583 258</u>	<u>19 724</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	540 677	520 953	19 724		
Permanents	51 546	51 546			
Ne nécessitant pas de crédits		10 760			
Total	<u>592 223</u>	<u>583 258</u>	<u>19 724</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	572 499	583 258			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	6		6		
Immobilisations tangibles	18 953		18 953		
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>766</u>		<u>766</u>		
Total	<u>592 223</u>	<u>583 258</u>	<u>19 724</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Forêts				
Mission : Économie et environnement						
1. Ressources forestières	211 674					
Permanents(1)	20					
Permanents(2)	51 420					51 420
Variation à la baisse de provisions						
2. Forestier en chef	4 807		41	18	4 214	535
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère	11 237	5		82	4 618	6 213
Permanents(3)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	162 574		9 345	135	72 426	20 212
Amortissement des immobilisations						
Total	441 743	5	9 385	235	81 257	78 390

(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

(3) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2

Mission : Économie et environnement

		Faune et Parcs				
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	95 383	1	4 093	530	51 217	30 950
Permanents(1)	95					
Amortissement des immobilisations						
2. Gestion des parcs	55 001		5 475		1 288	13 913
Permanents(1)	1					
Amortissement des immobilisations						
Total	150 480	1	9 568	530	52 505	44 863

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
		211 674						
	20							(48)
								10
	320							
								55
	13 737	46 720						
								5 343
-	14 076	258 394	-		-	-	-	5 360

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

		8 591						
	95							4 068
		34 326						
	1							1 331
96	42 917	-	-		-	-	-	5 399

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	540 677	6	18 953	766	133 762	71 824
Permanents	51 546					51 430
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	592 223	6	18 953	766	133 762	123 253

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	133 762		133 762
Fonctionnement	123 253	10 808	134 061
Créances douteuses et autres provisions	96	(48)	48
Transfert	56 994		56 994
Affectation à un fonds spécial	258 394		258 394
Service de la dette			
Total	572 499	10 760	583 258

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	56 974	258 394						
96	20							10 808 (48)
96	56 994	258 394	-		-	-	-	10 760

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Forêts				
Votés	335 980			
Permanents	<u>25 030</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>361 010</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Faune et Parcs				
Votés	145 957			
Permanents	<u>75</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>146 032</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	481 937			
Permanents	<u>25 105</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>507 041</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				54 313				390 293
						26 420		51 450
-	-	-		54 313		26 420		441 743
9 792				(5 365)				150 384
						21		96
9 792	-	-		(5 365)		21		150 480
9 792				48 948		26 441		540 677
								51 546
9 792	-	-		48 948		26 441		592 223

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Forêts			
Prêts forestiers	20		
Autres	14 056		
	14 076	-	-
Programme 2 - Faune et Parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	34 117		
Autres	8 800	207	
	42 917	207	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	56 994	207	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
				20	20	20
73	13 319	642		22	14 056	20 756
73	13 319	642	-	42	14 076	20 776
				34 117	34 117	30 571
1 716	1 122	5 076	4	675	8 800	34 968
1 716	1 122	5 076	4	34 792	42 917	65 539
1 789	14 441	5 719	4	34 834	56 994	86 314

FORÊTS, FAUNE ET PARCS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Capital	20 590	20 590	19 213
Intérêt	7 787	7 787	5 544
Support	<u>28 617</u>	<u>28 617</u>	<u>61 557</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>56 994</u>	<u>56 994</u>	<u>86 314</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	58 329	58 329	58 266
Fonctionnement	88 133	88 133	77 459
Intérêt	2 317	2 317	2 367
Support	<u>109 615</u>	<u>109 615</u>	<u>154 566</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>258 394</u>	<u>258 394</u>	<u>292 658</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	27 341	38 837
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	3 287	2 602
Demande d'un employeur relative à un emploi	2 389	1 189
Consultant en immigration	362	174
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	4 850	3 591
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	10 623	7 183
	48 851	53 577
Total des droits et permis	48 851	53 577
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 601	1 326
Divers	4	7
	1 606	1 333
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	153	141
Subventions d'années antérieures	549	22
	702	163
Total des revenus divers	2 308	1 496
Total des revenus autonomes	51 159	55 074
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	559 449	490 253
	559 449	490 253
Total des transferts du gouvernement fédéral	559 449	490 253
Total des revenus	610 608	545 327

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	227 099	203 203	8 235	15 661	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 774			
	<u>227 108</u>	<u>207 986</u>	<u>8 235</u>	<u>15 661</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>227 108</u>	<u>207 986</u>	<u>8 235</u>	<u>15 661</u>	<u>-</u>
Votés	227 099	203 203	8 235	15 661	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 774			
Total	<u>227 108</u>	<u>207 986</u>	<u>8 235</u>	<u>15 661</u>	<u>-</u>
Dépenses	212 987	207 986		9 775	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	86		7	79	
Immobilisations tangibles	300		3	297	
Immobilisations en ressources informationnelles	13 735		8 225	5 510	
Total	<u>227 108</u>	<u>207 986</u>	<u>8 235</u>	<u>15 661</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture						
Immigration, Diversité et Inclusion						
1. Direction et administration Permanents(1) Amortissement des immobilisations	52 468 10	1	3	8 225	17 073	20 729 10
2. Francisation, diversité et inclusion	135 424				44 113	22 372
3. Immigration et prospection Amortissement des immobilisations	29 215	7			18 335	5 107
4. Performance, développement et soutien à la transformation	9 992				8 192	1 535
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	227 108	7	3	8 225	87 714	49 753

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	227 099	7	3	8 225	87 714	49 744
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	227 108	7	3	8 225	87 714	49 753

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	87 714		87 714
Fonctionnement	49 753	4 774	54 527
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	65 745		65 745
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	203 212	4 774	207 986

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	248						6 190	
								4 317
	63 753						5 186	
	1 745						4 020	
								457
							264	
-	65 745	-	-	-	-	-	15 661	4 774
	65 745						15 661	
								4 774
-	65 745	-	-	-	-	-	15 661	4 774

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion				
Votés	347 546			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>347 555</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	347 546			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>347 555</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
44 303				(164 750)				227 099
								10
44 303	-	-		(164 750)		-		227 108
44 303				(164 750)				227 099
								10
44 303	-	-		(164 750)		-		227 108

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	37 640		
Programme Interconnexion	2 800		
Programme Mobilisation-Diversité	9 230		
Programme Reconnaissance des compétences et accès aux ordres professionnels	2 950		
Programme Réussir l'intégration	19 720	151	
Programme Soutien à la mission	1 817		
Autres	748		
	74 904	151	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	74 904	151	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
			33 673		33 673	23 981
	39	1 198			1 237	16 053
	2 110	6 847			8 957	27 455
		508			508	2 580
	18	16 183	2 521		18 873	18 967
		1 817			1 817	1 880
110		570			680	534
110	2 167	27 123	36 194	-	65 745	91 450
110	2 167	27 123	36 194	-	65 745	91 450

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>74 904</u>	<u>65 745</u>	<u>91 450</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>74 904</u>	<u>65 745</u>	<u>91 450</u>

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	361	346
Recouvrements de tiers	210	173
Actes judiciaires	41 817	42 295
Actes juridiques	38 080	35 512
Divers	2	1
	<u>80 470</u>	<u>78 326</u>
Intérêts		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	28	240
Contributions pénales	22 548	15 595
Infractions au Code de la sécurité routière	51 446	47 934
Infractions au Code criminel	11 972	14 463
Infractions à diverses lois	<u>42 830</u>	<u>43 602</u>
	<u>128 824</u>	<u>121 834</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 639	972
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	460	380
Divers	6	
	<u>2 104</u>	<u>1 352</u>
Total des revenus divers	<u>211 399</u>	<u>201 513</u>
Total des revenus autonomes	<u>211 399</u>	<u>201 513</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	31 725	28 187
Conseillers juridiques auprès des autochtones	669	667
Informations concernant les sentences	49	52
Enregistrement des actions en divorce	30	32
Mesures québécoises de justice familiale	<u>99</u>	<u>2</u>
	<u>32 573</u>	<u>28 939</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>32 573</u>	<u>28 939</u>
Total des revenus	<u>243 972</u>	<u>230 452</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	37 831	35 039	322	2 470	
Permanents	94 724	94 035		690	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>132 555</u>	<u>129 074</u>	<u>322</u>	<u>3 160</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	362 363	314 944	15 794	31 626	
Permanents	25 865	25 758		107	
Ne nécessitant pas de crédits		<u>13 465</u>			
	<u>388 228</u>	<u>354 167</u>	<u>15 794</u>	<u>31 732</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	15 143	15 132		11	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>15 143</u>	<u>15 132</u>	<u>-</u>	<u>11</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	180 087	180 087			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>180 087</u>	<u>180 087</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autre organisme relevant du ministre					
Votés	16 289	15 426	7	856	
Permanents		<u>66</u>			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>16 289</u>	<u>15 492</u>	<u>7</u>	<u>856</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	171 229	150 087	1 019	20 123	
Permanents	300			300	
Ne nécessitant pas de crédits		<u>1 976</u>			
	<u>171 529</u>	<u>152 063</u>	<u>1 019</u>	<u>20 423</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	151 296	141 852		9 444	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>151 296</u>	<u>141 852</u>	<u>-</u>	<u>9 444</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 055 127</u>	<u>987 867</u>	<u>17 142</u>	<u>65 626</u>	<u>-</u>
Votés	782 942	710 715	17 142	55 085	
Permanents	272 185	261 644		10 541	
Ne nécessitant pas de crédits		15 507			
Total	<u>1 055 127</u>	<u>987 867</u>	<u>17 142</u>	<u>65 626</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 019 811	987 867		47 452	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	3 567		3 563	4	
Immobilisations tangibles	3 951		822	3 129	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>27 799</u>		<u>12 757</u>	<u>15 042</u>	
Total	<u>1 055 127</u>	<u>987 867</u>	<u>17 142</u>	<u>65 626</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Activité judiciaire				
Mission : Gouverne et justice						
1. Magistrature	3 882	289		2 885	389	
Permanents(1)	91 084			87 114	3 578	
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges						
Permanents(1)	3 240			271	2 969	
3. Soutien à la magistrature	33 949	33		29 955	1 811	
4. Comité sur la rémunération des juges						
Permanents(1)	400			33	69	
Total	132 555	-	322	-	120 258	8 816

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Administration de la justice						
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	180 384		411	1 258	58 704	105 052
2. Affaires juridiques et législatives	58 414				51 910	2 878
3. Direction, planification et services à l'organisation	111 451	3 563		10 563	45 170	29 319
Permanents(1)	14					14
Permanents(2)	6 158				6 051	
Permanents(3)	19 693					
Amortissement des immobilisations						
4. Traitement des infractions et perception des amendes	12 114				9 502	1 452
Total	388 228	3 563	411	11 820	171 337	138 715

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

							319	
							392	
							2 151	
							298	
-	-	-	-	-	-	3 160	-	

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

							14 959	
	2 872	337		134			284	
	4 450	3 298		330			14 758	
							107	
19 693								13 465
							1 160	
19 693	7 321	3 635	-	464	-	31 269		13 465

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Justice administrative						
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	14 574					
2. Conseil de la justice administrative	570				393	166
Total	15 143	-	-	-	393	166
PROGRAMME 4						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Accessibilité à la justice						
1. Commission des services juridiques	180 087					
Total	180 087	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Autre organisme relevant du ministre						
1. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	16 289			7	12 232	3 194
Amortissement des immobilisations						
Total	16 289	-	-	7	12 232	3 194

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

							11	
-	-	14 574	-	-	-	11	-	

Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice.

	180 087							
-	180 087	-	-	-	-	-	-	

Ce programme comprend la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

						856		
-	-	-	-	-	-	856	66	
								66

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 6					
Mission : Gouverne et justice					
Poursuites criminelles et pénales					
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	171 229		89	930	117 691
Amortissement des immobilisations					32 396
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents(1)	300				
Total	171 529	-	89	930	117 691
(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).					
PROGRAMME 7					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Indemnisation et reconnaissance					
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	149 757				17 845
2. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 539				259
Total	151 296	-	-	-	18 104
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).					
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

						20 123	1 976
						300	
-	-	-	-	-	-	20 423	1 976

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	122 468					9 444	
	1 280						
-	123 748	-	-	-	-	9 444	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements				Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles			
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés	782 942	3 563	822	12 757	328 442	176 656	
Permanents	272 185				93 469	24 735	
Amortissement des immobilisations							
Total	1 055 127	3 563	822	12 757	421 911	201 390	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	421 911		421 911
Fonctionnement	201 390	15 507	216 898
Créances douteuses et autres provisions	19 693		19 693
Transfert	311 156		311 156
Affectation à un fonds spécial	18 209		18 209
Service de la dette			
Total	972 359	15 507	987 867

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	187 408	18 209			464		54 622	
19 693	123 748						10 541	
								15 507
19 693	311 156	18 209	-		464	-	65 163	15 507

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Activité judiciaire				
Votés	37 831			
Permanents	94 018			
	131 849	-	-	
Programme 2 - Administration de la justice				
Votés	362 607			
Permanents	11 167			
	373 774	-	-	
Programme 3 - Justice administrative				
Votés	15 058			
Permanents				
	15 058	-	-	
Programme 4 - Accessibilité à la justice				
Votés	180 087			
Permanents				
	180 087	-	-	
Programme 5 - Autre organisme relevant du ministre				
Votés	16 289			
Permanents				
	16 289	-	-	
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales				
Votés	168 178			
Permanents	300			
	168 478	-	-	
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance				
Votés				
Permanents	150 873			
	150 873	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	780 050			
Permanents	256 358			
Total	1 036 409	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								37 831
						706		94 724
-	-	-		-		706		132 555
				(244)				362 363
						14 697		25 865
-	-	-		(244)		14 697		388 228
				85				15 143
-	-	-		85		-		15 143
								180 087
-	-	-		-		-		180 087
								16 289
-	-	-		-		-		16 289
				3 050				171 229
-	-	-		3 050		-		300
								171 529
						424		151 296
-	-	-		-		424		151 296
				2 892				782 942
-	-	-				15 827		272 185
				2 892		15 827		1 055 127

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	7 838	1	
	7 838	1	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	65 690		
Autres services juridiques	2 500		
Commission des services juridiques	111 897		
	180 087	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 280		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	128 754		
	130 034	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	317 959	1	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
82	531	3 122	1	3 585	7 321	3 289
82	531	3 122	1	3 585	7 321	3 289
			65 690		65 690	65 690
			2 500		2 500	2 500
				111 897	111 897	108 906
-	-	-	68 190	111 897	180 087	177 096
			1 280		1 280	1 014
			122 468		122 468	106 225
-	-	-	123 748	-	123 748	107 239
82	531	3 122	191 939	115 482	311 156	287 624

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	91 944	91 944	89 538
Fonctionnement	19 606	19 606	19 021
Capital	3 932	3 932	347
Support	<u>202 477</u>	<u>195 674</u>	<u>178 718</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>317 959</u>	<u>311 156</u>	<u>287 624</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	11 081	11 081	10 506
Fonctionnement	3 316	3 316	3 182
Capital	176	176	176
Support	<u>3 635</u>	<u>3 635</u>	<u>995</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>18 209</u>	<u>18 209</u>	<u>14 860</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus divers		
Intérêts		
Gains sur fluctuation de change	162	67
Divers		4
	162	71
Amendes et confiscations		
Divers	12	
	12	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	562	64
Subventions d'années antérieures	39	90
	601	155
Total des revenus divers	775	225
Total des revenus autonomes	775	225
Total des revenus	775	225

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	18 422	18 024	320	78	
Permanents	421	421			
Ne nécessitant pas de crédits		491			
	<u>18 844</u>	<u>18 937</u>	<u>320</u>	<u>78</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Affaires internationales					
Votés	100 695	97 780	2 682	233	
Permanents		2 463			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>100 695</u>	<u>100 243</u>	<u>2 682</u>	<u>233</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>119 538</u>	<u>119 180</u>	<u>3 002</u>	<u>311</u>	<u>-</u>
Votés	119 117	115 804	3 002	311	
Permanents	421	421			
Ne nécessitant pas de crédits		2 954			
Total	<u>119 538</u>	<u>119 180</u>	<u>3 002</u>	<u>311</u>	<u>-</u>
Dépenses	116 537	119 180		311	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 842		1 841		
Immobilisations tangibles	879		879		
Immobilisations en ressources informationnelles	281		281		
Total	<u>119 538</u>	<u>119 180</u>	<u>3 002</u>	<u>311</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	18 422	6	32	281	11 992	5 919
Permanents(1)	421					421
Amortissement des immobilisations						
Total	18 844	6	32	281	11 992	6 340
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Affaires internationales						
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	32 941				3 218	587
2. Représentation du Québec à l'étranger	49 390	1 835	846		33 672	12 851
Amortissement des immobilisations						
3. Affaires bilatérales	8 773				5 025	512
4. Protocole et missions	3 890				2 275	1 573
5. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	5 700					
Total	100 695	1 835	846	-	44 190	15 523

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités administratives nécessaires à la réalisation de sa mission.

	112					78	
							491
-	112	-	-	-	-	78	491

Ce programme vise à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

	26 030	3 102				5	
						185	2 463
	3 236						
						43	
	5 700						
-	34 966	3 102	-	-	-	233	2 463

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS					
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits			
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés	119 117	1 841	879	281		56 182	21 442
Permanents	421						421
Amortissement des immobilisations							
Total	119 538	1 841	879	281		56 182	21 863
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES							
				DÉPENSES			
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total	
Rémunération				56 182		56 182	
Fonctionnement				21 863	2 954	24 818	
Créances douteuses et autres provisions							
Transfert				35 078		35 078	
Affectation à un fonds spécial				3 102		3 102	
Service de la dette							
Total				116 226	2 954	119 180	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	35 078	3 102					311	
								2 954
-	35 078	3 102	-		-	-	311	2 954

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Direction et administration				
Votés	20 160			
Permanents	<u>110</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>20 270</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Affaires internationales				
Votés	93 513			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>93 513</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	113 673			
Permanents	<u>110</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>113 782</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 737)				18 422
						312		421
-	-	-		(1 737)		312		18 844
				7 182				100 695
-	-	-		7 182		-		100 695
				5 444				119 117
						312		421
-	-	-		5 444		312		119 538

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction et administration			
Autres	113	1	
	113	1	-
Programme 2 - Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse	5 700		
Politiques et affaires francophones et multilatérales	26 031	1 722	
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	3 236	591	2
	34 967	2 313	2
TOTAL DU PORTEFEUILLE	35 080	2 315	2

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
2	1	107	2		112	108
2	1	107	2	-	112	108
		2 638		3 063	5 700	4 600
1 060	10	19 456	272	3 510	26 030	33 796
976	26	1 250	55	335	3 236	2 744
2 036	36	23 344	327	6 908	34 966	41 141
2 038	36	23 451	329	6 908	35 078	41 249

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	35 080	35 078	41 249
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>35 080</u>	<u>35 078</u>	<u>41 249</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	109	109	109
Fonctionnement	20	20	20
Support	2 973	2 973	2 973
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 102</u>	<u>3 102</u>	<u>3 102</u>

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	24 519 537	22 869 590
Impôt des sociétés	7 154 296	6 094 107
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	31 673 833	28 963 698
Taxes à la consommation		
Ventes	18 829 359	18 128 628
Carburants	17 132	15 176
Tabac	871 363	884 022
Boissons alcooliques	133 654	134 378
Pari mutuel	1 745	1 714
Total des taxes à la consommation	19 853 253	19 163 918
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	44 405	42 267
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	985	976
Droit supplétif – Mutations immobilières	(29)	(57)
Divers	35	37
	45 397	43 223
Total des droits et permis	45 397	43 223
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	13 299	11 496
Perception – R.Q. – R.R.Q.	31 608	31 120
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	5 713	5 825
	50 620	48 441

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	225 199	233 700
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	154 823	114 860
Taxe sur la vente	78 665	74 062
Taxe sur les carburants	4 849	6 053
Taxe sur le tabac	1 115	(3 412)
Autres revenus	75	
Droits sur les profits d'exploitation minière	1 201	4 990
Remise en retard de biens non réclamés	2 110	824
Divers	13	14
	<u>468 049</u>	<u>431 093</u>
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	145	121
Dépôts judiciaires	121	538
Infractions aux lois fiscales	832	754
Pénalités	220 636	215 755
Frais – Chèques sans provision	1 203	1 355
	<u>222 937</u>	<u>218 523</u>
Recouvrements		
Contributions volontaires		8 515
	<u>-</u>	<u>8 515</u>
Total des revenus divers	<u>741 606</u>	<u>706 572</u>
Total des revenus autonomes	<u>52 314 089</u>	<u>48 877 411</u>
Total des revenus	<u>52 314 089</u>	<u>48 877 411</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 920	1 952
	1 920	1 952
Total des droits et permis	1 920	1 952
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Internes		437
Tierces responsabilités – Externes		337
Assurance-hospitalisation – Étrangers		2 432
Divers		2
	-	3 208
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	50	2 775
Subventions d'années antérieures	143 997	6 516
	144 047	9 290
Donations de tiers		
Divers		10
	-	10
Total des revenus divers	144 047	12 508
Total des revenus autonomes	145 967	14 460
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 685	29 768
	29 685	29 768
Total des transferts du gouvernement fédéral	29 685	29 768
Total des revenus	175 652	44 227

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	146 376	132 299	979	13 098	
Permanents	28	28			
Ne nécessitant pas de crédits		1 104			
	<u>146 404</u>	<u>133 431</u>	<u>979</u>	<u>13 098</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	22 906 071	22 742 952	8 043	155 077	
Permanents	5 039 542	4 999 979		39 563	
Ne nécessitant pas de crédits		(12 479)			
	<u>27 945 614</u>	<u>27 730 452</u>	<u>8 043</u>	<u>194 640</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	13 348	12 349	44	955	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		40			
	<u>13 348</u>	<u>12 389</u>	<u>44</u>	<u>955</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	10 749 967	10 289 252		460 715	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 749 967</u>	<u>10 289 252</u>	<u>-</u>	<u>460 715</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>38 855 333</u>	<u>38 165 525</u>	<u>9 066</u>	<u>669 408</u>	<u>-</u>
Votés	23 065 796	22 887 600	9 066	169 130	
Permanents	15 789 537	15 289 259		500 278	
Ne nécessitant pas de crédits		(11 334)			
Total	<u>38 855 333</u>	<u>38 165 525</u>	<u>9 066</u>	<u>669 408</u>	<u>-</u>
Dépenses	38 846 191	38 165 525		669 332	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	8 055		8 055		
Immobilisations tangibles	44		43		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 043		967	76	
Total	<u>38 855 333</u>	<u>38 165 525</u>	<u>9 066</u>	<u>669 408</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination				
Mission : Santé et services sociaux						
1. Direction et gestion ministérielle	125 276	12	24	943	68 291	43 814
Permanents(1)	24					24
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil						
3. Activités nationales	21 101					2 163
Total	146 404	12	24	943	68 291	46 001

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Santé et services sociaux

Services dispensés à la population

1. Santé publique	454 435	8 043 ⁽⁷⁾
Consommation de stocks		
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	879 141	
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées	4 147 618	
4. Déficience physique	603 707	
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 023 439	
6. Jeunes en difficulté	1 335 962	
7. Dépendances	134 661	
8. Santé mentale	1 299 661	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.

							12 192	
3								1 104
	18 032						906	
3	18 032	-	-	-	-	13 098		1 104

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

446 393								2 003
878 039							1 102	
4 147 618								
603 707								
1 023 439								
1 335 962								
134 552					109			
1 299 661								

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite)						
Mission : Santé et services sociaux						
Services dispensés à la population						
9. Santé physique	5 240 334					
Permanents(1)	3 863 842					
Permanents(2)	10 632					
Permanents(3)	38					
Consommation de stocks						
Variation à la baisse de provisions						
10. Administration	1 127 283					
11. Soutien aux services	951 643					
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 312 183					
13. Organismes communautaires et autres organismes	653 633					
14. Activités connexes	1 989 468					
Permanents(4)	1 010 149					
Permanents(5)	154 456					
Permanents(6)	425					
Variation à la baisse de provisions						
15. Service de la dette	1 597 596					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	153 145					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	2 163					
Total	27 945 614	8 043	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(4) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(5) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(6) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(7) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(8) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
5 240 334								
3 863 842 ⁽⁸⁾								
5 425							5 207	
							38	
								1 850
								(8 340)
1 127 283								
951 643								
1 312 183								
653 633								
1 783 181		205 566					721	
1 010 149								
120 290							34 166	
274							151	
								(7 992)
1 597 596								
							153 145	
2 163								
-	27 537 365	205 566	-		109	-	194 531	(12 479)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Santé et services sociaux						
Office des personnes handicapées du Québec						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	13 348		20	24	9 006	2 494
Amortissement des immobilisations						
Total	13 348	-	20	24	9 006	2 494
PROGRAMME 4						
Mission : Santé et services sociaux						
Régie de l'assurance maladie du Québec						
1. Services médicaux						
Permanents(1)	7 605 439					
Permanents(2)	6 146					
2. Services optométriques						
Permanents(1)	84 384					
3. Services dentaires						
Permanents(1)	206 756					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents(1)	2 515 364					
5. Autres services						
Permanents(1)	205 689					
6. Administration						
Permanents(1)	126 190					
Total	10 749 967	-	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Cette somme inclut des dépenses de 3 863 842 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

	848						955	
								40
-	848	-	-	-	-		955	40

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	7 353 842						251 597	
	6 146							
	84 384							
	184 143						22 613	
	2 328 859						186 505	
	205 689							
	126 190							
-	10 289 252 ⁽³⁾	-	-	-	-		460 715	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements				Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles			
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés	23 065 796	8 055	43	967	77 298		48 470
Permanents	15 789 537						24
Amortissement des immobilisations							
Consommation des stocks							
Variation à la baisse de provisions							
Total	38 855 333	8 055	43	967	77 298		48 495
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES							
					DÉPENSES		
					Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération					77 298		77 298
Fonctionnement					48 495	1 145	49 639
Créances douteuses et autres provisions					3		3
Transfert					37 845 498	(12 479)	37 833 019
Affectation à un fonds spécial					205 566		205 566
Service de la dette							
Total					38 176 859	(11 334)	38 165 525

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	22 556 266	205 566			109		169 021	
3	15 289 232						500 278	
								1 145
								3 853
								(16 332)
3	37 845 498	205 566	-		109	-	669 299	(11 334)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Fonctions de coordination				
Votés	148 390			
Permanents	19			
	148 410	-	-	
Programme 2 - Services dispensés à la population				
Votés	22 823 335			
Permanents	4 808 675			
	27 632 011	-	-	
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	13 103			
Permanents				
	13 103	-	-	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	10 749 967			
	10 749 967	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	22 984 829			
Permanents	15 558 662			
Total	38 543 490	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 014)				146 376
						9		28
-	-	-		(2 014)		9		146 404
				82 736				22 906 071
						230 867		5 039 542
-	-	-		82 736		230 867		27 945 614
				245				13 348
-	-	-		245		-		13 348
								10 749 967
-	-	-		-		-		10 749 967
				80 967				23 065 796
						230 876		15 789 537
-	-	-		80 967		230 876		38 855 333

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	18 723	108	4 448
	<u>18 723</u>	<u>108</u>	<u>4 448</u>
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	118 984		120 987
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	97 838		97 838
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	1 164 605		1 130 439
Établissements privés	614 851		614 851
Établissements publics	20 529 926	48 638	20 358 286
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	153 145		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	18 056		18 056
Loyer - établissements du réseau	112 400		112 400
Organismes communautaires et autres organismes	653 633	4 127	152
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	92 095	23 024	
Rémunération des résidents en médecine	278 301		278 301
Ressources de type familial	607 737		607 737
Service de la dette	1 467 140		1 466 352
Services hospitaliers hors Québec	232 748		25 122
Services sanitaires aériens	38 509		
Système du sang	405 074		366 983
Transporteurs ambulanciers	599 527	453 620	
Autres	547 435	4 556	381 610
	<u>27 732 005</u>	<u>533 966</u>	<u>25 579 115</u>
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 058		168
	<u>1 058</u>	<u>-</u>	<u>168</u>
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	183 308		
Bourses d'études et de recherche	22 381		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	126 190		
Services dentaires	206 756		
Services médicaux	7 611 585		
Services optométriques	84 384		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 515 364		
	<u>10 749 967</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>38 501 753</u>	<u>534 073</u>	<u>25 583 731</u>

(1) Ce montant inclut des dépenses de 2 003 k\$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

(2) Ce montant inclut une somme de 12 479 k\$ pour des dépenses liées à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
450	27	3 728	125	9 146	18 032	19 105
450	27	3 728	125	9 146	18 032	19 105
					120 987 ⁽¹⁾	72 492
					97 838	96 306
					1 130 439	1 332 855
					614 851	580 874
6 838	412	72 322	7 064	24 521	20 518 081	19 242 720
					18 056	63 663
					112 400	117 137
175	1 327	647 851	69 071		653 633	607 086
					92 095	87 685
					278 301	264 697
					607 737	596 295
		787			1 467 140	1 334 335
				207 627	232 748	243 312
				38 509	38 509	32 079
		4 938		33 152	405 074	420 408
500		5		144 250	598 375	535 611
3 016	485	53 829	16	95 109	538 622	384 092
10 529	2 224	779 733	76 151	543 168	27 524 887 ⁽²⁾	26 011 647
121	5	514	11	30	848	1 011
121	5	514	11	30	848	1 011
			183 308		183 308	186 681
			22 381		22 381	18 228
				126 190	126 190	125 724
			10 830	173 313	184 143	183 672
				7 359 988	7 359 988	7 486 555
				84 384	84 384	64 277
			1 769 933	558 926	2 328 859	2 342 192
-	-	-	1 986 452	8 302 801	10 289 252	10 407 328
11 100	2 255	783 976	2 062 739	8 855 145	37 833 019 ⁽²⁾	36 439 091

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	24 584 838	24 584 838	23 884 545
Fonctionnement	8 167 027	8 167 027	7 729 217
Capital	907 730	907 730	881 267
Intérêt	373 279	373 279	348 160
Support	<u>4 468 879</u>	<u>3 800 145</u>	<u>3 595 902</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>38 501 753</u>	<u>37 833 019</u> ⁽¹⁾	<u>36 439 091</u>

(1) Ce montant inclut une somme de 12 479 k\$ pour des dépenses liées à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Support	<u>205 566</u>	<u>205 566</u>	<u>151 134</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>205 566</u>	<u>205 566</u>	<u>151 134</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	18 386	21 100
Production industrielle de boissons	1 465	1 294
	19 851	22 394
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 226	4 663
Appareils d'amusement	1 647	1 667
Bingo	1 069	1 120
Loteries	4 663	5 061
Courses	69	59
	11 673	12 570
Autres		
Études de dossiers	809	789
Organisation – Spectacles sportifs de combat	245	248
Permis d'explosifs	785	403
Divers	30	30
	1 869	1 469
Total des droits et permis	33 393	36 432
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	137	261
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	1 555	1 388
Location de chambres et pension	3 156	3 661
Conciliation et enquête – Déontologie policière	1 096	1 343
Divers	28	24
	5 970	6 676
Intérêts		
Divers	31	27
	31	27
Amendes et confiscations		
Sanctions administratives	112	
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	3 680	1 227
Infractions à diverses lois	823	179
Divers	5	17
	4 619	1 423

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 042	3 948
Subventions d'années antérieures	1 825	644
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	125	239
Divers	<u>10</u>	<u>19</u>
	3 002	4 850
Donations de tiers		
Subventions et contributions - Autres		53
Divers	<u>3</u>	<u>53</u>
	3	53
Total des revenus divers	<u>13 625</u>	<u>13 028</u>
Total des revenus autonomes	<u>47 019</u>	<u>49 460</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes		<u>(1 858)</u>
	-	(1 858)
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>-</u>	<u>(1 858)</u>
Total des revenus	<u>47 019</u>	<u>47 603</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	792 394	783 076	7 567	1 750	
Permanents	71 378	71 378			
Ne nécessitant pas de crédits		5 026			
	<u>863 772</u>	<u>859 480</u>	<u>7 567</u>	<u>1 750</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	731 516	716 884	14 632		
Permanents	3 680	3 680			
Ne nécessitant pas de crédits		16 698			
	<u>735 195</u>	<u>737 262</u>	<u>14 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	52 350	49 498	1 945	906	
Permanents	34	20		15	
Ne nécessitant pas de crédits		40			
	<u>52 384</u>	<u>49 558</u>	<u>1 945</u>	<u>921</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 651 351</u>	<u>1 646 300</u>	<u>24 144</u>	<u>2 671</u>	<u>-</u>
Votés	1 576 260	1 549 459	24 144	2 657	
Permanents	75 092	75 077		15	
Ne nécessitant pas de crédits		21 764			
Total	<u>1 651 351</u>	<u>1 646 300</u>	<u>24 144</u>	<u>2 671</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 624 550	1 646 300		15	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	107		57	50	
Immobilisations tangibles	15 552		13 667	1 885	
Immobilisations en ressources informationnelles	11 142		10 421	721	
Total	<u>1 651 351</u>	<u>1 646 300</u>	<u>24 144</u>	<u>2 671</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Sécurité, prévention et gestion interne				
1. Direction et services supports à la gestion Permanents(1)	25 528 10	1			20 029	5 248 10
2. Services correctionnels	366 630				287 864	78 125
3. Expertises judiciaires	10 161				8 851	1 310
4. Affaires policières et sécurité-protection	129 800	1			33 109	13 202
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents(2)	38 655 71 368				10 816 5 057	8 858 2 545
6. Éléments de gestion centrale Amortissement des immobilisations	221 620		1 713	5 852	51 218	161 119
Total	863 772	2	1 713	5 852	416 945	270 417

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

PROGRAMME 2
Mission : Gouverne et justice

Sûreté du Québec

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens Permanents(1)	465 187 3 680	55	61		229 416 3 680	9 152
2. Gestion interne et soutien Amortissement des immobilisations	266 329		11 875	2 641	50 510	92 225
Total	735 195	55	11 936	2 641	283 605	101 377

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

Le programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

313

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Organismes relevant du ministre					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	17 171		1 927	11 491	2 947
Permanents(1)	31				
Permanents(2)	3				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 246			4 463	751
3. Bureau du coroner	9 582			6 066	3 485
4. Commissaire à la déontologie policière	3 192		12	2 651	526
5. Comité de déontologie policière	1 859			1 293	557
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	9 769		6	7 026	2 727
7. Bureau des enquêtes indépendantes	5 531			4 403	1 112
Total	52 384	-	18	1 927	37 394
					12 104

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 576 260	57	13 667	10 421	729 206	381 344
Permanents	75 092				8 737	2 555
Amortissement des immobilisations						
Total	1 651 351	57	13 667	10 421	737 943	383 899

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	737 943		737 943
Fonctionnement	383 899	21 764	405 664
Créances douteuses et autres provisions	20		20
Transfert	167 092		167 092
Affectation à un fonds spécial	335 582		335 582
Service de la dette			
Total	1 624 535	21 764	1 646 300

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

							806	
							11	
							3	
								40
							32	
							31	
							2	
							9	
							10	
							16	
20	-	-	-	-	-	921		40

	103 326	335 582				2 657	
20	63 765					15	
							21 764
20	167 092	335 582	-	-	-	2 671	21 764

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne				
Votés	787 693			
Permanents	<u>65 447</u>			
	<u>853 140</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Sûreté du Québec				
Votés	696 712			
Permanents	<u>696 712</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre				
Votés	53 731			
Permanents	<u>34</u>			
	<u>53 765</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 538 136			
Permanents	<u>65 481</u>			
Total	<u>1 603 617</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				4 701				792 394
						5 931		71 378
-	-	-		4 701		5 931		863 772
1 455				33 349				731 516
		3 680						3 680
1 455	-	3 680		33 349		-		735 195
				(1 381)				52 350
								34
-	-	-		(1 381)		-		52 384
1 455				36 669				1 576 260
		3 680				5 931		75 092
1 455	-	3 680		36 669		5 931		1 651 351

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre pour la prévention de sinistres	13 912		
Formation des policiers et des pompiers	9 711		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	7 008		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	30 188		25
Sécurité civile	63 765	17 408	
Services policiers en milieu autochtone	39 528		
Autres	2 980		
	<u>167 092</u>	<u>17 408</u>	<u>25</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>167 092</u>	<u>17 408</u>	<u>25</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
	13 912				13 912	5 458
	4 029			5 682	9 711	9 282
	6 983	15		10	7 008	6 772
30	10 612	19 470		51	30 188	25 543
	11 231	5 146	29 981		63 765	100 594
	39 528				39 528	34 006
100	1 905	975			2 980	2 490
130	88 200	25 606	29 981	5 743	167 092	184 145
130	88 200	25 606	29 981	5 743	167 092	184 145

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Fonctionnement	5 405	5 405	5 405
Capital	1 398	1 398	1 415
Support	<u>160 288</u>	<u>160 288</u>	<u>177 325</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>167 092</u>	<u>167 092</u>	<u>184 145</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	265 630	265 630	253 534
Fonctionnement	63 440	63 440	63 355
Capital	<u>6 511</u>	<u>6 511</u>	<u>6 534</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>335 582</u>	<u>335 582</u>	<u>323 424</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	193 748	193 748			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>193 757</u>	<u>193 757</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>193 757</u>	<u>193 757</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	193 748	193 748			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	<u>193 757</u>	<u>193 757</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	193 757	193 757			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>193 757</u>	<u>193 757</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement du tourisme						
1. Tourisme Québec	98 901					
Permanents(1)	10					
2. Société du Centre des congrès de Québec	19 046					
3. Société du Palais des congrès de Montréal	34 434					
4. Régie des installations olympiques	41 367					
Total	193 757	-	-	-	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	193 748					
Permanents	10					
Total	193 757	-	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	94 847		94 847
Affectation à un fonds spécial	98 911		98 911
Service de la dette			
Total	193 757	-	193 757

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		98 901						
		10						
	19 046							
	34 434							
	41 367							
-	94 847	98 911	-	-	-	-	-	-

	94 847	98 901						
		10						
-	94 847	98 911	-	-	-	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme				
Votés	185 431			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>185 441</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	185 431			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>185 441</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				8 317				193 748
								10
-	-	-		8 317		-		193 757
				8 317				193 748
								10
-	-	-		8 317		-		193 757

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	41 367		
Société du Centre des congrès de Québec	19 046		
Société du Palais des congrès de Montréal	34 434		
	<u>94 847</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>94 847</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
				41 367	41 367	37 432
				19 046	19 046	16 914
				34 434	34 434	33 827
-	-	-	-	94 847	94 847	88 172
-	-	-	-	94 847	94 847	88 172

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	18 109	18 109	18 109
Fonctionnement	22 341	22 341	19 902
Capital	38 832	38 832	39 591
Intérêt	<u>15 565</u>	<u>15 565</u>	<u>10 570</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>94 847</u>	<u>94 847</u>	<u>88 172</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	9 763	9 763	10 963
Fonctionnement	7 137	7 137	4 822
Capital	6 346	6 346	4 784
Intérêt	1 366	1 366	1 298
Support	<u>74 300</u>	<u>74 300</u>	<u>102 861</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>98 911</u>	<u>98 911</u>	<u>124 727</u>

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	36 617	35 678
Transport commercial public	324	385
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 653	2 612
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 860	2 795
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	193	184
	<u>42 646</u>	<u>41 653</u>
Autres		
Transfert de permis	568	237
	<u>568</u>	<u>237</u>
Total des droits et permis	<u>43 214</u>	<u>41 890</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	822	799
Frais de publication – Demandes de permis	96	116
Analyse en laboratoire	57	103
Divers	100	122
	<u>1 075</u>	<u>1 140</u>
Intérêts		
Divers	2	6
	<u>2</u>	<u>6</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements		52
Alcofrein	704	817
Divers		1
	<u>704</u>	<u>870</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 346	2 102
Subventions d'années antérieures	2 594	508
Dépenses sous forme d'indemnités	(176)	(6)
	<u>3 764</u>	<u>2 604</u>
Total des revenus divers	<u>5 545</u>	<u>4 620</u>
Total des revenus autonomes	<u>48 759</u>	<u>46 510</u>

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	<u>156</u>	<u>154</u>
	<u>156</u>	<u>154</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>156</u>	<u>154</u>
Total des revenus	<u>48 915</u>	<u>46 664</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	803 489	753 666	41 037	8 786	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		15 143			
	<u>803 489</u>	<u>768 810</u>	<u>41 037</u>	<u>8 786</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	60 989	56 425	3 260	1 304	
Permanents	44	33		11	
Ne nécessitant pas de crédits		6 336			
	<u>61 033</u>	<u>62 794</u>	<u>3 260</u>	<u>1 315</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>864 522</u>	<u>831 603</u>	<u>44 297</u>	<u>10 101</u>	<u>-</u>
Votés	864 478	810 091	44 297	10 090	
Permanents	44	33		11	
Ne nécessitant pas de crédits		21 479			
Total	<u>864 522</u>	<u>831 603</u>	<u>44 297</u>	<u>10 101</u>	<u>-</u>
Dépenses	810 159	831 603		34	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2 515		2 515		
Immobilisations tangibles	45 648		36 763	8 885	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 200		5 018	1 182	
Total	<u>864 522</u>	<u>831 603</u>	<u>44 297</u>	<u>10 101</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Infrastructures et systèmes de transport				
Mission : Économie et environnement						
1. Transport terrestre	606 476	2 515 ⁽¹⁾	12 153	1 406	50 420	363 697
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
2. Transport maritime	130 830		75		796	159
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	55 905		24 520	222	3 083	7 228
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	10 278			146	8 123	1 832
Amortissement des immobilisations						
Total	803 489	2 515	36 748	1 774	62 422	372 916

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Administration et services corporatifs						
1. Direction	9 118				8 012	806
Permanents(1)	19					19
Amortissement des immobilisations						
2. Services corporatifs	43 874		15	3 244	27 557	11 794
Permanents(2)	25					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	7 998				7 429	466
Amortissement des immobilisations						
Total	61 033	-	15	3 244	42 998	13 085

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières de même que l'amélioration, la réfection, et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions notamment en transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. Ce programme prévoit un budget pour la Commission des transports du Québec.

	176 100						184	2 421 239
	129 335						465	111
	12 893						7 959	11 284
							177	1 088
-	318 328	-	-	-	-	8 786		15 143

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	284						16	1
14							1 262 11	6 332
	77						26	2
14	361	-	-	-	-	1 315		6 336

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	864 478	2 515	36 763	5 018	105 420	385 982
Permanents	44					19
Amortissement des immobilisations						
Consommation des stocks						
Total	864 522	2 515	36 763	5 018	105 420	386 001
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				105 420		105 420
Fonctionnement				386 001	21 479	407 481
Créances douteuses et autres provisions				14		14
Transfert				318 689		318 689
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
Total				810 124	21 479	831 603

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
14	318 689						10 090 11	21 241 239
14	318 689	-	-		-	-	10 101	21 479

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	687 827			
Permanents				
	<u>687 827</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Votés	56 556			
Permanents	44			
	<u>56 600</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	744 383			
Permanents	44			
Total	<u>744 427</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				115 661				803 489
-	-	-		115 661		-		803 489
				4 433				60 989
-	-	-		4 433		-		44
								61 033
				120 095				864 478
-	-	-		120 095		-		44
								864 522

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	1 267	966	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	12 826		
Aide aux chemins d'accès isolés	748		
Aide spécifique pour le transport adapté	154 829		
Société des Traversiers du Québec	121 504		
Transport aérien	12 893		
Transport ferroviaire	2 754		
Transport maritime	7 831	2 904	
Transport terrestre	3 677		
	<u>318 328</u>	<u>3 870</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	77		
Autres	284	4	
	<u>361</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>318 689</u>	<u>3 873</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
			302		1 267	2 499
				12 826	12 826	11 111
	748				748	944
	154 829				154 829	84 410
				121 504	121 504	111 070
	413	8 644	3 836		12 893	4 919
		2 754			2 754	350
	3 268	140		1 519	7 831	4 741
	2 222	1 454			3 677	15 711
-	161 480	12 992	4 137	135 849	318 328	235 756
7		70			77	90
1	8	272			284	297
8	8	342	-	-	361	387
8	161 487	13 335	4 137	135 849	318 689	236 143

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	43 855	43 855	42 128
Fonctionnement	61 397	61 397	51 533
Capital	32 865	32 865	29 726
Intérêt	13 536	13 536	10 584
Support	<u>167 036</u>	<u>167 036</u>	<u>102 173</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>318 689</u>	<u>318 689</u>	<u>236 143</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	14 260	13 287
Publicité légale des entreprises	13 940	14 794
Divers	<u>2</u>	<u>2</u>
	28 201	28 083
Total des droits et permis	28 201	28 083
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	785	770
Frais de perception	2 190	2 133
Divers	<u>4</u>	<u>4</u>
	2 979	2 907
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	26 753	23 807
Divers	<u>8</u>	<u>12</u>
	26 761	23 819
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	<u>272</u>	<u>234</u>
	272	234
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 055	560
Subventions d'années antérieures	51	52
Aide financière de dernier recours	72 084	78 147
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	14 868	14 693
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 596	1 738
Divers	<u>20</u>	<u>25</u>
	90 674	95 214
Total des revenus divers	120 686	122 173
Total des revenus autonomes	148 886	150 256
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail		45 893
Entente relative au développement de la main-d'oeuvre	24 944	
Entente relative au marché du travail	628 235	633 682
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	<u>112 865</u>	<u>113 992</u>
	766 044	793 567
Total des transferts du gouvernement fédéral	766 044	793 567
Total des revenus	914 931	943 823

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	880 076	880 076			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>880 076</u>	<u>880 076</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 004 832	2 982 901	126	21 804	
Permanents	29 141	29 141			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 033 973</u>	<u>3 012 042</u>	<u>126</u>	<u>21 804</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	535 792	530 120	99	5 573	
Permanents	36	36			
Ne nécessitant pas de crédits		329			
	<u>535 828</u>	<u>530 485</u>	<u>99</u>	<u>5 573</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Travail					
Votés	23 647	21 126		2 521	
Permanents	11	7		4	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>23 657</u>	<u>21 133</u>	<u>-</u>	<u>2 525</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 473 534</u>	<u>4 443 736</u>	<u>225</u>	<u>29 902</u>	<u>-</u>
Votés	4 444 346	4 414 223	225	29 898	
Permanents	29 188	29 184		4	
Ne nécessitant pas de crédits		329			
Total	<u>4 473 534</u>	<u>4 443 736</u>	<u>225</u>	<u>29 902</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 471 368	4 443 736		27 961	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 681		130	1 551	
Immobilisations tangibles	485		95	390	
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>4 473 534</u>	<u>4 443 736</u>	<u>225</u>	<u>29 902</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Mesures d'aide à l'emploi				
Mission : Économie et environnement						
1. Mesures d'aide à l'emploi	880 076					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail						
Total	880 076	-	-	-	-	-

PROGRAMME 2

Mesures d'aide financière

Mission : Soutien aux personnes et aux familles

1. Aide aux personnes et aux familles Permanents(1)	2 946 082 29 141	126				
2. Action communautaire	29 921					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	28 829					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi						
Total	3 033 973	126	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.

	22 000	858 076					
-	22 000	858 076	-	-	-	-	-

Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière de dernier recours en mesure d'aide à l'emploi.

29 141	2 897 293	29 649				19 014	
	5 582	24 203				136	
	26 174					2 655	
29 141	2 929 048	53 852	-	-	-	21 804	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Administration				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Gouvernance et services à l'organisation	194 184		95		49 807	69 503
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Relations avec la clientèle et services aux citoyens et aux entreprises	341 608	3			123 465	19 417
Permanents(2)	26					26
Total	535 828	4	95	-	173 272	88 957
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

PROGRAMME 4
Mission : Gouverne et justice

Travail

1. Relations du travail	17 259				7 263	1 264
Permanents(1)	9					6
Permanents(2)	1					
2. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	6 388					
Total	23 657	-	-	-	7 263	1 269
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	264	69 228				5 286	
							329
	438	197 998				287	
<u>-</u>	<u>702</u>	<u>267 226</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5 573</u>	<u>329</u>

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.

	6 245					2 487	
1						4	
		6 354				34	
<u>1</u>	<u>6 245</u>	<u>6 354</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 525</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	4 444 346	130	95		180 535	90 184
Permanents	29 188					42
Amortissement des immobilisations						
Total	4 473 534	130	95	-	180 535	90 226
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					Total
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	=		
Rémunération	180 535					180 535
Fonctionnement	90 226		329			90 555
Créances douteuses et autres provisions	29 143					29 143
Transfert	2 957 995					2 957 995
Affectation à un fonds spécial	1 185 508					1 185 508
Service de la dette						
Total	4 443 407		329			4 443 736

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
29 143	2 957 995	1 185 508					29 898 4	329
29 143	2 957 995	1 185 508	-		-	-	29 902	329

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	818 092			
Permanents				
	<u>818 092</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Mesures d'aide financière				
Votés	3 009 954			
Permanents	5 500			
	<u>3 015 454</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Administration				
Votés	508 953			
Permanents	10			
	<u>508 962</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Travail				
Votés	18 544			
Permanents	10			
	<u>18 554</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	4 355 541			
Permanents	5 520			
Total	<u>4 361 061</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				61 984				880 076
-	-	-		61 984		-		880 076
				(5 122)				3 004 832
						23 641		29 141
-	-	-		(5 122)		23 641		3 033 973
7 250				19 589				535 792
						26		36
7 250	-	-		19 590		26		535 828
				5 103				23 647
						1		11
-	-	-		5 103		1		23 657
7 250				81 554				4 444 346
						23 668		29 188
7 250	-	-		81 554		23 668		4 473 534

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main- d'œuvre	22 000	22 000	
	<u>22 000</u>	<u>22 000</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles	2 914 793	23	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	28 829		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	459		
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire	5 259		
	<u>2 949 339</u>	<u>23</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Administration			
Autres	776		
	<u>776</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Travail			
Autres	6 429		
	<u>6 429</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 978 543</u>	<u>22 023</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2019	Total 2018
					22 000	12 000
-	-	-	-	-	22 000	12 000
		4 421	2 892 849		2 897 293	2 857 679
			24 345	1 829	26 174	25 919
		338			338	201
		5 244			5 244	3 874
-	-	10 003	2 917 194	1 829	2 929 048	2 887 674
		264		438	702	338
-	-	264	-	438	702	338
		49		6 196	6 245	8 666
-	-	49	-	6 196	6 245	8 666
-	-	10 315	2 917 194	8 463	2 957 995	2 908 677

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	6 509	6 509	9 844
Fonctionnement	950	950	539
Capital	4	4	10
Support	<u>2 971 080</u>	<u>2 950 532</u>	<u>2 898 284</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 978 543</u>	<u>2 957 995</u>	<u>2 908 677</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Rémunération	166 541	166 516	162 851
Fonctionnement	96 018	96 009	84 925
Capital	14 907	10 343	10 615
Intérêt	933	712	616
Support	<u>911 928</u>	<u>911 928</u>	<u>873 441</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 190 327</u>	<u>1 185 508</u>	<u>1 132 448</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	62
2 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	20 737
Total du portefeuille	20 799
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	
6 Projets d'infrastructures 2015	
Total du portefeuille	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	
8 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 951
Total du portefeuille	2 951
CONSEIL EXÉCUTIF	
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
11 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
12 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 382
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
14 Financement des unités autonomes de service	1 275
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
16 Projets d'infrastructures 2008	
Total du portefeuille	2 658
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
17 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 911
Total du portefeuille	1 911
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION	
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
19 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 782
21 Programme d'infrastructure du savoir	
Total du portefeuille	1 782

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
				62		1
				20 737	19 195	2
-		-		20 799	19 195	
70 171				70 171	182 460	3
98				98		4
28 354				28 354	125 016	5
29 768				29 768	9 061	6
128 391		-		128 391	316 537	
82 193				82 193	124	7
				2 951	108 064	8
82 193		-		85 145	2 325	9
		13 031		13 031	13 034	10
-		13 031		13 031	4	11
				1 382	1 104	12
		1 010		1 010	1 229	13
				1 275	1 144	14
5 041				5 041	25	15
5 041		1 010		8 709	1 756	16
757		380		3 047	2 911	17
757		380		3 047	2 911	
		204		204		18
53 408				53 408	25 763	19
				1 782	2 056	20
					1 087	21
53 408		204		55 394	28 907	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
22 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
23 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
24 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	
25 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
26 Formation dans les pénitenciers fédéraux	
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	152
Total du portefeuille	152
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
28 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	8
29 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	646
Total du portefeuille	655
FAMILLE	
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	119
Total du portefeuille	119
FINANCES	
31 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	
Total du portefeuille	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
32 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	143
Total du portefeuille	143
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	79
Total du portefeuille	79
JUSTICE	
35 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	64
Total du portefeuille	64
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
37 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
Total du portefeuille	-

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
24 827				24 827	30 091	22
		1 973		1 973	1 460	23
16 689				16 689	23 646	24
86 318				86 318	124 426	25
307				307	4 122	26
452				604	922	27
128 593		1 973		130 718	184 665	
				8	8	28
				646	582	29
-		-		655	590	
				119		30
-		-		119	-	
504 041				504 041	481 130	31
504 041		-		504 041	481 130	
		2 912		2 912	2 656	32
		484		627	917	33
-		3 396		3 539	3 573	
		2 903		2 981	1 769	34
-		2 903		2 981	1 769	
639				639	686	35
250				314	250	36
889		-		953	936	
					113	37
-		-		-	113	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	110 086
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
40 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 453
42 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	10 000
Total du portefeuille	124 539
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
43 Administration de la Loi sur les armes à feu	
44 Financement des unités autonomes de service	202
45 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	36 647
Total du portefeuille	36 849
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
Total du portefeuille	203
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
48 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
49 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	224
Total du portefeuille	224
TOTAL	193 126

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
				110 086	107 390	38
		20 392		20 392	19 450	39
					4 073	40
3 508				7 961	2 762	41
				10 000	11 121	42
3 508		20 392		148 438	144 796	
5 902				5 902	4 913	43
3 500				3 702	3 652	44
		2 928		2 928	3 022	45
59 029		113		95 789	167 211	46
68 431		3 040		108 320	178 797	
225				428	33	47
225		-		428	33	
		4 558		4 558	3 811	48
				224	360	49
-		4 558		4 782	4 171	
975 477		50 886		1 219 489	1 496 932	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
2 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
4 Programme d'infrastructure investir dans le Canada		
5 Projets d'infrastructures 2008		
6 Projets d'infrastructures 2015		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
7 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
8 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL EXÉCUTIF		
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
11 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
12 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 382
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
14 Financement des unités autonomes de service		1 275
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
16 Projets d'infrastructures 2008		5 041
Total du portefeuille	-	7 699
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
17 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION		
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
19 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
21 Programme d'infrastructure du savoir		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
				62		62		1
				20 737		20 737	19 195	2
-		-		20 799		20 799	19 195	
70 171						70 171	182 460	3
98						98		4
28 354						28 354	125 016	5
29 768						29 768	9 061	6
128 391		-		-		128 391	316 537	
82 193						82 193	124	7
2 951						2 951	108 064	8
85 145		-		-		85 145	2 325	9
13 031						13 031	13 034	10
13 031		-		-		13 031	4	11
1 010						1 010	1 104	12
						1 010	1 229	13
						1 275	1 144	14
						5 041	25	15
1 010		-		-		8 709	1 756	16
3 047						3 047	2 911	17
3 047		-		-		3 047	2 911	
204						204		18
53 408						53 408	25 763	19
1 782						1 782	2 056	20
							1 087	21
55 394		-		-		55 394	28 907	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
22 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		24 827
23 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
24 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		16 689
25 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		86 318
26 Formation dans les pénitenciers fédéraux		307
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		604
Total du portefeuille	-	128 745
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
28 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
29 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FAMILLE		
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
31 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
32 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		2 981
Total du portefeuille	-	2 981
JUSTICE		
35 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
37 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
						24 827	30 091	22
1 973						1 973	1 460	23
						16 689	23 646	24
						86 318	124 426	25
						307	4 122	26
						604	922	27
1 973		-		-		130 718	184 665	
8						8	8	28
646						646	582	29
655		-		-		655	590	
		119				119		30
-		119		-		119	-	
504 041						504 041	481 130	31
504 041		-		-		504 041	481 130	
2 912						2 912	2 656	32
627						627	917	33
3 539		-		-		3 539	3 573	
						2 981	1 769	34
-		-		-		2 981	1 769	
				639		639	686	35
		250		64		314	250	36
-		250		703		953	936	
							113	37
-		-		-		-	113	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	110 086	
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	20 392	
40 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 961	
42 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	10 000	
Total du portefeuille	148 438	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
43 Administration de la Loi sur les armes à feu		
44 Financement des unités autonomes de service		
45 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS		
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
48 Financement du Bureau d'évaluation médicale		
49 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	148 438	139 425

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
						110 086	107 390	38
						20 392	19 450	39
							4 073	40
						7 961	2 762	41
						10 000	11 121	42
-		-		-		148 438	144 796	
				5 902		5 902	4 913	43
				3 702		3 702	3 652	44
				2 928		2 928	3 022	45
				95 789		95 789	167 211	46
-		-		108 320		108 320	178 797	
428						428	33	47
428		-		-		428	33	
				4 558		4 558	3 811	48
				224		224	360	49
-		-		4 782		4 782	4 171	
796 652		369		134 604		1 219 489	1 496 932	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
2 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
Total du portefeuille	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	69 309
4 Programme d'infrastructure investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	28 096
6 Projets d'infrastructures 2015	29 515
Total du portefeuille	126 919
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	
8 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	81 925
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 054
Total du portefeuille	82 979
CONSEIL EXÉCUTIF	
10 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	13 000
11 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	13 000
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
12 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
13 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 010
14 Financement des unités autonomes de service	
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
16 Projets d'infrastructures 2008	5 041
Total du portefeuille	6 051
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
17 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
Total du portefeuille	203
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION	
18 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
19 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	53 222
20 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
21 Programme d'infrastructure du savoir	
Total du portefeuille	53 222

(1) Ce montant inclut 19 655 k\$ en immobilisations pour des travaux effectués à l'hôtel du Parlement du Québec.

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2019	TOTAL 2018	
36	26	62		1
421	20 316 ⁽¹⁾	20 737	19 195	2
457	20 342	20 799	19 195	
612	250	70 171	182 460	3
54	44	98		4
186	72	28 354	125 016	5
120	133	29 768	9 061	6
973	498	128 391	316 537	
242	27	82 193	124	7
783	1 114	2 951	108 064	8
1 025	1 141	85 145	2 325	9
	31	13 031	13 034	10
			4	11
-	31	13 031	13 038	
282	1 101	1 382	1 104	12
		1 010	1 229	13
594	682	1 275	1 144	14
		5 041	25	15
875	1 782	8 709	1 756	16
852	1 992	3 047	2 911	17
852	1 992	3 047	2 911	
	204	204		18
181	5	53 408	25 763	19
	1 782	1 782	2 056	20
			1 087	21
181	1 991	55 394	28 907	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
22 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	11 569
23 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	970
24 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	16 689
25 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	85 787
26 Formation dans les pénitenciers fédéraux	307
27 Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	452
Total du portefeuille	115 774
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
28 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
29 Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
Total du portefeuille	-
FAMILLE	
30 Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	119
Total du portefeuille	119
FINANCES	
31 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	504 041
Total du portefeuille	504 041
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
32 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	266
33 Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	17
Total du portefeuille	283
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
34 Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
Total du portefeuille	-
JUSTICE	
35 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
36 Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
Total du portefeuille	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
37 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
Total du portefeuille	-

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2019	TOTAL 2018	
245	13 014	24 827	30 091	22
	1 003	1 973	1 460	23
		16 689	23 646	24
	531	86 318	124 426	25
		307	4 122	26
	152	604	922	27
245	14 699	130 718	184 665	
7	1	8	8	28
139	508	646	582	29
146	509	655	590	
		119		30
-	-	119	-	
		504 041	481 130	31
-	-	504 041	481 130	
775	1 871	2 912	2 656	32
422	188	627	917	33
1 196	2 059	3 539	3 573	
	2 981	2 981	1 769	34
-	2 981	2 981	1 769	
	639	639	686	35
231	83	314	250	36
231	722	953	936	
			113	37
-	-	-	113	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
38 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	110 086
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	18 449
40 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 761
42 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	10 000
Total du portefeuille	146 296
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
43 Administration de la Loi sur les armes à feu	
44 Financement des unités autonomes de service	
45 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	46 203
Total du portefeuille	46 203
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
48 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
49 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TOTAL	1 095 090

RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2019	TOTAL 2018	
			110 086	107 390	38
118	1 825		20 392	19 450	39
				4 073	40
	200		7 961	2 762	41
			10 000	11 121	42
118	2 025		148 438	144 796	
5 075	827		5 902	4 913	43
2 606	1 096		3 702	3 652	44
2 507	421		2 928	3 022	45
27 874	21 711		95 789	167 211	46
38 063	24 054		108 320	178 797	
129	299		428	33	47
129	299		428	33	
2 348	2 210		4 558	3 811	48
156	69		224	360	49
2 503	2 279		4 782	4 171	
46 993	77 406		1 219 489	1 496 932	

SECTION

B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPRouvÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2019, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Économie, Science et Innovation		
Capital Mines Hydrocarbures	206 532	—
Fonds du développement économique	—	251 033
Éducation et Enseignement supérieur		
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	5 300	—
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds d'information sur le territoire	—	9 212
Finances		
Fonds du Plan Nord	49 382	—

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (suite) (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	64 170	—
Santé et Services sociaux		
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	—	30 098
Sécurité publique		
Fonds des services de police	27 776	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	6 242	—
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	2 293	—
Fonds des réseaux de transport terrestre	227 048	203 541
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	1 193	—
Fonds québécois d'initiatives sociales	4 971	—

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

Québec, le 10 octobre 2019

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de développement des territoires	<u>120 736</u>	<u>120 060</u>	<u>-</u>
	<u>120 736</u>	<u>120 060</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de développement des territoires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	107 339	107 339	102 339
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	107 339	107 339	102 339
Dépenses			
Dépenses	120 736	120 060	99 495
Total des dépenses	120 736	120 060	99 495
Surplus (déficit) de l'exercice	(13 397)	(12 721)	2 844
Surplus (déficit) cumulé au début	13 397	19 774	16 930
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	7 053	19 774
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 968	5 183	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>23 052</u>	<u>11 762</u>	<u>-</u>
	<u>29 020</u>	<u>16 945</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	-	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	5 006	5 070	5 010
Total des revenus	5 006	5 070	5 010
Dépenses			
Dépenses	5 968	5 183	4 810
Total des dépenses	5 968	5 183	4 810
Surplus (déficit) de l'exercice	(962)	(113)	200
Surplus (déficit) cumulé au début	1 284	1 421	1 220
Surplus (déficit) cumulé à la fin	322	1 307	1 421
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 599	15 952	15 740
Total des revenus	15 599	15 952	15 740
Dépenses			
Dépenses	23 052	11 762	17 184
Total des dépenses	23 052	11 762	17 184
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 453)	4 190	(1 444)
Surplus (déficit) cumulé au début	26 359	28 275	29 719
Surplus (déficit) cumulé à la fin	18 906	32 465	28 275
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	24 260	21 224	-
Fonds vert	<u>851 803</u>	<u>734 570</u>	<u>-</u>
	<u>876 062</u>	<u>755 794</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	17 250	14 888	-
Fonds vert	<u>2 863</u>	<u>749</u>	<u>-</u>
	<u>20 113</u>	<u>15 636</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2019	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	32 152	58 225	37 620
Total des revenus	32 152	58 225	37 620
Dépenses			
Dépenses	24 260	21 224	24 592
Total des dépenses	24 260	21 224	24 592
Surplus (déficit) de l'exercice	7 892	37 001	13 028
Surplus (déficit) cumulé au début	42 328	54 565	41 537⁽⁴⁾
Surplus (déficit) cumulé à la fin	50 220	91 566	54 565
Investissements			
Immobilisations	17 250	14 888	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	17 250	14 888	-

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Ces informations ont été harmonisées selon les conventions comptables du gouvernement.

(3) Les informations préliminaires publiées en 2017-2018 ont été modifiées pour refléter les ajustements apportés en 2019.

(4) Le surplus cumulé au début provient de l'intégration d'actifs et de passifs du Fonds vert.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2019	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	735 940	1 042 065	931 795
Total des revenus	735 940	1 042 065	931 795
Dépenses			
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Occupation du territoire	16 189	1 384	1 221
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 050	609	1 049
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	216 304	160 334	159 736
Économie, Science et Innovation	41 839	15 256	14 410
Éducation et Enseignement supérieur	22 500	-	-
Énergie et Ressources naturelles	205 364	244 247	129 150
Finances	41 800	49 086	151 143
Forêts, Faune et Parcs	8 901	4 419	2 642
Relations internationales et Francophonie	315	315	315
Santé et Services sociaux	3 822	2 801	2 811
Sécurité publique	5 756	3 368	2 156
Tourisme	170	170	300
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	286 794	252 581	266 675
Travail, Emploi et Solidarité sociale	-	-	269
Total des dépenses	851 803	734 570	731 877
Surplus (déficit) de l'exercice	(115 863)	307 495	199 918
Surplus (déficit) cumulé au début	949 255	986 230	828 526⁽⁴⁾
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	16 789
Dépenses	-	-	(59 003)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(42 214)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	949 255	986 230	786 312⁽⁴⁾
Surplus (déficit) cumulé à la fin	833 392	1 293 724	986 230

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2019	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ 2018
Investissements			
Immobilisations	2 863	749	717
Prêts et placements	-	-	373 512
Total des investissements	2 863	749	374 229

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Ces informations ont été harmonisées selon les conventions comptables du gouvernement.

(3) Les informations préliminaires publiées en 2017-2018 ont été modifiées pour refléter l'ajustement apporté en 2019. Cet ajustement ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

(4) Le surplus cumulé au début a été diminué de 41 537 k\$ pour tenir compte du transfert, en 2017-2018, d'actifs et de passifs au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures	200	206 732 ⁽¹⁾	(206 532)
Fonds du développement économique	<u>435 626</u>	<u>249 762 ⁽¹⁾</u>	<u>-</u>
	<u>435 826</u>	<u>456 493</u>	<u>(206 532)</u>
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures	185 000	98 500	-
Fonds du développement économique	<u>632 329</u>	<u>883 362</u>	<u>(251 033)</u>
	<u>817 329</u>	<u>981 862</u>	<u>(251 033)</u>

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CAPITAL MINES HYDROCARBURES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2019	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾ 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 830	306	56 310
Total des revenus	1 830	306	56 310
Dépenses			
Dépenses	200	206 732	6 431
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	1 707	140	6 845
Total des dépenses	1 907	206 872	13 276
Surplus (déficit) de l'exercice	(77)	(206 565)	43 033
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	66 899	7 114	(35 920)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	66 822	(199 452)	7 114
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	62 123	10 236
Surplus (déficit) cumulé à la fin	66 822	(137 329)	17 350
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	185 000	98 500	68 212
Total des investissements	185 000	98 500	68 212

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les informations préliminaires publiées en 2017-2018 ont été modifiées pour refléter les ajustements apportés en 2019.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	241 591	101 154	62 477
Autres revenus	194 035	149 631	145 471
Total des revenus	435 626	250 785	207 948
Dépenses			
Dépenses	435 626	249 762	203 803
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	1 023	4 145
Total des dépenses	435 626	250 785	207 948
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	257 621	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	257 621	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	51 497	190 878
Surplus (déficit) cumulé à la fin	257 621	134 481	273 862
Investissements			
Immobilisations	-	30 560	311 897
Prêts et placements	632 329	852 801	654 560
Total des investissements	632 329	883 362	966 456

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale (*)	26 500	31 800	(5 300)
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	80 579	60 564	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
	<u>132 079</u>	<u>117 364</u>	<u>(5 300)</u>
Investissements			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale (*)	-	-	-
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	130 000	8 678	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>130 000</u>	<u>8 678</u>	<u>-</u>

(*) La responsabilité de ce fonds est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. En 2018, ce fonds était présenté dans le portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 000	17 000	15 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	17 000	17 000	15 000
Dépenses			
Dépenses	26 500	31 800	150
Total des dépenses	26 500	31 800	150
Surplus (déficit) de l'exercice	(9 500)	(14 800)	14 850
Surplus (déficit) cumulé au début	9 500	14 850	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	50	14 850
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

Note : La responsabilité de ce fonds est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. En 2018, ce fonds était présenté dans le portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>RÉELS 2018</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>69 938</u>	<u>73 302</u>	<u>62 588</u>
Total des revenus	<u>69 938</u>	<u>73 302</u>	<u>62 588</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>80 579</u>	<u>60 564</u>	<u>60 148</u>
Total des dépenses	<u>80 579</u>	<u>60 564</u>	<u>60 148</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 642)	12 738	2 440
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>193 768</u>	<u>190 567</u>	<u>188 127</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>183 126</u></u>	<u><u>203 305</u></u>	<u><u>190 567</u></u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	<u>130 000</u>	<u>8 678</u>	<u>122 092</u>
Total des investissements	<u><u>130 000</u></u>	<u><u>8 678</u></u>	<u><u>122 092</u></u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	25 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Dépenses	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses	25 000	25 000	25 000
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de transition énergétique	100	-	-
Fonds des ressources naturelles	33 764	27 296	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>114 360</u>	<u>98 773</u>	<u>-</u>
	<u>148 224</u>	<u>126 068</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de transition énergétique	-	-	-
Fonds des ressources naturelles	412	267	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>52 626</u>	<u>61 838</u>	<u>(9 212)</u>
	<u>53 038</u>	<u>62 105</u>	<u>(9 212)</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	100	2 959	-
Total des revenus	100	2 959	-
Dépenses			
Dépenses	100	-	-
Total des dépenses	100	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	2 959	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	2 959	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>RÉELS 2018</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	8 871	8 871	6 097
Autres revenus	<u>23 279</u>	<u>23 145</u>	<u>22 810</u>
Total des revenus	<u>32 149</u>	<u>32 015</u>	<u>28 907</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>33 764</u>	<u>27 296</u>	<u>29 773</u>
Total des dépenses	<u>33 764</u>	<u>27 296</u>	<u>29 773</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 614)	4 720	(866)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>28 372</u>	<u>27 261</u>	<u>28 127</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>26 757</u>	<u>31 981</u>	<u>27 261</u>
Investissements			
Immobilisations	412	267	158
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1</u>
Total des investissements	<u>412</u>	<u>267</u>	<u>158</u>

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les informations financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des informations financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	142 532	142 025	139 254
Total des revenus	142 532	142 025	139 254
Dépenses			
Dépenses	114 360	98 773	101 652
Total des dépenses	114 360	98 773	101 652
Surplus (déficit) de l'exercice	28 172	43 252	37 603
Surplus (déficit) cumulé au début	530 542	535 932	498 329
Surplus (déficit) cumulé à la fin	558 714	579 184	535 932
Investissements			
Immobilisations	28 797	18 751	26 013
Prêts et placements	23 829	43 087	41 600
Total des investissements	52 626	61 838	67 613

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	14 880	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 423 281	2 385 617	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>21 250</u>	<u>16 375</u>	<u>-</u>
	<u>2 459 411</u>	<u>2 416 872</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 461	15 712	15 330
Total des revenus	15 461	15 712	15 330
Dépenses			
Dépenses	14 880	14 880	14 880
Total des dépenses	14 880	14 880	14 880
Surplus (déficit) de l'exercice	581	832	450
Surplus (déficit) cumulé au début	45 408	45 431	44 981
Surplus (déficit) cumulé à la fin	45 989	46 263	45 431
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 423 181	2 371 246	2 333 889
Autres revenus	100	-	-
Total des revenus	2 423 281	2 371 246	2 333 889
Dépenses			
Dépenses	2 423 281	2 385 617	2 364 189
Total des dépenses	2 423 281	2 385 617	2 364 189
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(14 371)	(30 300)
Surplus (déficit) cumulé au début	7 500	19 500	49 800
Surplus (déficit) cumulé à la fin	7 500	5 129	19 500
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 092	15 140	15 109
Total des revenus	15 092	15 140	15 109
Dépenses			
Dépenses	21 250	16 375	21 250
Total des dépenses	21 250	16 375	21 250
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 158)	(1 235)	(6 141)
Surplus (déficit) cumulé au début	14 311	14 319	20 459
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 153	13 084	14 319
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement	2 661	2 662 ⁽¹⁾	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	55 000	7 550	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 350	1 350	-
Fonds du Plan Nord	74 561	123 942	(49 382)
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	2 888	2 390	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	971 284	900 960	-
	<u>1 107 744</u>	<u>1 038 854</u>	<u>(49 382)</u>
Investissements			
Fonds de financement	-	- ⁽³⁾	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	-	-	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	2 583	56	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	-	-
	<u>2 583</u>	<u>56</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 710 137	1 764 266	1 559 224
Total des revenus	1 710 137	1 764 266	1 559 224
Dépenses			
Dépenses	2 661	2 662	2 327
Service de la dette	1 673 993	1 690 830	1 509 707
Total des dépenses	1 676 655	1 693 491	1 512 034
Surplus (déficit) de l'exercice	33 482	70 774	47 190
Surplus (déficit) cumulé au début	534 687	540 263	493 073
Surplus (déficit) cumulé à la fin	568 169	611 037	540 263
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	12 056 051	11 407 515	8 452 296
Total des investissements	12 056 051	11 407 515	8 452 296

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	2 491 000	3 477 314	2 292 695
Total des revenus	2 491 000	3 477 314	2 292 695
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	2 491 000	3 477 314	2 292 695
Surplus (déficit) cumulé au début	12 815 369	12 816 064	10 523 369
Remboursement d'emprunts	(2 000 000)	(8 000 000)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	13 306 369	8 293 378	12 816 064
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	2 491 000 ⁽¹⁾	3 465 291 ⁽¹⁾	2 276 166 ⁽¹⁾
Total des investissements	2 491 000	3 465 291	2 276 166

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

FINANCES

FONDS DES REVENUS PROVENANT DE LA VENTE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	55 000	8 468	-
Total des revenus	55 000	8 468	-
Dépenses			
Dépenses	55 000	7 550	-
Total des dépenses	55 000	7 550	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	918	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	918	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>RÉELS 2018</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>710</u>	<u>793</u>	<u>682</u>
Total des revenus	<u>710</u>	<u>793</u>	<u>682</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>1 350</u>	<u>1 350</u>	<u>1 336</u>
Total des dépenses	<u>1 350</u>	<u>1 350</u>	<u>1 336</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(640)	(557)	(654)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>1 598</u>	<u>1 599</u>	<u>2 253</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>959</u></u>	<u><u>1 042</u></u>	<u><u>1 599</u></u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des investissements	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	2 000	-
Autres revenus	91 430	92 331	96 760
Total des revenus	91 430	94 331	96 760
Dépenses			
Dépenses	74 561	123 942	85 773
Total des dépenses	74 561	123 942	85 773
Surplus (déficit) de l'exercice	16 869	(29 612)	10 987
Surplus (déficit) cumulé au début	35 607	29 630	18 643
Surplus (déficit) cumulé à la fin	52 476	18	29 630
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	15	-
Autres revenus	2 888	3 397	2 889
Total des revenus	2 888	3 412	2 889
Dépenses			
Dépenses	2 888	2 390	2 294
Total des dépenses	2 888	2 390	2 294
Surplus (déficit) de l'exercice	-	1 022	596
Surplus (déficit) cumulé au début	2 994	3 590	2 994
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 994	4 612	3 590
Investissements			
Immobilisations	83	56	7
Prêts et placements	2 500	-	1 292
Total des investissements	2 583	56	1 299

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	971 284	900 960	881 591
Total des revenus	971 284	900 960	881 591
Dépenses			
Dépenses	971 284	900 960	881 591
Total des dépenses	971 284	900 960	881 591
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	<u>537 943</u>	<u>602 114</u>	<u>(64 170)</u>
	<u>537 943</u>	<u>602 114</u>	<u>(64 170)</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	<u>10 000</u>	<u>6 084</u>	<u>-</u>
	<u>10 000</u>	<u>6 084</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES - VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	204 894	263 959	292 098
Autres revenus	282 558 ⁽¹⁾	311 043	283 553
Total des revenus	487 452	575 002	575 651
Dépenses			
Dépenses	537 943	602 114	568 530
Total des dépenses	537 943	602 114	568 530
Surplus (déficit) de l'exercice	(50 491)	(27 112)	7 121
Surplus (déficit) cumulé au début	55 015	68 783	61 662
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 524	41 671	68 783
Investissements			
Immobilisations	10 000	6 084	2 813
Prêts et placements	–	–	–
Total des investissements	10 000	6 084	2 813

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les informations financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 4 104 k\$ financé par le portefeuille ministériel.

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Accès Justice	17 748	16 717	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	30 906	29 161	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	49 987	41 502	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	41 629	40 906	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>400</u>	<u>7</u>	<u>-</u>
	<u>140 671</u>	<u>128 292</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	169	-	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	6 868	475	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	496	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>8 203</u>	<u>971</u>	<u>-</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 770	16 749	15 114
Total des revenus	15 770	16 749	15 114
Dépenses			
Dépenses	17 748	16 717	14 928
Total des dépenses	17 748	16 717	14 928
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 978)	32	185
Surplus (déficit) cumulé au début	10 083	10 272	10 086
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 105	10 303	10 272
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	79	337	755
Autres revenus	26 267	30 812	29 404
Total des revenus	26 346	31 149	30 160
Dépenses			
Dépenses	30 906	29 161	26 210
Total des dépenses	30 906	29 161	26 210
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 560)	1 988	3 950
Surplus (déficit) cumulé au début	45 342	49 628	45 678
Surplus (déficit) cumulé à la fin	40 781	51 617	49 628
Investissements			
Immobilisations	169	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	169	-	-

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	3 058	-
Autres revenus	39 124	40 966	40 127
Total des revenus	39 124	44 024	40 127
Dépenses			
Dépenses	49 987	41 502	33 293
Total des dépenses	49 987	41 502	33 293
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 863)	2 522	6 834
Surplus (déficit) cumulé au début	114 432	121 026	114 193
Surplus (déficit) cumulé à la fin	103 569	123 549	121 026
Investissements			
Immobilisations	6 868	475	662
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	6 868	475	662

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	14 574	14 574	13 864
Autres revenus	25 424	25 614	26 657
Total des revenus	39 997	40 188	40 521
Dépenses			
Dépenses	41 629	40 906	37 519
Total des dépenses	41 629	40 906	37 519
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 632)	(718)	3 002
Surplus (déficit) cumulé au début	16 021	19 852	16 850
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 388	19 134	19 852
Investissements			
Immobilisations	1 166	496	691
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	1 166	496	691

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	-	933	8 624
Total des revenus	-	933	8 624
Dépenses			
Dépenses	400	7	1 279
Total des dépenses	400	7	1 279
Surplus (déficit) de l'exercice	(400)	927	7 344
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>7 237</u>	<u>7 498</u>	<u>154</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>6 837</u>	<u>8 425</u>	<u>7 498</u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	25 000	4 667	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	210 514	183 906	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	<u>235 514</u>	<u>188 572</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	30 000	60 098	(30 098)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	<u>30 000</u>	<u>60 098</u>	<u>(30 098)</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	25 000	25 001	-
Total des revenus	25 000	25 001	-
Dépenses			
Dépenses	25 000	4 667	-
Total des dépenses	25 000	4 667	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	20 334	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	20 334	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS ⁽¹⁾ 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	175 566	143 491	137 263
Autres revenus	35 207	37 325	37 806
Total des revenus	210 773	180 816	175 069
Dépenses			
Dépenses	210 514	183 906	182 547
Total des dépenses	210 514	183 906	182 547
Surplus (déficit) de l'exercice	259	(3 090)	(7 478)
Surplus (déficit) cumulé au début	23 650	19 440	23 341
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	(3 599)	(22)
Dépenses	-	-	-
Total des redressements des années antérieures	-	(3 599)	(22)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	23 650	15 841	23 319
Surplus (déficit) cumulé à la fin	23 909	12 752	15 841
Investissements			
Immobilisations	30 000	60 098	17 484
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	30 000	60 098	17 484

(1) Les données de l'année financière 2018 ont été retraitées pour tenir compte du redressement effectué en 2019.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
**FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	12 juin 2018 RÉELS (2,4 mois)	31 mars 2018 RÉELS (12 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	-	3 436	20 064
Total des revenus	-	3 436	20 064
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	3 436	20 064
Surplus (déficit) cumulé au début	-	20 260	196
Transfert du surplus cumulé au fonds général	-	(23 697)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	20 260
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

Note : Le 12 juin 2018, la Loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie (RLRQ, chapitre F-4.0021) a été abolie en vertu de la Loi visant l'amélioration des performances de la Société de l'assurance automobile du Québec, favorisant un meilleur encadrement de l'économie numérique en matière de commerce électronique, de transport rémunéré de personnes et d'hébergement touristique et modifiant diverses dispositions législatives (L.Q. 2018, chapitre 18).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des services de police	<u>650 114</u>	<u>677 890</u>	<u>(27 776)</u>
	<u>650 114</u>	<u>677 890</u>	<u>(27 776)</u>
Investissements			
Fonds des services de police	<u>27 771</u>	<u>20 280</u>	<u>-</u>
	<u>27 771</u>	<u>20 280</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	314 006	335 582	319 140
Autres revenus	336 107	342 308	324 289
Total des revenus	650 114	677 890	643 429
Dépenses			
Dépenses	650 114	677 890	643 429
Total des dépenses	650 114	677 890	643 429
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	27 771	20 280	15 027
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	27 771	20 280	15 027

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	<u>202 816</u>	<u>209 058</u>	<u>(6 242)</u>
	<u>202 816</u>	<u>209 058</u>	<u>(6 242)</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	<u>265</u>	<u>60</u>	<u>-</u>
	<u>265</u>	<u>60</u>	<u>-</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	90 594	84 255	95 477
Autres revenus	111 221	129 153	116 314
Total des revenus	201 816	213 407	211 791
Dépenses			
Dépenses	202 816	209 058	207 782
Total des dépenses	202 816	209 058	207 782
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 000)	4 350	4 009
Surplus (déficit) cumulé au début	5 676	11 258	7 250
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 676	15 608	11 258
Investissements			
Immobilisations	95	60	46
Prêts et placements	170	-	-
Total des investissements	265	60	46

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds aérien	74 138	70 500	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	123 191	125 484	(2 293)
Fonds de la sécurité routière	43 141	18 048	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>4 177 804 ⁽¹⁾</u>	<u>4 404 852 ⁽¹⁾</u>	<u>(227 048)</u>
	<u>4 418 274</u>	<u>4 618 884</u>	<u>(229 341)</u>
Investissements			
Fonds aérien	21 270	234	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	68 828	57 281	-
Fonds de la sécurité routière	150	-	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>2 090 872</u>	<u>2 294 413</u>	<u>(203 541)</u>
	<u>2 181 120</u>	<u>2 351 929</u>	<u>(203 541)</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	74 438	71 724	67 384
Total des revenus	74 438	71 724	67 384
Dépenses			
Dépenses	74 138	70 500	65 931
Total des dépenses	74 138	70 500	65 931
Surplus (déficit) de l'exercice	300	1 225	1 453
Surplus (déficit) cumulé au début	59 346	59 610	58 537
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	7 941
Dépenses	-	-	(8 321)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(380)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	59 346	59 610	58 157
Surplus (déficit) cumulé à la fin	59 646	60 835	59 610
Investissements			
Immobilisations	21 270	234	213
Prêts et placements	-	-	4
Total des investissements	21 270	234	217

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	123 191	125 537	116 331
Total des revenus	123 191	125 537	116 331
Dépenses			
Dépenses	123 191	125 484	114 862
Total des dépenses	123 191	125 484	114 862
Surplus (déficit) de l'exercice	-	53	1 469
Surplus (déficit) cumulé au début	14 223	14 244	12 775
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 223	14 297	14 244
Investissements			
Immobilisations	68 828	57 281	53 455
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	68 828	57 281	53 455

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	42 186	19 110	2 812
Total des revenus	42 186	19 110	2 812
Dépenses			
Dépenses	43 141	18 048	23 049
Total des dépenses	43 141	18 048	23 049
Surplus (déficit) de l'exercice	(955)	1 063	(20 238)
Surplus (déficit) cumulé au début	15 445	14 156	34 394
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 490	15 218	14 156
Investissements			
Immobilisations	150	-	19
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	150	-	19

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>RÉELS 2018</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>4 175 611</u>	<u>4 062 138</u>	<u>3 890 499</u>
Total des revenus	<u>4 175 611</u>	<u>4 062 138</u>	<u>3 890 499</u>
Dépenses			
Dépenses	4 177 804	4 404 852	4 563 316
Contribution des automobilistes au transport en commun	<u>88 779</u>	<u>86 132</u>	<u>84 170</u>
Total des dépenses	<u>4 266 583</u>	<u>4 490 984</u>	<u>4 647 485</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(90 972)	(428 846)	(756 986)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>3 092 441</u>	<u>2 186 154</u>	<u>2 943 141</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>3 001 468</u></u>	<u><u>1 757 308</u></u>	<u><u>2 186 154</u></u>
Investissements			
Immobilisations	2 090 872	2 294 413	1 706 658
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>25 702</u>
Total des investissements	<u><u>2 090 872</u></u>	<u><u>2 294 413</u></u>	<u><u>1 732 361</u></u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2019</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25 702	26 895	(1 193)
Fonds de développement du marché du travail	1 106 946	1 105 040	-
Fonds des biens et des services	117 282	97 880	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20 026	15 337	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	84 043	75 068	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	30 546	35 517	(4 971)
	<u>1 384 546</u>	<u>1 355 737</u>	<u>(6 163)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds des biens et des services	4 510	892	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 769	15 238	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	8 550	1 453	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	<u>28 829</u>	<u>17 584</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	21 878	24 203	19 718
Autres revenus	3 437	3 648	3 344
Total des revenus	25 314	27 851	23 062
Dépenses			
Dépenses	25 702	26 895	22 553
Total des dépenses	25 702	26 895	22 553
Surplus (déficit) de l'exercice	(388)	956	509
Surplus (déficit) cumulé au début	3 427	4 215	3 706
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 039	5 172	4 215
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	932 020	1 034 551	997 907
Autres revenus	172 303	146 309	72 107
Total des revenus	1 104 323	1 180 860	1 070 014
Dépenses			
Dépenses	1 106 946	1 105 040	1 080 531
Total des dépenses	1 106 946	1 105 040	1 080 531
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 623)	75 820	(10 517)
Surplus (déficit) cumulé au début	23 994	43 188	53 705
Surplus (déficit) cumulé à la fin	21 371	119 008	43 188
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	67 404	67 591	64 882
Autres revenus	44 878	44 014	40 877
Total des revenus	112 282	111 605	105 759
Dépenses			
Dépenses	117 282	97 880	92 990
Total des dépenses	117 282	97 880	92 990
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 000)	13 725	12 769
Surplus (déficit) cumulé au début	33 477	46 246	33 477
Surplus (déficit) cumulé à la fin	28 477	59 972	46 246
Investissements			
Immobilisations	4 510	892	1 149
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	4 510	892	1 149

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	11 085	11 218
Autres revenus	2 400	4 253	3 554
Total des revenus	20 026	15 337	14 773
Dépenses			
Dépenses	20 026	15 337	14 773
Total des dépenses	20 026	15 337	14 773
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	15 769	15 238	11 637
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	15 769	15 238	11 637

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 388	6 388	6 269
Autres revenus	77 655	68 680	63 187
Total des revenus	84 043	75 068	69 457
Dépenses			
Dépenses	84 043	75 068	69 457
Total des dépenses	84 043	75 068	69 457
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	11 488	11 488	11 488
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 488	11 488	11 488
Investissements			
Immobilisations	8 550	1 453	1 355
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	8 550	1 453	1 355

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2019	RÉELS 2018
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	30 127	29 649	23 539
Autres revenus	120	682	188
Total des revenus	30 247	30 331	23 727
Dépenses			
Dépenses	30 546	35 517	13 027
Total des dépenses	30 546	35 517	13 027
Surplus (déficit) de l'exercice	(299)	(5 186)	10 701
Surplus (déficit) cumulé au début	999	11 672	972
Surplus (déficit) cumulé à la fin	700	6 486	11 672
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
1 Fonds de développement des territoires	107 339	120 060	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
2 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 070	5 183	
3 Fonds du patrimoine culturel québécois	15 952	11 762	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
4 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (*)	58 225	21 224	
5 Fonds vert (*)	1 042 065	734 570	
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION			
6 Capital Mines Hydrocarbures (*)	306	206 872	
7 Fonds du développement économique	250 785	250 785	
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
8 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	17 000	31 800	
9 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	73 302	60 564	
10 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
11 Fonds de transition énergétique	2 959		
12 Fonds des ressources naturelles	32 015	27 296	
13 Fonds d'information sur le territoire	142 025	98 773	
FAMILLE			
14 Fonds de soutien aux proches aidants	15 712	14 880	
15 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 371 246	2 385 617	
16 Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 140	16 375	
FINANCES			
17 Fonds de financement	1 764 266	1 693 491	
18 Fonds des générations	3 477 314		
19 Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	8 468	7 550	
20 Fonds du centre financier de Montréal	793	1 350	
21 Fonds du Plan Nord (*)	94 331	123 942	
22 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 412	2 390	
23 Fonds relatif à l'administration fiscale	900 960	900 960	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
24 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	575 002	602 114	
JUSTICE			
25 Fonds Accès Justice	16 749	16 717	
26 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	31 149	29 161	
27 Fonds des registres du ministère de la Justice	44 024	41 502	
28 Fonds du Tribunal administratif du Québec	40 188	40 906	
29 Fonds relatif aux contrats publics	933	7	

(*) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
 - Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
 - Avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2018-2019.

	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au Fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général	Autres passifs		
Surplus (déficit) de l'exercice	+	-	-	=		
(12 721)	8 472			1 419	7 053	1
(113)	3 991			2 684	1 307	2
4 190	20 044	15 185		2 764	32 465	3
37 001	5 469	117 019		30 923	91 566	4
307 495	38 579	1 553 326		298 181	1 293 724	5
(206 565)	512 180	350 714	1 000 000	223	(137 329)	6
		5 028 980	4 461 007	433 492	134 481	7
(14 800)	50				50	8
12 738	22 515	182 333		1 544	203 305	9
	25 000			25 000		10
2 959	2 535	424			2 959	11
4 720	19 931	14 842	102 ⁽¹⁾	2 691	31 981	12
43 252	10 301	597 209	448 ⁽¹⁾	27 877	579 184	13
832	46 062	201			46 263	14
(14 371)		215 620	193 707	16 783	5 129	15
(1 235)	8 171	4 913			13 084	16
70 774	4 195	60 546 713	59 535 317	404 554	611 037	17
3 477 314		8 293 378			8 293 378	18
918		7 294	1 487	4 889	918	19
(557)	803	239			1 042	20
(29 612)	39 915	66 872	66 496	40 273	18	21
1 022		5 748		1 136	4 612	22
		4 297	4 297			23
(27 112)	57 411	110 496	18 114 ⁽¹⁾	108 122	41 671	24
32	13 266	190		3 153	10 303	25
1 988	49 543	2 539		466	51 617	26
2 522	145 800	6 713		28 964	123 549	27
(718)		27 227		8 093	19 134	28
927	8 432			7	8 425	29

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX		Revenus	-	Dépenses	=
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX					
30	Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	25 001		4 667	
31	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	180 816		183 906	
32	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	3 436			
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
33	Fonds des services de police	677 890		677 890	
TOURISME					
34	Fonds de partenariat touristique	213 407		209 058	
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS					
35	Fonds aérien	71 724		70 500	
36	Fonds de gestion de l'équipement roulant	125 537		125 484	
37	Fonds de la sécurité routière	19 110		18 048	
38	Fonds des réseaux de transport terrestre	4 062 138		4 490 984	
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE					
39	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	27 851		26 895	
40	Fonds de développement du marché du travail	1 180 860		1 105 040	
41	Fonds des biens et des services	111 605		97 880	
42	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 337		15 337	
43	Fonds du Tribunal administratif du travail	75 068		75 068	
44	Fonds québécois d'initiatives sociales	30 331		35 517	
Total fonds spéciaux		17 951 843		14 607 122	
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section A, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2018-2019					
Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux		(921 043)		(921 043)	
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)		(3 477 314)			
Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor		(320)		(39 319)	
Ajustements relatifs aux écarts entre les résultats finaux au 31 mars 2018 et ceux disponibles lors de la fermeture des Comptes publics 2017-2018				(2 319)	
Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux		13 553 166		13 644 440	

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;
 - Avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2018-2019.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au Fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général	Autres passifs		
20 334	23 397			3 062	20 334	30
(3 090)	45 121	160 627	19 587	173 410	12 752	31
3 436						32
		171 276	94 706 ⁽¹⁾	76 570		33
4 350	81 492	23 442	1 667	87 659	15 608	34
1 225	37 692	113 850	85 095 ⁽¹⁾	5 613	60 835	35
53	361	263 017	229 629	19 452	14 297	36
1 063	3 994	16 233	295	4 714	15 218	37
(428 846)	8 063	27 575 123	20 483 049	5 342 829	1 757 308	38
956	5 303	315		447	5 172	39
75 820	93 077	275 072		249 141	119 008	40
13 725	24 265	48 992		13 285	59 972	41
	7 060	52 293	54 417	4 936		42
	18 616	34 594		41 723	11 488	43
(5 186)	23 843	146		17 502	6 486	44
3 344 721	1 414 949	105 887 452	86 249 420	7 483 579	13 569 403	
(3 477 314)						
38 999						
2 319						
(91 274)						

